

H. BLANCHENAY

LE COMPTE
DE
PERTES ET PROFITS
ET LA
RÉPARTITION DES BÉNÉFICES
DANS LES
SOCIÉTÉS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le 12 mars 1935 à 14 heures.

Président : J. HAMEL

Suffragants { MM. ESCARRA
AMIAUD

PARIS

IMPRIMERIE GEORGES LANG

11 bis, Rue Curial (XIX^e)

1935



Digitized by the Internet Archive
in 2026

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

H. BLANCHENAY

LE COMPTE
DE
PERTES ET PROFITS
ET LA
RÉPARTITION DES BÉNÉFICES
DANS LES
SOCIÉTÉS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le 12 mars 1935 à 14 heures.

Président : J. HAMEL

Suffragants { MM. ESCARRA
AMIAUD

PARIS

IMPRIMERIE GEORGES LANG

11 bis, Rue Curial (XIX^e)

1935

*La Faculté n'entend donner aucune approbation ni
improbation aux opinions émises dans les Thèses;
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.*



A MA MÈRE, A MON PÈRE,
A JEANNE et JEAN FAVARD,
*ce témoignage affectueux de filiale
gratitude.*

DIVISION DU SUJET

PREMIÈRE PARTIE

LA GENÈSE COMPTABLE DES BÉNÉFICES

LIVRE I. — MÉTHODES DE DÉGAGEMENT DES PERTES ET PROFITS

CHAPITRE PREMIER. — *Méthode du compte Marchandises.*
Exposé. - Critique.

CHAPITRE II. — *Méthode du dédoublement pur et simple.*
Exposé. - Critique.

CHAPITRE III. — *Méthode du dégagement quotidien du bénéfice brut ou permanence de l'inventaire.*
Exposé. - Critique. - Applications.

LIVRE II. — PRINCIPE DE LA SPÉCIALISATION DES CHARGES PAR EXERCICE

CHAPITRE IV. — *Enoncé du principe.*
Définition de l'exercice. Le principe.
Raisons d'être de ce principe.

CHAPITRE V. — *Applications du principe. Les amortissements.*
Section I. — Dépenses d'installation ou établissement
(amortissements).

Section II. — Charge du prix de revient des marchandises.

Section III. — Dépenses renouvelables (frais généraux).

CHAPITRE VI. — *Correctifs à ce principe.*
Section I. — Les réserves.
Section II. — Le principe de fixité du capital.

LIVRE III. — LES ÉLÉMENTS DU COMPTE DE PERTES ET PROFITS

CHAPITRE VII. — *Le compte d'Exploitation.*
Considérations générales. - Éléments.

CHAPITRE VIII. — *Exemples de comptes d'Exploitation.*

CHAPITRE IX. — *Le compte Pertes et Profits.*
Définition. - Inscriptions de simple comptabilité. -
Éléments actuels directs ou indirects. - Ecritures de
régularisation. - Éléments éventuels. - Inscriptions
estimatives. - Report à nouveau.

CHAPITRE X. — *Comment se résume la genèse des pertes et profits.*

DEUXIÈME PARTIE

RÉPARTITION DES BÉNÉFICES

LIVRE I. — LE BÉNÉFICE DISTRIBUTABLE

CHAPITRE XI. — *Bénéfice distribuable et bénéfice imposable.*

Section I. — Caractères du bénéfice distribuable.

Section II. — Limites du bénéfice distribuable.

Section III. — Le bénéfice fiscal minimum.

Section IV. — La réévaluation des bilans et le bénéfice imposable.

Section V. — Le bénéfice social maximum. Les dividendes fictifs.

Section VI. — La jurisprudence.

Section VII. — A quel moment le bénéfice est-il distribuable.

CHAPITRE XII. — *Dérogations à la notion de bénéfice distribuable.*

Section I. — L'acompte.

Définition. Validité de l'acompte. Jurisprudence. Critique. Comptabilisation de l'acompte.

Section II. — Les intérêts fixes.

Exposé. Validité. Etude des trois cas : Silence des statuts. Clause « sur le bénéfice net ». Clause « même en l'absence de bénéfices ». Doctrine. Jurisprudence. Critique.

Intérêts intercalaires.

Reconstitution du capital après paiement des intérêts. Législations étrangères.

LIVRE II. — RÉPARTITION DES BÉNÉFICES

CHAPITRE XIII. — *Répartition légale, statutaire et extrastatutaire.*

Réserve légale. - Intérêt aux actions.

Dividendes. - Conseil. - *Parts de fondateurs.* - *Réserves supplémentaires.* - *Personnel.* - *Réserves extrastatutaires.* - *Report à nouveau.*

CHAPITRE XIV. — *Caractère du report à nouveau.*

Section I. — Intérêt de la question.

Section II. — Report à nouveau et réserve.

Section III. — Caractère réel du report à nouveau.

Section IV. — Conséquences.

CHAPITRE XV. — *Modifications à la répartition statutaire des bénéfices.*

Modifications qui ne lèsent que les actionnaires ;
qui lèsent les tiers intéressés.

Solution.

CONCLUSION. — *Le rôle du compte pertes et profits dans la critique financière.*

LE COMPTE

DES PERTES ET PROFITS

INTRODUCTION

*La notion de bénéfice - Prix de revient -
Bénéfice brut - Bénéfice net - But du compte
Pertes et Profits - L'inventaire et le compte
Pertes et Profits - Division.*

I. — Le commerce tout entier est fondé sur la notion de bénéfice. Au point de vue économique le commerce consiste dans « la circulation des produits de toute espèce, de la monnaie et des valeurs fiduciaires (1) ». Cette circulation, cet échange ne se fait qu'en vue d'obtenir un bénéfice, c'est-à-dire une marge entre le prix obtenu de l'objet vendu et le coût de cet objet, à savoir ce qu'il en a coûté pour le fabriquer ou l'extraire et aussi ce qu'il en a coûté au vendeur pour vivre pendant le temps qu'a duré la fabrication.

(1) LÉON LACOUR : *Précis de droit commercial*. (Librairie Dalloz, Paris 1929.)

Le Code de commerce énumère dans son article 632 les actes de commerce. Cette énumération a surtout un caractère juridique : elle ne s'applique pas aux actes de ce salarié qui, dépensant pour son entretien et celui de sa famille 800 francs par mois, louera ses services 1.000 francs. Celui-ci fait cependant, au point de vue économique, commerce de ses services ; ce qu'il aura mis de côté à la fin du mois constituera son bénéfice qui lui permettra d'assurer sa subsistance lorsqu'il ne travaillera plus. De même le commerçant, au sens juridique du mot, a l'ambition d'amasser le plus de bénéfices possible afin de « pouvoir se retirer des affaires ».

Un commerçant achète un produit 50 francs. Il le revend 80 francs. On dit qu'il a réalisé un bénéfice de 30 francs, bénéfice dont il gardera une part et dont il consacra la différence à l'achat d'une quantité supplémentaire de produits. Il achètera cette fois pour 65 francs de produits et les revendra 104 francs. Son nouveau bénéfice est donc de 39 francs. Et c'est ainsi que grâce à son bénéfice il se constituera un pécule personnel, accroîtra sans cesse la puissance d'achat de sa maison et du même coup ses bénéfices à venir.

Le bénéfice peut donc être grossièrement défini : la marge réalisée entre le prix de vente et le prix d'achat d'un produit. C'est la première notion du bénéfice.

II. — Dans la réalité, les choses sont loin de se passer aussi sommairement, surtout dans la réalité moderne, qui a sans doute simplifié bien des choses, mais combien compliqué le mouvement commercial dans son ensemble.

Lorsqu'un marchand de tissus a acheté 20 pièces de soie, qui représentent sa mise de fonds, il a dû ajouter au prix d'achat de nombreux éléments accessoires : il a écrit pour commander ces pièces, il en a payé le transport, il a employé au déchargement un commis. Pour la vente il a un magasin avec une enseigne, ou un agent de publicité. Il a payé une clientèle à son prédécesseur, et plus certainement il paie un loyer, des impôts. Il a assuré son magasin et ses marchandises contre les risques d'incendie ou de vol, etc. Son bénéfice ne sera plus la simple marge existant entre

$$1.600 = 20 \times 80 \text{ (son prix de vente) et}$$

$$1.000 = 20 \times 50 \text{ (son prix d'achat).}$$

Il aura calculé que tous les frais auxquels nous avons fait allusion se répartissent suivant certains coefficients. Par exemple à raison de :

Main-d'œuvre	5
Loyer	2
Impôts, assurances, électricité, etc.	3
Soit au total	10

qui viendront en déduction de son bénéfice, qui s'ajouteront à son prix d'achat pour former le prix de revient.

III. — Autrement dit, après avoir calculé une première fois son bénéfice (bénéfice brut), il devra en distraire une somme de : $20 \times 10 = 200$ qu'il répartira entre les divers créanciers de ces frais : le proprié-

taire, les employés, etc. Ces frais sont pour lui des pertes. Pour être exact il ne devra plus seulement compter les profits mais aussi ce qu'il « perd », pour assurer la marche de son fonds de commerce. Après avoir déduit ces pertes de son bénéfice brut il aura son bénéfice net, c'est-à-dire l'état réel de son gain, de ce qui lui est définitivement acquis.

Encore le prix de revient calculé de cette manière laisse échapper à toute appréciation certains frais qui, sans s'appliquer proprement à telle ou telle marchandise vendue, n'en grèvent pas moins l'exploitation générale. Ce sont les frais dits généraux qui s'ajoutent aux frais d'achat et de fabrication dont l'imputation est plus aisée. Nous reviendrons sur ce point.

La question se pose de savoir comment un commerçant déterminera d'une manière aussi précise que possible l'état de ses affaires au bout d'un laps de temps déterminé. Il est aisé de comprendre que le seul fait d'engager des capitaux et de vendre un produit donné ne mènera pas forcément à la fortune.

Un commerçant « mettra » dans son affaire un capital de 200.000 francs. Il achètera pour débiter 100 pièces de vin à 1.000 francs l'une. Il les revendra 1.300 francs. En apparence il aura réalisé un bénéfice de 30.000 francs. S'il se fiait à cette apparence, il croirait pouvoir disposer de 130.000 francs, alors qu'en réalité il n'aura fait qu'un bénéfice de 30.000 francs. Encore ne s'agit-il que d'un bénéfice brut comprenant l'amortissement de son fonds, le salaire des manutentionnaires, le loyer d'une cave, les assurances, les

impôts, etc. S'il ne tenait pas compte de tous ces éléments, il arriverait en très peu de temps à ne plus disposer de capitaux suffisants pour le fonctionnement de son commerce.

On serait tenté de croire — à juste titre d'ailleurs — qu'il s'agit là des données élémentaires du commerce. Et cependant, que de commerçants ont sombré faute par eux d'avoir compté avec ces éléments. Les gens avertis disent en parlant d'eux : « Trop de frais généraux » ; le bon sens populaire s'exprime d'une façon plus pittoresque : « Ils ont mangé leur fonds. » Et nous vivons une époque bien significative à cet égard.

Comment pourra-t-on se rendre compte de la part de bénéfice net, réel, laissée par les ventes ?

Si nous avons une comptabilité réduite au strict minimum, nous pourrions imaginer trois caisses : l'une qu'on appellera Achats, la deuxième Ventes, l'autre Bénéfices.

Reprenons notre exemple précédent.

Dans la première on aura mis au début le capital, 200.000 francs. A chacun des achats, on tirera 1.000 francs par pièce achetée. Mettons 100.000 francs pour la première opération. A chacune des ventes, on versera à la caisse Ventes 1.000 francs et à la caisse Bénéfices 300 francs. S'il y a des frais, on devra puiser dans la caisse Bénéfices. Ainsi pourra-t-on à tout instant compter les bénéfices réalisés par la maison.

On pourrait imaginer encore plus simplement deux caisses Achats et Ventes, leur différence donnant le bénéfice réalisé (ou la perte).

Pour plus de commodité ces caisses sont remplacées par des comptes. Tout se passe comme si Achats, Ventes et Bénéfices étaient autant de personnalités débitrices ou créancières de valeurs vis-à-vis du patron.

Supposons que notre négociant en vins ait ouvert deux comptes, Achats et Ventes. Il est normal de penser que les frais divers qui grèvent la maison soient des accessoires du prix d'achat. Il écrira au débit du compte Achats le montant des achats effectués auxquels viendront s'ajouter tous les éléments du prix de revient. Au crédit du compte Ventes il inscrira le montant de ses ventes.

<i>Achats</i>		<i>Ventes</i>	
100.000			130.000
12.000			
4.000			
116.000			130.000

Le compte Achats porte le montant des achats, soit 100 pièces à 1.000 francs. Il s'y ajoute par pièce 12 francs de frais de manutention, soit 12.000 francs et un chiffre global de 4.000 francs de frais généraux. Ces pièces ont été vendues 1.300 francs. Lorsque le patron voudra connaître l'état de ses affaires, il arrêtera les deux comptes et constatera qu'il a fait un bénéfice réel de $130.000 - 116.000 = 14.000$ francs. Il peut se contenter de ce bénéfice. Mais il est fort possible qu'il lui faille davantage pour assurer sa subsistance. Il majorera son prix de vente ou, si l'état du marché ne l'y autorise pas, il cherchera à

diminuer ses frais afin de trouver une marge de bénéfice suffisante. Il ne pourra adopter cette politique que parce qu'il connaîtra à 1 centime près sa situation. Il sait quelle est la marge de frais à prévoir. Il sait aussi que le montant de ces frais ne serait pas augmenté en proportion du nombre de pièces vendues. Il accroîtra ou cherchera à accroître le chiffre de ses ventes.

IV. — On conçoit qu'il y ait une utilité pour tout commerçant ou industriel de « savoir où il en est ». C'est le but de la comptabilité en général de lui procurer une telle sécurité et c'est plus particulièrement le compte Pertes et Profits qui lui donnera quand il le voudra des indications assez précises sur le « rendement » de l'affaire.

Le bilan qui est le schéma de la comptabilité révèle en capitaux l'état de la maison. Dans l'hypothèse des sacs nous avons compté ce qu'il restait dans chaque sac. Nous en avons fait l'inventaire. Des sommes restant, nous avons dressé le bilan : il y avait 200.000 francs, il y a actuellement 230.000 francs ; le gain est de 30.000 francs.

Le compte Pertes et Profits (1) découlant de l'inventaire établit le rendement des capitaux dont on a

(1) Ce compte est généralement appelé dans la pratique Compte de Profits et Pertes. Ce n'est pas pour le plaisir d'une querelle linguistique que nous avons cru bon de renverser l'expression. Il nous a paru plus logique de nommer d'abord les Pertes pour deux raisons : une raison purement matérielle d'abord. Dans le sens des écritures les pertes sont les premières, elles figurent dans la colonne de gauche. La deuxième raison nous semble plus pertinente : les « pertes » au sens comptable du mot (autrement dit les dépenses que fait l'entreprise sans contre-partie bénéficiaire immédiate, les frais généraux) sont connues les premières avec plus de certitude. On en connaît le chiffre, on les inscrit aussitôt « en pertes », alors que les profits ne seront déterminés avec précision qu'à certaines dates, une fois l'inventaire fait.

dressé le bilan. Il dit au patron ce que lui a rapporté ou coûté une année d'exploitation.

L'inventaire de 1933 montre qu'il restait 230.000 francs de valeurs. Celui de 1932 en indiquait 200.000. Il y a donc un accroissement de valeur. C'est ce qui a été gagné dans l'année. Le compte Pertes et Profits en donnera le détail et nous indiquera si, bien qu'il s'agisse d'un bénéfice, ce bénéfice est proportionné aux capitaux engagés et aux efforts fournis.

C'est ce compte que nous nous proposons d'étudier.

PREMIÈRE PARTIE

LA GENÈSE COMPTABLE DES BÉNÉFICES

LIVRE I

MÉTHODES DE DÉGAGEMENT DES PERTES ET PROFITS

Nous avons vu quelle importance avait, dans une exploitation quelle qu'elle soit, la connaissance aussi précise que possible des résultats. On pourrait imaginer un compte Résultats que l'on ouvrirait avec les autres comptes, auquel on imputerait au crédit le bénéfice réalisé à chaque opération, au débit les pertes subies.

Ce système très simple en apparence présente en réalité de sérieuses difficultés :

En effet, ce serait une perte de temps considérable que de rechercher, lors de chaque vente, à faire le départ entre les frais de fabrication, les frais généraux et les bénéfices réels.

En second lieu, certaines opérations laissent espérer des bénéfices et se clôturent en réalité par une perte.

Un entrepreneur construit un immeuble d'une valeur de 3 millions. Il escomptait un bénéfice net de 800.000 francs. S'il avait inscrit à son compte de Résultats un bénéfice de 800.000 francs, il aurait pu se croire fondé à disposer de cet argent. Mais, par suite de la carence de son débiteur, il doit consentir des facilités de paiement, réduire sa créance pour éviter le pire, et voilà ce bénéfice réduit à presque rien. Bien heureux cet entrepreneur s'il ne perd pas la totalité de sa créance.

Inversement, d'autres opérations qui semblaient devoir entraîner des pertes se soldent, sinon par un bénéfice, mais tout au moins par une perte moins grande.

Un de nos clients est déclaré en faillite. Nous inscrivons le montant de notre créance en perte. De nouveaux éléments interviennent qui nous font recouvrer une partie de notre créance.

Il n'est pas rare que bien des bénéfices ne nous soient pas révélés dès leur naissance et que des pertes puissent n'apparaître que bien après l'apparition de leurs causes. Comment, dès lors, tenir un compte Résultats qui soit la fidèle expression des pertes ou bénéfices réalisés ? Et comment l'obtenir de telle sorte que le chef d'entreprise soit renseigné à tout instant sur le rendement de son affaire ?

Le compte Pertes et Profits idéal devrait présenter les deux qualités suivantes :

- 1° Donner à tout instant l'expression aussi précise que possible des résultats acquis ;
- 2° Révéler clairement le rendement de l'exploitation.

Nous avons vu que c'était là les deux éléments essentiels de la bonne administration d'une affaire.

Ajoutons d'ores et déjà que ce sont deux qualités que l'on n'arrive qu'imparfaitement à conjuguer : la raison en apparaîtra lorsque nous aurons étudié les méthodes de dégagement des pertes et profits.

Nous devons dire aussi que la question ne se pose vraiment que pour les industries complexes, réunissant plusieurs fabrications et dont chaque branche suppose des éléments qui lui sont propres de pertes ou de profits. Dans les petits commerces où le patron « a l'œil » à tout, quand il n'est pas seul, il se contentera de connaître approximativement l'état de ses affaires.

Trois méthodes de dégagement surtout sont en honneur qui présentent des caractères particuliers. Toutes celles que l'on utilise sont des variantes dues pour beaucoup à la fantaisie de quelque comptable de fortune, ou à l'ingéniosité de comptables professionnels sachant adapter leurs connaissances aux besoins de l'entreprise ; car, s'il est de plus en plus admis que la comptabilité est affaire de science, il n'en reste pas moins vrai que, demeurant une dans ses grandes lignes, elle se prête avec souplesse à des transformations dans le détail, transformations nécessitées par la forme, la nature, la situation de l'entreprise envisagée.

CHAPITRE PREMIER

Dégagement des Pertes et Profits par le compte Marchandises

Exposé :

C'est le procédé le plus élémentaire que celui qui consiste à dégager les pertes et profits par le moyen du compte Marchandises.

Nous achetons pour 100.000 francs de marchandises.
Nous écrirons au débit du compte Marchandises :

<i>Marchandises.</i>	
100.000	

Au prix initial s'ajoutent : frais de transport, 5.000 francs ; assurances, 3.000 francs ; main-d'œuvre, 10.000 francs. Le débit de Marchandises s'augmentera de toutes ces « pertes ».

<i>Marchandises.</i>	
100.000	
5.000	
3.000	
10.000	
118.000	

Mais le vendeur nous a accordé une ristourne de 5.000 francs. Cette somme qui diminue le prix de re-

vient s'inscrira au crédit du compte Marchandises. De même en sera-t-il des prix de vente successifs des marchandises vendues 32.500, 35.000, 65.000 francs.

Marchandises.

	5.000
	32.500
	25.000
	65.000
118.000	127.500

La vente a provoqué des frais de déplacement et des commissions qui s'inscriront au débit de ce compte, soit 1.000 francs. En fin d'exercice, le compte se présentera de la façon suivante :

Marchandises.

100.000	5.000
5.000	32.500
3.000	25.000
10.000	65.000
1.000	
119.000	127.500

Ainsi le compte Marchandises est crédité des marchandises vendues *au prix de vente* et il est débité des achats *au prix de revient*. Lorsque les fournitures nous sont faites, soit qu'elles viennent d'un dépôt central, soit qu'elles viennent de chez le grossiste, c'est la personnalité Marchandises qui en est redevable. C'est ce qui s'exprime par l'inscription au débit du compte de la valeur de la marchandise et des frais qui entrent dans la valeur de revient de cette marchandise.

A la fin de l'exercice, l'inventaire nous donnant la valeur du stock, soit au prix de revient 5.900 francs, nous en déduirons la valeur de ce qui a été vendu :

$$119.000 - 5.900 = 113.100$$

D'où le dégagement du bénéfice de l'année qui est naturellement la différence entre ce que nous avons encaissé et le montant de nos débours correspondant à la marchandise vendue.

Soit :

$$127.500 - 113.100 = 14.400$$

Il nous faudra apurer le compte Marchandises et écrire :

Marchandises	14.000	
à Bénéfices		14.400

Ce qui ramènera le compte Marchandises à ceci :

Marchandises.

100.000	1.000
5.000	32.50
3.000	25.00
10.000	65.00
1.000	
14.400	
<u>133.400</u>	<u>127.500</u>
Stock ...	5.900
	<u>133.400</u>

A nouveau : 5.900

et nous aurons un compte Bénéfices.

Soit :

<i>Bénéfices</i>
<u>14.400</u>

La personnalité Marchandises avait reçu indûment ce qui revenait à Bénéfices. L'écriture d'apurement rétablit la situation. Mais il reste au débit de Marchandises, *un solde*. C'est tout simplement la valeur du stock relevé à l'inventaire reportée « à nouveau ».

Critique,

On aperçoit aisément les inconvénients de cette pratique :

D'abord il faut attendre l'apurement des comptes pour connaître les résultats. Tant que l'on n'a pas fait l'inventaire, on ne peut pas savoir si les prix de vente établis sont propres à laisser des bénéfices, on ne peut pas prendre en temps voulu les mesures susceptibles de redresser les résultats en changeant, soit le prix de vente, soit le prix de revient. Tout est mêlé dans le compte Marchandises qui ne signifie rien ou à peu près, tant que l'apurement n'en est pas fait.

Ainsi, dans notre exemple précédent, nous avons inscrit au débit des Marchandises 119.000 francs et au crédit 127.500 francs. Que nous dit la différence entre ces deux sommes : 8.500 ? Rien. Si tout est vendu il s'agit d'un bénéfice dérisoire. S'il reste encore un stock, le bénéfice s'augmente d'autant. Pour être fixé, il faut attendre l'inventaire et les écritures de régularisation.

Une deuxième critique peut être adressée à ce procédé ; le crédit du compte Marchandises enregistre deux éléments tout à fait disparates : le prix de revient et le bénéfice. Pourtant nous l'avons vu, nous le

verrons encore, il est essentiel de connaître le prix de revient, et non seulement une fois, mais à chaque instant. C'est un élément qui change sans cesse, qui subit des influences multiples. Si nous avons eu, avec le compte Marchandises, un compte Pertes et Profits inscrivant non seulement l'écriture finale de l'exercice, mais les bénéfices réalisés à chaque opération, nous aurions eu, chaque fois qu'une unité aurait été vendue :

Caisse aux suivants	1.300	
à Marchandises		1.150
à Pertes et Profits		150

Et en fin d'exercice nous aurions abouti au résultat suivant :

<i>Marchandises.</i>		<i>Pertes et Profits.</i>	
100.000	94.100		14.400

Nous aurions pu savoir à tout moment la situation de l'affaire et serions arrivés en fin d'exercice avec le chiffre des bénéfices au crédit des Pertes et Profits, et la valeur du stock au débit de Marchandises. L'inventaire extra-comptable nous eût permis de contrôler ce chiffre.

Il existe enfin à l'encontre de ce procédé un inconvénient, d'ordre rationnel. En effet, si nous reprenons notre exemple précédent, nous trouvons qu'avant l'apurement le compte Marchandises présente un solde créditeur. Que signifie en comptabilité un solde Marchandises créditeur ? C'est une absurdité. Ce

compte prend en charge des objets, il en est redevable. Ces marchandises s'écoulant, le magasin en est crédité au fur et à mesure jusqu'à présenter une balance théorique. A ce moment-là il n'y a plus rien en magasin. Le solde créditeur constitue évidemment le bénéfice. Qu'on en crédite donc un compte Bénéfices. Que signifie de vendre des marchandises qui n'existent pas, au point de vue comptable ? Il est vrai que dans la pratique on vend très souvent des produits qui n'existent pas en magasin, qui n'y entreront sans doute jamais, mais qui figurent néanmoins dans un compte représentatif du stock actuel ou futur. Dès qu'ils sont achetés, même livrables à terme, ces produits sont considérés comme virtuellement emmagasinés, mais l'opération terminée, le compte ne sera pas créditeur.

Cependant, lorsqu'il s'agit du petit commerce, d'entreprises dites familiales, ce procédé présente l'avantage d'être commode en raison de sa simplicité. Peu importe que l'on connaisse les résultats au jour le jour. Dans le petit magasin, quand le patron « a la tête solide », il sait à peu de chose près quels sont les bénéfices de sa journée. Il n'a point besoin d'établir un tableau de rendement de son personnel. De temps à autre, chaque année, puisque c'est l'usage quasi général, et aussi parce que les lois l'y obligent, il apurera son compte Marchandises pour pouvoir se faire une idée du chemin parcouru. Il n'aura pas à embarrasser sa comptabilité de comptes superflus, puisque aussi bien le but immédiat à atteindre n'est pas le même que dans les grandes ou moyennes maisons.

Que lui importe à lui, patron du « Gagne-Petit »

ou du « Dé d'Argent », d'avoir un compte Marchandises créditeur ? Evidemment ce n'est pas rationnel, ce n'est pas comptable. Mais le plus rationnel, n'est-il pas d'user des moyens les plus simples ? Ce compte Marchandises créditeur, le patron sait ce que c'est, ce sont les bénéfices, et alors tant pis pour la raison, mais souhaitons-lui ce compte aussi créditeur que possible !

En résumé le dégagement des bénéfices par le procédé du compte Marchandises prendra l'allure suivante :

A) Au débit du compte Marchandises :

1° Le stock de l'exercice précédent ; le magasin en est encore redevable puisque les marchandises ne sont pas vendues ;

2° Les achats de l'exercice ;

3° Les frais divers d'achats ou de ventes.

B) Au crédit du compte Marchandises :

1° Les ventes de l'exercice ; la caisse ou toute autre personnalité comptable (effets à recevoir, clients, etc.) étant redevable désormais de ces ventes. A chaque opération on passe :

Caisse	X	
à Marchandises		X
ou Clients	X	
à Marchandises		X

2° Le stock de l'exercice considéré ; une fois l'année terminée le Magasin rend fictivement ce qui lui reste de marchandises. On l'en crédite.

3° Les profits accidentels, ristournes des fournisseurs, etc.

Nous aurons par exemple en fin d'exercice le compte Marchandises sous la forme suivante :

Marchandises.

Stock précédent...	150.000	Ventes	930.000
Achats.....	600.000	Stock en fin d'an-	
		née	225.000

le stock en fin d'année ne pouvant résulter que de l'inventaire, à moins qu'il ne soit tenu un compte d'objets (ce qui n'est pas toujours le cas) qui ne serait pas autre chose qu'un inventaire tenu au jour le jour.

Le compte précédent est donc bien créditeur de 405.000 francs. Il nous suffira de virer cette somme qui constitue le bénéfice brut, au crédit de Pertes et Profits pour pouvoir tirer le chiffre des bénéfices nets et satisfaire les puristes de la comptabilité en soldant le compte Marchandises. Nous écrivons :

Marchandises.....	405.000	
à Pertes et Profits ..		405.000

Notre compte Marchandises devient :

Marchandises.

150.000	930.000
600.000	225.000
405.000	
<u>1.155.000</u>	<u>1.155.000</u>
225.000	

Il est arrêté et reprendra l'année suivante *le stock* de l'année écoulée.

A nouveau 225.000

Cet exemple montre bien que, lorsqu'il s'agit de petites affaires, il n'est pas besoin de s'embarrasser d'un lourd appareil comptable. Le compte Marchandises remplit bien son office.

CHAPITRE II

Dégagement des Pertes et Profits par le procédé du dédoublement du compte Marchandises

Le dédoublement. — Avec le procédé précédent, le compte Marchandises était crédité des ventes et débité des achats. S'il intervenait des éléments accessoires, éléments qui, dans le commerce, jouent un très grand rôle dès que l'affaire prend quelque extension, à savoir frais d'achats, ristournes faites par le grossiste, commissions données pour la vente, frais de vente, etc., ces éléments étaient fondus dans le compte général. Ainsi un chapelier achète pour 200.000 francs de marchandises, soit 10.000 chapeaux à 20 francs. Nous passerons au débit de Marchandises :

Marchandises.

200.000	
---------	--

A la vente il lui est consenti une remise de 3 % qu'il passera au crédit de Marchandises. Il a 1.500 francs de frais d'achats (débit), il vend 280.000 francs (crédit), il consent 1 % de remise (débit), il paie 5 % de commission sur ses ventes (débit), le compte se présente comme suit :

Marchandises.

200.000		280.000
1.500		6.000
2.800		
14.000		

Quelles sont les écritures imputables à ses ventes ? Quelles sont celles imputables à ses achats ? A moins d'un sérieux effort de mémoire, ce commerçant, à la fin de l'année, ne saurait en faire la discrimination. Comme son affaire dépasse en importance celle que nous avons examinée précédemment, il apportera au compte Marchandises une modification répondant aux idées suivantes :

1° Les écritures passées au crédit de ce compte sont en général des écritures inhérentes aux ventes ;

2° Les écritures passées au débit sont en général des écritures concernant les achats ;

3° Elles ont (les écritures d'achats et de ventes) des manières de satellites, c'est-à-dire des écritures qui, bien que débitrices, constituent des charges des ventes ou, créditrices, constituent des profits provenant des achats. Il sera facile de les dégager en séparant les écritures de ventes des écritures d'achats.

Ce chapelier séparera les colonnes de son compte Marchandises, celle de gauche ou débit deviendra le compte Achats et l'autre (crédit) deviendra le compte Ventes ; ces deux comptes ayant chacun leur forme propre, leurs deux colonnes de débit et crédit.

Le débit du compte Achats enregistrera le montant des achats, le crédit du compte Ventes le montant des ventes.

Mais, pourrait-on nous objecter, il était inutile de scinder un compte Marchandises pour le compliquer, le tenir en deux parties distinctes s'il n'y a rien de changé à la passation des écritures.

Evidemment, tant que l'on passe les écritures de ventes et d'achats il n'y a rien de changé. Mais, dans un compte Marchandises important, ce qui compliquait ce compte, c'était ce que nous appelions les satellites ; les frais accessoires isolés dans le compte qui leur est propre seront calculés avec plus de facilité. Ainsi le compte Marchandises de notre chapelier pouvait se présenter ainsi :

Marchandises.

Débit.		Crédit.	
1	2	3	4
200.000		6.000	
1.500			280.000
	2.800		
	14.000		

Nous supposons, en effet, que l'on ait divisé les colonnes débit et crédit, la colonne 2 portant les débits imputables aux Ventes et la colonne 3 les crédits imputables aux achats.

On voit que les colonnes 1 et 3, d'une part, forment un tout, et qu'il en est de même, d'autre part, des colonnes 2 et 4. Il nous sera facile de séparer 1 et 4, d'en faire deux comptes, la colonne 1 entraînera la colonne 3, son satellite, et la colonne 4 suivra la colonne 2. Il ne nous restera plus qu'à donner leur nom à chacun de ces nouveaux comptes : l'ancien débit s'appellera *Achats* et aura comme colonne de crédit la colonne 3, celle qui enregistre les crédits inhérents aux achats; l'ancien crédit deviendra *Ventes* avec, comme colonne de débit, l'ancienne colonne 2, c'est-à-dire celle qui inscrivait les frais de vente.

Dans notre exemple, les comptes seront :

Achats.		Ventes.	
(1)	(3)	(2)	(4)
200.000	6.000	2.800	280.000
1.100		14.000	

Selon ce procédé nous avons désormais deux comptes enregistrant :

A) *Le compte Achats :*

a) Au débit : le montant des achats, les frais d'achats, les commissions payées aux acheteurs, etc.

b) Au crédit : des écritures relativement peu importantes (rabais consentis par les fournisseurs, remises, ristournes, retours dont nous les débitons, etc.).

Voici donc un compte dont l'essence même est d'être débiteur, c'est l'ancien débit du compte Marchandises.

B) *Le compte Ventes :*

a) Au crédit : le montant des ventes.

b) Au débit : le montant des frais de vente (les primes, les ristournes à la clientèle, commissions aux représentants, etc.).

L'essence de ce compte est d'être créditeur ; ancien crédit du compte Marchandises.

Le dégagement des bénéfices.

En fin d'exercice nous arrêterons les comptes. L'inventaire nous donnera une quantité d'unités restant en stock. Il nous sera très facile de connaître la valeur de ce stock à l'aide de ce procédé. En effet :

A) Le solde du compte *Achats* donne le total des prix de revient : R.

$$\left[\frac{\text{Prix d'achat + frais}}{(\text{colonne débit})} \right] - \text{ristournes, etc...} = R \quad (\text{colonne crédit})$$

L'inventaire donne le nombre d'unités restant en stock, nous en tirerons, au moyen d'un calcul très simple, la valeur des marchandises vendues, puisque nous connaissons le prix de revient total et le nombre d'unités restant en stock.

Une écriture d'ordre

Ventes		y		
à Achats.....				y

nous permettra de régulariser le compte *Achats* dont le solde ne comprendra plus que le stock existant, en valeur de revient.

Prix de revient total — prix de revient de la marchandise vendue = prix de revient *stock*.

B) Le solde du compte *Ventes* donne :

Ventes — frais de vente, etc. = *chiffre net des ventes*.

Lorsque nous aurons passé l'écriture d'ordre ci-dessus

Ventes		y		
à Achats				y

ayant déduit du chiffre net des ventes le prix de revient des marchandises vendues, le solde définitif nous donnera le chiffre brut des bénéfices ; il nous suf-

fira de virer ce montant au crédit de Pertes et Profits pour régulariser le compte Ventes.

Reprenons notre exemple précédent. Les comptes Achats et Ventes se présentaient ainsi :

<i>Achats.</i>		<i>Ventes.</i>	
200.000	6.000	28.000	280.000
1.500		14.000	

A l'inventaire il reste 1.000 chapeaux des 10.000 achetés.

Le prix de revient total de la marchandise achetée nous est donnée par le solde d'*Achats*, soit 195.500 fr., ce qui nous permet de connaître le prix de revient d'un chapeau, soit 19 fr. 55.

Un calcul élémentaire nous donne comme prix de revient des 9.000 chapeaux vendus :

$$19.55 \times 9.000 = 175.950.$$

L'écriture :

Ventes	175.950	
à Achats		175.950

donne :

<i>Achats.</i>		<i>Ventes.</i>	
200.000	6.000	2.500	280.000
1.500		14.000	
	175.950	175.950	
	19.550 (balance	(Balance 87.550	
	stock	P. et P.	
	restant)	bruts)	
201.500	201.500	280.000	280.000
à nouv. 19.550			

Il reste un solde au compte Achats qui n'est autre que la valeur du stock (au prix de revient) et que

nous reporterons à nouveau à l'exercice suivant au débit d'Achats, naturellement.

Au compte Ventes nous avons un solde représentant évidemment le bénéfice brut. Ce bénéfice brut enfin dégagé doit passer au compte Pertes et Profits qui l'amenuisera, le ramènera à sa valeur réelle, c'est-à-dire qu'il sera diminué des frais qui ne sont imputables directement, ni à l'achat, ni à la vente, frais dits généraux. Nous écrirons donc, en attendant de savoir quels seront les frais généraux :

Ventes	87.550	
à Bénéfices.....		87.550

et finalement les comptes se présenteront ainsi :

Achats.		Ventes.		Pertes et Profits.	
200.000	6.000	2.500	280.000		87.550
1.500	175.950	14.000			
	19.550	175.950			
		87.550			
201.500	201.500	280.000	280.000	280.000	
19.550					

Avantages de cette méthode

En premier lieu, cette méthode amène avec elle plus de clarté dans la détermination du prix de revient. Avec le compte Achats nous arriverons à savoir à peu de chose près le coût de la marchandise achetée et, après inventaire, du stock restant, ce qu'il nous était difficile d'obtenir avec le seul compte Marchandises.

En second lieu, le compte Ventes nous donne d'une façon assez précise le chiffre net des ventes à la clientèle.

En outre, son solde a une signification réelle, le bénéfice brut qu'il suffit de virer au crédit de Pertes et Profits.

Enfin, et ceci n'a qu'une importance secondaire, mais satisfait les partisans farouches d'une comptabilité rationnelle. Le compte Achats qui représente réellement le compte du magasinier ne sera jamais créditeur, et les notions de prix de revient et de bénéfices sont bien séparées.

Inconvénient :

L'inconvénient demeure : il faut attendre l'apurement des comptes pour avoir toutes ces indications ; il faudra attendre la fin de l'exercice.

Il n'en est pas moins vrai que nous sommes déjà en sérieux progrès et nous voilà en présence d'une méthode qui doit suffire largement à la comptabilité de maisons importantes, à la condition toutefois qu'il ne s'agisse pas de maisons de commerce complexes, c'est-à-dire ayant plusieurs branches d'exploitation, pratiquant l'intégration, qu'elle soit verticale ou horizontale.

Dans un grand magasin, cette méthode ne nous semblerait pas satisfaisante. Il est difficile de faire entrer dans un compte Achats des variétés d'objets aux valeurs différentes, aux coûts changeants, de même qu'il serait irrationnel d'inscrire leurs ventes au même compte Ventes. Que nous resterait-il de la notion de prix de revient, de celle de rendement ? Des données certainement bien confuses.

CHAPITRE III

Dégagement quotidien du bénéfice brut.

La méthode dite du *dégagement quotidien du bénéfice brut* n'est autre que la méthode précédente à laquelle on a apporté un correctif. Nous avons vu que la méthode du dédoublement donnait certaines satisfactions sans pouvoir nous renseigner avant la fin de l'exercice sur la marche de l'affaire. La clé de ce procédé était l'écriture d'ordre :

Ventes
à Achats

qui permettait de dégager, une fois tous les comptes arrêtés, le bénéfice brut. Il suffira donc de passer cette écriture tous les jours ou toutes les semaines pour obtenir le chiffre des bénéfices bruts réalisés au fur et à mesure du fonctionnement de l'entreprise.

Le résultat est appréciable; on connaît jour par jour ou semaine par semaine :

Le prix de revient total;
Le chiffre net des ventes;
Les bénéfices bruts.

Il est nécessaire de faire en quelque sorte un inventaire chaque jour. Cet inventaire se fait automatiquement en inscrivant à la sortie du magasin ou au crédit

du compte « Achats » la valeur de revient des marchandises vendues. Il y a en magasin 600.000 francs de marchandises. Le premier jour il s'en vend pour 20.000 francs au prix de 35.000 francs, le jour suivant pour 40.000 francs au prix de 70.000 francs, etc. Les comptes apparaissent ainsi :

le premier jour :

<i>Achats.</i>		<i>Ventes.</i>		<i>Pertes et Profits.</i>	
600.000	20.000	20.000	35.000		15.000
	580.000	15.000			
600.000	600.000	35.000	35.000		
A nouv. 580.000					

Nous savons ce que nous avons gagné ce jour-là (15.000 fr.) et ce qui nous reste en magasin (580.000 francs).

Le jour suivant, les comptes deviennent :

<i>Achats.</i>		<i>Ventes.</i>		<i>Pertes et Profits.</i>	
580.000	40.000	40.000	70.000		15.000
	540.000	30.000			30.000
580.000	580.000	70.000	70.000		45.000
A nouv. 540.000					

C'est ce fait de tenir en quelque sorte l'inventaire permanent pour permettre de dégager chaque jour les bénéfices, qui a donné son nom à cette méthode qu'on appelle aussi « le système de la *permanence de l'inventaire* ».

Mais cette méthode, bien que la plus satisfaisante, ne nous donne encore que des approximations. Il faudrait pouvoir déterminer quelles seront les charges

inhérentes aux journées considérées, or c'est là un calcul bien difficile. On ne peut qu'établir les frais généraux pour l'ensemble de l'exercice.

Certains de ces frais sont annuels : loyers, impôts, étrennes. D'autres trimestriels, mensuels, quotidiens. Ce serait un calcul bien compliqué que de rechercher pour tous les frais la part de chaque jour.

Telle série d'objets aura coûté plus cher au fabricant que telle autre en raison de ce qu'il aura eu à faire plus de démarches pour son placement. Il ne pourra établir des prix différents, ce serait, le plus souvent aggraver les difficultés de sa comptabilité. Il devra donc appliquer à toutes ses ventes un chiffre arbitraire, et ce n'est qu'à la fin de l'année qu'il pourra obtenir la détermination précise de ses pertes et profits.

Même le bénéfice brut ne pourra pas être obtenu journellement avec quelque précision. Ce ne sera possible que dans les entreprises industrielles assez importantes pour permettre l'établissement journalier d'un compte de fabrication. Ces entreprises seront précisément celles dont la fabrication est complexe. Une fabrique de voitures automobiles, par exemple, aura autant de comptes de fabrication que d'ateliers; on pourra par conséquent utiliser les éléments comptables obtenus pour connaître, sinon au jour le jour, du moins semaine par semaine, le prix de revient d'un moteur, d'une aile de voiture, d'une carrosserie,

En rassemblant ces divers éléments, on pourra déterminer, selon le chiffre des ventes, le bénéfice brut pour le temps considéré. On imagine aisément

ce que cette façon de procéder peut être coûteuse, mais elle est indispensable et d'autant plus que l'entreprise est développée et complexe. Dans certaines industries, l'automobile, l'imprimerie, etc., le fait de s'écarter de cette ligne de conduite ferait perdre de vue les prix de revient, on ne pourrait plus y adapter les prix de vente, ce serait à bref délai la ruine de la maison, soit par la diminution des ventes, soit par l'exagération des frais de fabrication.

Dans le commerce courant, cette méthode est pratiquement inapplicable, l'inventaire journalier n'étant pas facile à faire. D'ailleurs, les éléments des prix de revient étant moins complexes, l'emploi de cette méthode ne se justifierait pas autant.

Dans une entreprise de banque, elle est appliquée dans une certaine mesure, car il est très facile, pour un grand nombre d'opérations, de déterminer le bénéfice brut réalisé à l'occasion de chacune d'elles. On passe directement, et au fur et à mesure des opérations, au crédit des Pertes et Profits, les commissions et agios perçus sur la clientèle, et au débit le coût pour le banquier de ces opérations (réescompte, commissions à des correspondants, etc.).

On pourrait imaginer, comme dans le commerce, un seul livre où l'on passerait au débit les entrées, au crédit les sorties, le solde constituant en fin d'exercice un bénéfice ou une perte.

Il est beaucoup plus aisé, les opérations étant sérieées, de tirer pour chacune d'elles les marges réalisées.

Ainsi une société de crédit escompte un effet de 10.000 francs à un de ses clients. Elle enregistrera cette opération sur son livre de Portefeuille (qui peut être considéré pour elle comme un livre de marchandises) de la manière suivante :

DÉBIT.	CRÉDIT.
9.900	10.000

En fin d'exercice elle arrêtera le compte Portefeuille et s'apercevra qu'elle a réalisé un bénéfice de 100 francs. Il lui est pourtant aisé de connaître son bénéfice jour par jour en passant chaque fois l'écriture :

Portefeuille..... 100 »
à Pertes et Profits..... 100 »

Son livre de Portefeuille pourra se présenter sous la forme suivante :

Montant brut	Profits et Pertes						Net au client
	Intér ^{ts}	Cions	Ch. affr ^{es}	Total	Frais de rées. ou enc.	Net P.P.	
10.000	100	10	2,20	112,20	5,20	107,20	9.867,80
25.000	250	25	5,50	280,50	6,40	273,10	24.719,50
35.000	350	35	7,70	392,70	11,60	380,30	34.607,30

Ces totaux additionnés chaque jour permettent de dégager au fur et à mesure le montant des bénéfices réalisés à l'occasion des opérations considérées.

De même en sera-t-il des profits d'encaissement, de Bourse, de coupons, etc.

Est-ce à dire qu'en fin d'exercice la totalisation de ces résultats puisse donner un chiffre exact de bénéfice ou de perte ?

Certains produits ne peuvent être dégagés qu'à intervalles plus éloignés. Il en est ainsi des intérêts perçus ou servis, des commissions d'arrêtés de compte, des commissions sur cautions, des droits de garde des titres, des locations de coffres, etc.

En outre, il est impossible de déterminer périodiquement le prix de revient, le montant des frais généraux pour la journée, pour la semaine, voire le mois. Les frais généraux se totalisent et ce n'est qu'en fin d'exercice que l'on pourra connaître le montant des bénéfices réalisés.

LIVRE II

LE PRINCIPE DE LA SPÉCIALISATION DES CHARGES PAR EXERCICE

CHAPITRE IV

Définition de l'exercice. — Enoncé du Principe

On peut définir l'exercice : l'ensemble des droits et des charges afférents à une époque donnée.

Une pratique constante a donné à l'exercice une durée d'un an, cette pratique a même été consacrée par le Code qui exige l'établissement annuel d'un bilan. Mais rien ne saurait empêcher qu'il dure deux, trois ans, voire qu'il coïncide avec la durée même de l'entreprise envisagée.

Théoriquement on devrait attendre la cessation d'un commerce, la dissolution d'une société pour déterminer le résultat acquis.

A l'origine le capital investi étant de 1.000.000 de francs, à la fin de l'exercice, tout le passif étant réglé, l'actif se composant de 300.000 francs d'immeubles, 50.000 francs de matériel, 200.000 francs d'éléments incorporels, 250.000 francs de marchandises, 100.000 francs de titres, 300.000 francs d'espèces et 100.000 fr.

en banque, soit au total 1.300.000 francs, on pourra dire que le bénéfice définitif est de 300.000 francs.

Dans la pratique, il est difficile de supposer qu'un commerçant veuille mobiliser un capital parfois important sans pouvoir escompter à bref délai la rémunération de son capital et de ses efforts. A plus forte raison s'il s'agit d'un actionnaire. L'actionnaire est un associé qui ne voit très souvent dans sa mise de fonds qu'un placement au même titre qu'un obligataire. Il est propriétaire d'une partie de l'entreprise et, comme le particulier, voudrait en tirer un revenu, il comprendrait mal qu'il ne soit pas servi à ses actions un dividende substantiel et encore moins que ce dividende fût différé au profit de ses arrière-petits-neveux.

Le chiffre des bénéfices, en somme le critérium de la santé de l'affaire, pourrait très bien n'être déterminé qu'en fin de gestion chez un particulier (le bon sens populaire dit alors de ce dernier qu'il « se retire après fortune faite »), ou dans les sociétés formées dans un but bien déterminé et dont la durée est justement subordonnée à la réalisation du but poursuivi.

Dans les sociétés modernes, qui entreprennent des affaires complexes, dont l'objet est multiple et dont les branches d'exploitation sont parfois si différentes, il a fallu assurer aux actionnaires un rendement régulier de leur argent. Des sociétés — pour ne parler que des plus célèbres, les compagnies de chemins de fer — ont près de cent ans d'existence et ne semblent pas devoir s'arrêter là. Elles n'auraient jamais subsisté si les actionnaires avaient dû attendre la fin de la société pour compter sur la rémunération de leurs capitaux.

La pratique s'est donc prononcée en faveur des exercices relativement courts, le plus souvent un an, parfois deux.

Pour concilier les besoins et les désirs des patrons d'entreprise avec le point de vue juridique, on a eu recours à une fiction : à époques fixes, on procède à une liquidation fictive de la maison. On suspend son existence. Toutes les opérations réalisées sont arrêtées en chiffres : celles qui sont terminées, qui se présentent sous une forme achevée figurent sous cette forme dans des comptes définitifs : celles qui sont en cours figurent dans des comptes de passage dits comptes d'ordre. Si la situation révèle un bénéfice, on le répartit suivant un certain mode ; si elle est déficitaire, on fait appel à de nouveaux fonds ou on se réserve de couvrir ce déficit à l'aide des bénéfices à venir. Puis l'exercice suivant reprend en s'appuyant sur ces bases nouvelles, en prenant comme point de départ les chiffres provisoirement relégués dans des comptes d'ordre, ou les chiffres définitifs obtenus à la fin du précédent exercice.

Ainsi, entre deux périodes d'inventaire, entre deux liquidations fictives, nous avons vécu un exercice.

Le principe

Cet exercice a sa vie propre, tout se passe comme si nous avions affaire à une société autonome, d'une durée d'un an. Cet exercice a produit (ou a perdu) une certaine somme. Pour vivre, même sans obtenir les résultats escomptés, il lui a fallu engager des dépenses. Il apparaît nettement que dans toute saine gestion les

dépenses d'un exercice doivent être supportées non pas obligatoirement par l'exercice qui les a faites, *mais par l'exercice qui en tire profit ou du moins qui est censé en tirer profit.*

De même, si une société engageait des frais en vue d'un résultat dont le profit serait recueilli pour une autre société, on trouverait normal que celle-ci dédommageât celle-là à raison du bénéfice réalisé.

La liquidation fictive, faite à époques régulières, donne à chaque exercice un aspect qui lui est propre. L'exercice suivant pourra lui ressembler en résultats, mais il n'empêchera pas qu'il ne s'agisse de deux exercices bien distincts.

On peut poser le principe : A chaque exercice ses bénéfices ainsi que les charges qui ont permis de les réaliser.

Raisons d'être de ce principe

Pour fabriquer plus vite ses sacs en papier, c'est-à-dire pour vendre davantage, un fabricant de sacs achète pour 25.000 francs une machine à découper le papier. Il sait que cette machine sera utilisée par dix « exercices » consécutifs. Il ne serait pas normal qu'il fût payer à son premier exercice une machine qui augmentera les bénéfices des neuf suivants sans que ceux-ci participassent aux dépenses engagées dans ce but.

Il fera donc payer à chacun des dix exercices envisagés une somme de 2.500 francs correspondant à leur part de cette dépense. Cette notion de répartition des dépenses, qui est la base même de toute la question des

amortissements et qui a déjà son importance lorsqu'il s'agit de particuliers, prend une valeur singulièrement accrue dès qu'il s'agit de sociétés. Ici, en effet, les patrons peuvent changer, les parts ou les actions passent de mains en mains sans pour cela que change la société.

Une société qui distribuerait en 1934 le bénéfice réalisé pendant cet exercice et qui laisserait à 1935 le soin de payer les dépenses qui ont servi à obtenir ces bénéfices léserait les actionnaires de 1935 au profit de ceux de 1934. On ne comprendrait pas que notre fabricant de sacs en papier consommât les bénéfices réalisés les neuf premières années et ne payât sa machine que la dernière année. Il aurait compris dans ces bénéfices le montant de la dépense de machines afférent aux années considérées. Autrement dit, il aurait « mangé » une partie de son fonds. Le mal ne serait que pour lui. Dans une société par actions, les actionnaires changent bien souvent, leurs titres étant en général facilement négociables. Les actionnaires de demain n'auraient plus qu'un titre bien dévalué parce qu'il représenterait une situation obérée. Les sociétés ainsi dirigées perdraient vite leur crédit. C'est ce sentiment de la nécessité de la juste répartition des charges qui s'exprime lorsqu'à l'étude de la situation d'une maison on en vient à se demander si les amortissements ont été effectués régulièrement lors des exercices précédents.

Le banquier qui doit apporter son concours à une affaire se demandera si ce concours ne doit pas aboutir au paiement de charges ayant profité à des exercices écoulés et dont ces exercices n'ont pas supporté

le poids. L'industriel ou le commerçant qui doit prendre la suite de cette affaire se demandera s'il n'aura pas à payer des frais dont le profit est allé aux précédents.

Inversement, le commerçant qui veut faire patienter un créancier, l'administrateur qui ne veut pas payer de dividende, l'entreprise qui veut se soustraire à l'impôt, seraient tentés d'amoindrir, en apparence, la situation présente en prenant à la charge de l'exercice en cours des dépenses qui normalement profiteront à plusieurs exercices. La maison qui achète un immeuble pour y installer ses bureaux fait une dépense qui lui sera profitable pendant toute la durée de son exploitation. Si cet immeuble a coûté 100.000 francs et que les bénéfices de l'année sont de 100.000 francs, en imputant au seul exercice courant cette dépense, elle amoindrit son bénéfice d'autant — en apparence — elle dira à son créancier : « Je ne puis vous payer sur les bénéfices de cette année qui n'existent pas », ou bien l'administrateur dira : « Nos frais généraux ont absorbé nos bénéfices, nous ne distribuerons pas de dividende », ou on dira au fisc : « Nous n'avons pas fait de bénéfice cette année. » Evidemment, présentée sous cette forme, la fraude serait trop manifeste, mais sous des formes plus subtiles cette pratique est courante.

Enfin, la mauvaise répartition des charges entraîne presque toujours la diminution du capital; si les dépenses à régler sont ajournées, les bénéfices ne sont que fictifs. S'ils sont distribués, ils le sont à l'aide d'espèces qui, elles, sont tangibles. D'où proviennent-

elles dès lors ? Du capital. Un bilan normal pourrait se présenter ainsi :

ACTIF		PASSIF	
Machines.....	200.000	Capital.....	200.000
Marchandises	75.000	Amortissements ..	20.000
Clients.....	75.000	Fournisseurs.....	160.000
Caisse et Banques.	50.000	Pertes et Profits..	20.000
	400.000		400.000

Le conseil d'administration, afin de s'assurer pour une nouvelle période la gestion de l'affaire, ou bien pour faire monter la valeur du titre en Bourse, annonce le bilan suivant (1) :

ACTIF		PASSIF	
Machines.....	200.000	Capital.....	200.000
Marchandises	75.000	Fournisseurs.....	160.000
Clients.....	75.000	Pertes et Profits..	40.000
Caisse et Banque .	50.000		
	400.000		400.000

Au lieu de distribuer un dividende de 20 francs par action, il donnera 40 francs. Le titre montera en Bourse, les administrateurs vendront leurs titres au-dessus du prix réel et les actionnaires nouveaux constateront qu'après paiement des coupons la situation est la suivante :

ACTIF		PASSIF	
Machines.....	200.000	Capital.....	200.000
Marchandises	75.000	Fournisseurs.....	160.000
Clients.....	75.000		
Caisse et Banque .	10.000		
	360.000		360.000

(1) Nous présentons sous une forme très rudimentaire une fraude courante. Nous cherchons simplement à montrer schématiquement l'effet produit sur le capital par la non-observation du principe.

La part des machines afférente à l'exercice qui vient de s'écouler n'a pas été payée, autrement dit les amortissements n'ont pas été effectués; ils voudront rattraper cette faute; ils seront obligés de prendre ces amortissements sur le capital, le bilan s'écrira :

ACTIF		PASSIF	
Machines.....	200.000	Capital	180.000
Marchandises	75.000	Amortissements ..	20.000
Clients.....	75.000	Fournisseurs.....	160.000
Caisse et Banque .	10.000		
	360.000		360.000

Autrement dit ces dividendes payés avec des fonds qui n'existent pas ne sont pas autre chose qu'une perte.

En résumé, le principe s'exprime : A chaque exercice incombent les dépenses qui lui profitent. Si une dépense doit profiter à plusieurs exercices, elle doit être répartie entre tous et dans la mesure où chacun d'eux en profitera.

CHAPITRE V

Applications du principe — Les Amortissements.

Pour appliquer la règle de la spécialisation des charges, règle, comme on l'a vu, nécessaire à l'établissement sincère du compte de Pertes et Profits, il faudra faire une discrimination entre les dépenses qui sont engagées une fois pour toutes, qui ont un caractère durable, et celles qui, au contraire, ont une portée limitée, soit à l'exercice en cours, soit à quelques exercices.

On peut à cet égard classer les dépenses d'une exploitation quelle qu'elle soit en :

- a) Dépenses d'installation ou d'établissement ;
- b) Dépenses d'exploitation ;
- c) Frais généraux proprement dits.

SECTION PREMIÈRE. — *Dépenses d'installation ou d'établissement.*

Ce sont celles que l'on engage dans le but de doter l'entreprise des immobilisations nécessaires à son fonctionnement.

Une fabrique de chaussures qui s'installe fera l'acquisition d'une usine, elle y montera des machines.

Un magasin de vente au détail achètera le fonds, les éléments incorporels, l'enseigne, le matériel de vente : comptoirs, rayons, etc.

Ces dépenses ont un caractère *durable*. Dans l'esprit des dirigeants de la société, les immobilisations qui les ont provoquées doivent durer, pour certaines d'entre elles, au moins autant que la société, pour d'autres jusqu'à leur destruction par l'usure. Pendant une grande partie de son existence, la maison va se servir des éléments acquis lors de son installation. En vertu du principe énoncé plus haut et que nous voulons appliquer ici, nous diviserons la charge de ces dépenses entre tous les exercices pour lesquels elles seront un élément de prospérité. Ainsi les associés de la première heure, les créateurs de l'affaire n'auront pas à supporter le poids de 10, parfois 20 années d'existence de la maison.

On inscrit donc à l'actif du bilan le montant des immobilisations dont l'affaire s'est enrichie. On répartit ces dépenses sur un certain nombre d'exercices correspondant à la durée approximative des éléments envisagés et l'on porte chaque année au Passif une fraction correspondant à la charge que doit supporter l'exercice en cause. On exprime ainsi que l'exercice en cours paie sa cotisation lui permettant d'utiliser les immobilisations acquises.

Bien qu'il n'entre pas dans le cadre de notre sujet de nous étendre sur la question des amortissements, il est bon cependant de rappeler qu'en vertu du principe de la spécialisation des charges la durée des amortissements est directement proportionnelle à la durée des immobilisations, c'est-à-dire qu'il y aura au plus autant d'exercices à se répartir la charge d'une immobilisation qu'il y en aura à profiter de son existence.

Autrement dit encore, cette immobilisation pourrait à la rigueur être utilisée après amortissement complet, mais il serait préjudiciable à l'affaire de devoir encore l'amortir longtemps après sa mise hors service.

Une société doit durer 99 ans. Elle amortira ses immeubles d'un quatre-vingt-dix-neuvième par an, car il y a des chances pour que ces immeubles aient une durée au moins égale à celle de la société.

Par contre, le même immeuble dans l'entreprise d'un particulier sera amorti plus rapidement, en 20 ou 30 ans, car il est fort probable que le propriétaire de l'affaire compte se retirer au bout de ce temps.

S'il s'agit d'un mobilier ou d'un matériel (gros outillage), l'amortissement sera proportionné à la durée probable de ces valeurs. Certaines machines (imprimerie, par exemple) bien entretenues ont une durée approximative de 10 ans. Il est juste que ces dix années paient l'acquisition de ces machines.

Enfin les frais de premier établissement doivent être payés le plus vite possible, ils profitent, si l'on veut, à toute l'exploitation, mais il est indispensable qu'ils n'alourdissent pas le bilan en raison de ce qu'ils ne représentent pas une valeur monnayable. Il s'agit d'une perte véritable, définitive.

Une machine qui aura coûté 10.000 francs, si elle a été bien entretenue, pourra théoriquement être vendue 5.000 francs au bout de 5 ans. Pratiquement, elle sera vendue 3 ou 4.000 francs, mais il en restera quelque chose de tangible que l'on pourra échanger contre des espèces. Au contraire, si un particulier ou une société

a dû engager des frais d'enregistrement, payer des commissions pour l'achat du fonds ou la recherche d'un concours financier, il s'agit bien de pertes définitives.

Ainsi une affaire d'imprimerie s'installant inscrira à la fin de son premier exercice :

A L'ACTIF		AU PASSIF	
<i>Immobilisations :</i>		<i>Amortissements :</i>	
Immeuble	300.000	Immeuble ..	10.000 (1/30)
Machines.....	100.000	Machines...	10.000 (10 %)
Petit outillage	5.000	Petit outill..	1.000 (20 %)
Caractères.....	15.000	Caractères..	3.000 (20 %)
Mobilier	10.000	Mobilier ...	2.000 (20 %)
Frais premier établ.	30.000	Frais prem. éta-bliss...	15.000 (50 %)

Après la deuxième année, les frais de premier amortissement ne pèseront plus sur le bilan.

SECTION II. — *Dépenses d'exploitation.*

Il s'agit des dépenses qui ont un rapport direct avec l'exploitation, qui sont à sa source même: celles qui ont eu pour objet l'achat et la transformation des marchandises qui seront mises en vente. Il est naturel que le prix de revient de ces marchandises soit supporté par l'exercice qui en tire profit. Il serait absurde de faire payer par 1935 des marchandises qui ont alimenté les ventes de 1934.

Si la marchandise achetée en 1934 ne s'est pas entièrement vendue dans l'année, le reliquat restera à la charge de l'exercice suivant qui le transmettra lui-même à son successeur au cas où il n'arriverait pas à l'écouler.

En fin d'exercice, lorsque nous avons déterminé le prix de revient des marchandises vendues et passé l'écriture d'ordre :

Ventes
à Achats....

ce dernier poste, nous l'avons vu (chap. II), ne sera plus débiteur que du stock restant.

Soit, en fin d'année, les comptes suivants :

<i>Achats.</i>		<i>Ventes.</i>	
400.000	380.000	380.000	450.000

Montant des ventes : 450.000 francs.

Ecriture de régularisation :

Ventes	380.000	380.000
	(prix de revient des ventes).	
à Achats ...		

Il reste au compte Achats un solde de 20.000 francs qui n'est autre que le stock restant; le compte Achats sera donc arrêté comme suit :

<i>Achats.</i>		
400.000	380.000	balance
	20.000	
400.000	400.000	
A nouveau :	20.000	

Ces écritures expriment que 1934 a payé les marchandises vendues pendant le même exercice et qu'il passe à l'exercice 1935, qu'il lui revend en quelque sorte, 20.000 francs de marchandises non écoulées.

1935 ne se trouve pas alourdi par cette charge puisqu'il acquiert en contre-partie la valeur de la marchandise à vendre. Cet exercice ne se trouve grevé que du risque de mévente inhérent à chaque entreprise. De même qu'une affaire succédant à une autre, cet exercice acquiert du précédent ses valeurs et ses non-valeurs. Chaque exercice a son caractère propre. Au patron ou à l'administrateur d'être assez avisé pour ne pas grever cet exercice au delà de ce qui est normal, en « gonflant » le poste Marchandises d'achats que les espoirs de vente ne justifieraient pas. Le report à nouveau du compte Marchandises — ou Achats, suivant les cas — est donc le régulateur, le répartiteur de cette catégorie des charges entre les exercices devant en bénéficier.

SECTION III. — *Dépenses renouvelables.*

Ce sont là des dépenses qui concernent indirectement l'exploitation. Elles ne se rapportent pas directement à la vente ou à la fabrication des marchandises dont il est fait commerce. Mais elles s'y rattachent comme des éléments indispensables parfois — ou bien souvent inutiles. Ces frais sont dits généraux parce qu'ils se répartissent sur l'ensemble de l'exploitation. Ce sont les frais de nettoyage, les frais de publicité, les émoluments des services de direction, etc. En ce sens les entreprises participent de la nature même des hommes qui ont un « train de vie », des besoins et aussi le goût du luxe. Ces frais qui, bien souvent, peuvent être réduits, voire supprimés, doivent être supportés par l'exercice en cause. Les suivants en auront une part suffisante sans qu'il s'y ajoute ceux

des prédécesseurs. Il est patent qu'en période critique ce sont ces frais que l'on réduira dans la mesure du possible. On les subordonne aux possibilités de l'exercice. Ce sont des dépenses « perdues » ; au sens comptable du mot, ce sont des « pertes ». On les récupérera, soit ; elles sont même contenues dans le prix de revient établi en vue de la vente, mais elles devront être renouvelées chaque année parce que nécessaires en partie — bien qu'indirectement — au fonctionnement de l'entreprise.

Ces dépenses donc ne devraient jamais être reportées. Elles le sont parfois d'une manière indirecte, car elles arrivent à peser tellement sur le compte Pertes et Profits qu'elles entraînent en fin d'exercice une perte qu'on est bien obligé de reporter. Mais, dans ce cas, le patron avisé se trouvant en face d'une perte à combler commencera à réduire les frais de l'exercice en cours ; il sacrifiera une partie de ses émoluments, il fera une publicité moins tapageuse ou tentera d'obtenir avec les mêmes frais un chiffre de ventes plus élevé, ce qui est une façon de réduire le pourcentage des frais généraux, de ses prix de revient.

En résumé, l'application de la règle de répartition des charges par exercice est affaire de logique.

Les immobilisations seront réparties entre les exercices qui en tireront profit. Une gestion sage fera donc en sorte de ne pas alourdir ce poste au delà des avantages qu'en tireront les exercices sur lesquels pèseront ces charges.

Un imprimeur imprime 100.000 feuilles par mois, il a deux machines qui peuvent en faire chacune 75.000.

Il n'en achètera pas une troisième qui ne paierait pas son chiffre de ventes largement suffisant cependant pour couvrir pendant dix ans l'achat de ses deux premières machines.

Les marchandises seront réparties entre les exercices qui *les vendront*. Rien ne sert d'alourdir ce poste au delà de ce que peut vendre l'exercice en cours et d'une petite réserve toujours indispensable en prévision de commandes plus importantes. Notre imprimeur ne devra pas acheter dans son année plus d'un million deux cent mille feuilles de papier, sans quoi il serait obligé d'en reporter une trop grande quantité sur l'exercice suivant. Il absorberait une trop grande partie de ses fonds de roulements, il « alourdirait son exercice ». Et ceci, sans tenir compte d'autres considérations que celles strictement comptables (dépréciation de la marchandise, déficience des cours, etc.).

Enfin les frais généraux seront payés dans l'année même de leur engagement. Il est de logique élémentaire de ne faire que les dépenses strictement nécessaires et entrant dans le cadre des possibilités de l'entreprise.

CHAPITRE VI

Correctifs au principe de répartition des charges par exercices.

Le respect du principe de répartition des charges par exercices est une condition essentielle de l'établissement du compte de Pertes et Profits et du dégagement sincère des bénéfices. Cependant, pour que le dégagement des bénéfices soit aussi sincère que possible de quelque exercice qu'il s'agisse, il est bon d'y apporter deux correctifs qui participent d'ailleurs de la même idée.

En effet, il faut prévoir que des événements extérieurs à la volonté du patron d'entreprise puissent entraîner des pertes considérables, pertes qui ne permettraient plus, justement, de faire supporter à l'exercice les charges qui devraient lui incomber normalement. Ces pertes sont intervenues dans le passé et ont entamé le capital : il faut reconstituer ce dernier. Ou bien elles peuvent se produire dans l'avenir, il faut dans la mesure du possible les prévenir et les couvrir par avance : on alimente des réserves. Lorsque celles-ci ont été constituées en temps et en importance utiles, il est rare que l'on ait à envisager la première hypothèse, mais ce n'est toujours pas le cas.

SECTION I. — *Premier correctif : les réserves.*

L'homme cherche à assurer par son travail sa subsistance. Mais ses forces ont des limites. L'âge et la maladie sont pour lui des dangers redoutables. S'il est de bon sens il « mettra de côté » dans les années de bénéfices les sommes nécessaires à sa subsistance pendant l'inaction des mauvais jours. La raison impose aux patrons d'entreprises d'agir de même. Pour les entreprises individuelles elles valent ce que vaut le patron. Seul celui-ci souffrira de son imprévoyance. Pour les sociétés, la loi exige qu'il soit constitué une réserve ; ce faisant, elle ne change rien aux dispositions qu'auraient prises des dirigeants raisonnables, et met en « tutelle » ceux qui se seraient montrés imprévoyants. Outre cette réserve légale, il n'est pas rare de voir se former des réserves extraordinaires ayant des buts indéterminés ou spécifiés :

Réserves extraordinaires.

Réserve pour reconstitution du capital.

Réserve pour dépréciation du stock.

Réserve de prévoyance, etc.

Il s'agit en quelque sorte de couvrir par avance des débours extraordinaires auxquels pourraient conduire des événements imprévus ou même imprévisibles. Si l'on appliquait strictement le principe d'indépendance des exercices, chaque exercice devrait supporter les pertes dues à sa gestion. Il va sans dire que ce serait bien souvent impossible. Ce tempérament au principe ci-dessus énoncé est un élément de saine administration, malheureusement trop peu appliqué et bien souvent appliqué à contresens ou dans un esprit de fraude.

SECTION II. — *Deuxième correctif : fixité du capital.*

Ce deuxième tempérament à la règle d'indépendance des exercices est, comme nous l'avons vu, un palliatif aux pertes survenues dans le passé. Le rôle du propriétaire d'une maison est d'abord de s'assurer de sa solidité, de prendre des mesures pour éviter que les intempéries n'aient prise sur elle ; mais si, malgré ces précautions, ou faute par lui d'en avoir pris de suffisantes, la maison venait à être endommagée, il devrait s'empresse de la faire réparer afin que le mal ne s'aggrave pas.

De même le patron d'entreprise, l'administrateur de société doivent, si les réserves n'ont pas été faites, ou si, bien qu'elles l'eussent été, la perte n'a pu être évitée, s'empresse de reconstituer le capital, charpente même de l'entreprise.

S'il s'agit d'un particulier ou d'une société de personnes, cette règle de fixité du capital n'est qu'un principe qu'il est *conseillé* aux patrons d'observer dans l'intérêt de leur maison.

S'il s'agit d'une société de capitaux, le problème est autre. Ce capital est précisément la seule garantie des tiers. La loi prenant en considération l'intérêt de ces derniers n'autorise une répartition quelconque de dividendes qu'après reconstitution intégrale du capital.

Ces correctifs à la règle d'indépendance des exercices ont une grande valeur. Si cette indépendance était absolue, des intérêts seraient gravement lésés.

Le particulier qui observerait cette règle à la lettre

mènerait sa maison à la ruine. Rien ne l'empêcherait d'amoindrir son capital, du point de vue légal, tout au moins. Vis-à-vis des tiers, il est responsable de ses engagements sur l'ensemble de ses biens. Soit. Mais supposons qu'un commerçant ait mis dans son affaire un capital de 300.000 francs en 1923. Jusqu'en 1928, il réalise des bénéfices dont il dispose au fur et à mesure. En 1928, il perd 30.000 francs, puis, la crise s'accroissant, à cette perte s'ajoute, en 1929, un nouveau déficit de 50.000 francs. Son capital, faute de réserves, se trouve ainsi ramené à 220.000 francs.

En 1930, ayant transformé sa maison, il réalise un bénéfice de 50.000 francs. Il se l'attribue en totalité. Au lieu de reconstituer sa première mise de fonds au moins en partie, il affecte ces 50.000 francs à son usage personnel, ou les verse à son compte de dépôt. C'est son droit le plus absolu ; mais son affaire perd de sa valeur au regard des tiers. Le banquier ne lui accordera plus le même crédit et le fournisseur exigera des garanties plus sévères.

Le banquier, le fournisseur, sont mieux placés pour apprécier la situation commerciale que la situation personnelle ; et malgré que tous les biens de ce commerçant constituent leur gage, ils seront mis en présence d'une situation nouvelle dans laquelle ils ne retrouveront plus les mêmes éléments de sécurité que par le passé. Le capital n'est plus de 300.000 francs, mais de 220.000.

Qu'il s'agisse d'une société de capitaux, la question ne se pose pas de la même manière, puisque la fixité du capital, gage des tiers, sauf garanties supplémentaires, est une règle formelle.

S'il y avait solidarité étroite entre les exercices, cette règle n'aurait pas sa raison d'être. En effet, l'exercice serait unique, sa durée serait celle même de l'entreprise. La détermination du bénéfice ou de la perte résulterait de la clôture de toutes les opérations fondues dans le même exercice. Pendant tout le temps qu'il durerait, il ne saurait être question de fixité du capital puisque rien ne permettrait de supposer qu'il ait été augmenté des bénéfices réalisés, ou diminué des pertes subies. La règle de fixité du capital est donc un compromis entre la solidarité et l'indépendance absolues des exercices. Elle crée un lien entre eux sans porter atteinte à la notion de répartition des charges.

Ainsi avons-nous exposé deux règles en apparence contradictoires, celle de l'indépendance des exercices et celle de la fixité du capital. Cette dernière établit un lien entre tous les exercices dont chacun conserve néanmoins les charges et les profits qui lui sont propres. Ces deux règles s'accordent cependant fort bien et peuvent s'énoncer ainsi :

Les exercices sont indépendants entre eux, mais se rattachent les uns aux autres par un lien de solidarité.

Ce lien s'exprime par la nécessité de reconstituer le capital après un exercice, ou une série d'exercices déficitaires, au moyen des premiers bénéfices et de constituer, par avance, sur les bénéfices actuels, un capital supplémentaire, devant être mis en réserve pour pallier à des pertes à venir, qu'elles soient ou non prévisibles.

LIVRE III

LES ÉLÉMENTS DU COMPTE PERTES ET PROFITS

Nous avons étudié le principe d'indépendance des exercices, tempéré par les deux correctifs que l'on sait. Il nous était nécessaire d'étudier ce principe dans toute sa portée pour bien saisir, d'une part, l'étude des éléments du compte de Pertes et Profits, d'autre part les circonstances dans lesquelles une fois le bénéfice dégagé, il pourra faire l'objet d'une répartition.

Nous n'aurons pour l'instant qu'à nous occuper de l'application du principe. Nous avons vu que les dépenses auxquelles il avait trait étaient de natures différentes, qu'il y avait des dépenses d'amortissement, des dépenses d'exploitation proprement dites, des dépenses d'ordre général. Celles-ci ainsi que les dépenses d'amortissement, s'inscrivent directement au compte Pertes et Profits alors que les dépenses d'exploitation y sont indirectement imputées. Elles transitent par le compte d'exploitation dont le solde constitue un des éléments essentiels du compte Pertes et Profits.

CHAPITRE VII

Le compte Exploitation — Considérations générales.

C'est le compte des profits et charges inhérents à l'exploitation même de l'entreprise, c'est le compte des profits qui découlent directement de l'exploitation et des charges directement provoquées par elle. Il peut y avoir des éléments accessoires de pertes ou de bénéfices. On en tiendra compte par la suite pour obtenir le bénéfice net.

Il y aurait un moyen direct d'obtenir le chiffre des bénéfices nets : c'est celui qui résulterait de l'inventaire. C'est un moyen analogue qu'utilise le garçon de café pour compter son bénéfice de la journée. Il fait deux inventaires. Il n'a pas le temps — et ce serait superflu — de tenir une comptabilité de ses recettes et de ses débours de la journée. Il compte le matin, il compte le soir, la différence est son bénéfice ou, rarement sans doute, sa perte. Ainsi pourrait-on, dans une maison de commerce, établir les bénéfices réalisés au moyen de deux récolements de valeurs, l'un initial, l'autre final par rapport à l'exercice considéré. Il est inutile d'insister sur les difficultés de dresser avec de grandes approximations un inventaire extra-comptable. Celui qui se fait chaque année est un correctif à l'inventaire comptable beaucoup plus expédient et dont le bilan n'est somme toute que le résumé, et les comptes d'exploitation et de pertes et profits les éléments essentiels.

Un inventaire extra-comptable donnerait en fin d'exercice les existants. On saurait qu'il a été utilisé X-x marchandises. On saurait qu'il est entré en caisse ou en portefeuille V-v. Mais on ne saurait pas quelle part reviendrait à l'exploitation, quelle part serait due à des éléments extérieurs. Autrement dit, il serait pratiquement impossible d'établir les prix de revient de l'exploitation, élément primordial de la technique de direction.

Éléments du compte Exploitation

Quels sont les éléments du compte Exploitation ? Il nous faut, pour les reconnaître, jeter un regard en arrière sur les méthodes que nous avons étudiées pour le dégagement des bénéfices.

Qu'il s'agisse du compte Marchandises ou de comptes Achats et Ventes, le principe reste le même. Nous avons vu que le solde du compte Marchandises donnait le bénéfice. De même avons-nous vu qu'une écriture d'ordre :

Vente
à Achats

regroupait les deux comptes que nous avons dédoublés afin de donner, dans un solde, le montant du bénéfice brut réalisé. Bénéfice brut, en effet, car nous avons négligé, pour plus de simplicité, toute la question des frais généraux dont nous aurons à tenir compte par la suite.

Le compte Exploitation n'est pas autre chose qu'un état des soldes de tous les comptes qui se rapportent à l'exploitation. Dans un commerce simple (achat d'ob-

jets pour les revendre), ces éléments seront réduits au minimum : au crédit le chiffre d'affaires ou crédit du compte Ventes ; au débit le prix de revient de la marchandise vendue.

L'inventaire nous permet de calculer ce dernier élément, puisqu'il nous indique la valeur de ce qui reste en stock. En fin d'exercice notre compte Achats (qui a pris en charge le reliquat de l'exercice précédent) présentera l'allure suivante :

Achats

DÉBIT	CRÉDIT
Stock au 31 décembre 1933.	Stock au 31 décembre 1934.
Achats en 1934.	(Prix de revient des marchandises vendues.)

S'il restait 10.000 francs en 1933, si nous avons acheté 145.000 et qu'il nous reste 6.000 en 1934 nous aurons :

Achats

Stock précédent...	10.000	Stock actuel	6.000
Achats.....	145.000	Prix de revient des ventes.....	149.000
	<u>155.000</u>		<u>155.000</u>

Le prix de revient des ventes constitue en quelque sorte le solde du compte Achats, c'est le chiffre que nous inscrirons, pour régulariser le compte Achats (une fois connu le stock actuel) en passant l'écriture d'ordre suivante :

Ventes	149.000	149.000
à Achats		

Ce chiffre constituera le débit du compte Exploitation.

Quelles sont les écritures de crédit du compte Exploitation ?

Ce sont les résultats directs de l'exploitation : les ventes. Le chiffre net des ventes, le solde du compte Ventes (avant passation de l'écriture « Ventes à Achats » qui n'est qu'une écriture d'ordre) constituera le crédit du compte d'exploitation. Si le solde net du compte Ventes est de 164.000 francs, notre compte d'exploitation présentera l'allure suivante :

Compte d'Exploitation

DÉBIT	CRÉDIT
149.000	164.000

Ayant d'une part le chiffre des ventes, de l'autre le prix de revient des objets vendus, le solde représente le bénéfice brut de l'exploitation, le bénéfice tel qu'il ressort d'une première ébauche ; il devra par la suite être passé au crible des frais généraux. C'est ce que l'on trouve traduit dans les comptes d'exploitation sous la forme suivante :

Ventes	V
Prix de revient des ventes.....	+RV
Bénéfice brut.....	X

Ce bénéfice brut constitue le point de départ du compte Pertes et Profits proprement dit.

Avant de passer à l'étude de ce compte nous voudrions noter quelques observations concernant le compte d'exploitation et étudier sa forme dans des entreprises plus complexes.

Dans le cas simple que nous avons envisagé, le compte d'exploitation n'est autre que le compte Ventes avec les transformations qu'on lui a fait subir. Son solde ou bénéfice brut coïncide avec celui qui ressort

du compte Ventes après passation de l'écriture d'ordre. Au contraire, nous verrons ci-dessous que le solde du compte Ventes dans les industries de transformation n'est qu'un stade du compte d'exploitation.

En effet, nous avons dit que ce compte englobait tous les comptes ayant un rapport direct avec l'exploitation. Dans un commerce, l'exploitation se compose de l'achat et de la vente ; les deux comptes envisagés (ou le compte Marchandises suivant la méthode employée) sont les seuls éléments de l'exploitation.

Au contraire, dans une industrie de transformation, il vient s'intercaler entre les achats (point de départ) et les ventes (aboutissement), l'élément essentiel : la fabrication. On aura donc une série de comptes annexes dont les soldes grèveront l'exploitation : un compte Main-d'œuvre, un compte Produits d'entretien, un compte Force motrice ; le compte d'exploitation pourra se présenter sous les équations suivantes :

Équation I :

Stock précédent	= S
Stock actuel	= S'
Achats de l'exercice	= A
Prix de revient de la matière première employée	= x
	$x = (S + A) - S'$

Équation II :

Ventes	= V
Prix de revient des ventes	= $x + F$.
F (Solde du C ^{te} de fabric.)	étant composé de :
	O (solde du C ^{te} Main-d'œuv.)
	M (solde du compte Force motrice).
	E (solde du compte Entretien).
	T (solde du compte Amortissements des Usines et Matériels).

y = bénéfice brut,
 $y = V - (x + F)$

Ce qui veut dire pour l'équation I que le prix de revient de la matière employée s'obtiendra en déduisant du prix de revient total de la matière prise en charge par l'exercice, celui de la matière « cédée » à l'exercice suivant.

L'équation II établit que le bénéfice brut résultera de la défalcation du chiffre net des ventes, du prix de revient des produits vendus, à savoir le prix de la matière employée augmenté des éléments de fabrication (O, M, E, T, etc.) qui lui donneront sa valeur de revient.

Ces équations prendront dans le compte d'exploitation la forme comptable suivante :

Compte Exploitation

DÉBIT		CRÉDIT	
Solde du compte Achats.	x	Chiffre net des Ventes.	V
Solde du compte Fabrication.	F		

Voici comment se soldaient les comptes primitifs :

<i>Achats</i>		<i>Ventes</i>		<i>Fabrication</i>	
S	S'	a	w	O	F
$+ A$	x	V		M	
				E	
$S + A$	$S + A$	$\overline{W}$	$\overline{W}$	T	
				$\overline{F}$	

Nous avons passé, pour régulariser ces comptes de passage, les écritures suivantes :

1 ^o VENTES	V	V
à Exploitation		
2 ^o Exploitation	x	x
à Achats		
3 ^o Exploitation	F	F
à Fabrication		

Il nous reste un solde créditeur au compte d'exploitation, car nous supposons que V est plus grand que $x + F$, autrement dit que nous avons reçu plus que ne nous ont coûté les produits vendus, que nous avons tiré un bénéfice de notre exploitation, un bénéfice brut. Si nous reprenons notre équation II, nous voyons que y , ce bénéfice, est bien la différence entre V , le chiffre de nos ventes, et $x + F$, le prix de revient des marchandises vendues. Pour balancer notre compte d'exploitation nous écrirons donc :

Exploitation.....		y		
à Pertes et Profits.....				y

et nous nous trouverons en présence des deux comptes suivants :

<i>Exploitation.</i>		<i>Profits et Pertes</i>	
x	V		
F			y
y			
V	V		

Première observation

Le compte d'exploitation est un complément utile au bilan puisqu'il permet de comparer les stocks de deux exercices successifs et de se rendre compte de la sorte si l'un des deux chiffres n'a pas été faussé, si la répartition de cette charge a bien été faite entre les exercices qui en ont tiré profit.

Il permet d'établir un rapprochement utile entre le stock et le chiffre d'affaires, de se rendre compte par conséquent du poids que pèsera ce stock sur l'exercice suivant, compte tenu de l'indice d'activité de l'entreprise.

C'est donc un élément de contrôle de l'équilibre dans l'approvisionnement de l'entreprise.

Deuxième observation

Le compte d'exploitation est le lien utile entre le bilan et le compte Pertes et Profits dont il est l'élément essentiel. En effet, il ne suffirait pas d'avoir sous les yeux le compte Pertes et Profits avec, au crédit, le solde du compte d'exploitation. Si l'on étudie l'affaire de près, il faut tenter de rechercher la sincérité de ce solde que l'on a porté au crédit du compte de Pertes et Profits.

C'est donc aussi un élément de contrôle du bilan par le compte de Pertes et Profits et *vice versa*.

Troisième observation

Enfin, le compte d'exploitation donne sur l'ordre d'importance de la maison d'utiles indications par le chiffre d'affaires, et le rendement considéré par rapport à la main-d'œuvre et aux machines employées.

Le compte d'exploitation est la vérification comptable de l'utilité des frais engagés pour l'exploitation.

CHAPITRE VIII

Exemples de compte d'Exploitation.

Nous nous proposons d'établir, ci-dessous, quelques exemples de comptes d'exploitation tels qu'on les trouve dans la pratique :

Premier type. — Un détaillant n'a pas de comptabilité bien compliquée, il tient un compte Marchandises et vend directement au public, son compte d'exploitation est très simple : ce n'est autre que son compte Marchandises :

Stock précédent ..	13.000	Ventes	150.000
Achats	118.000	Remises fournis-	
Frais d'achats ...	2.000	seurs	6.000
Bénéfice brut	34.000	Stock actuel	11.000
	167.000		167.000

Peu importe à ce commerçant d'avoir un chiffre très exact pour ses ventes, d'avoir une idée très précise sur le « rendement ». Il achète et revend. Il y a dans ses ventes des prix irréguliers (ventes en solde, remises à des clients, etc.), peu importe, il travaille seul, il ne craint pas le coulage, il lui suffit de savoir qu'il aura au bout de l'année 34.000 francs de bénéfices bruts. Estimons-nous heureux s'il ne passe pas au débit de Marchandises, comme nous l'avons vu faire bien souvent, le loyer, les impôts, les assurances, l'électricité, etc., transformant ainsi son livre Marchandises en un livre de Caisse à l'envers et son compte Exploitation

en compte Pertes et Profits avec un solde unique représentant le bénéfice net.

Deuxième type. — Un autre détaillant exploite un fonds plus important, en collaboration avec ses enfants. Il occupe un personnel plus nombreux, il tient à connaître de plus près son chiffre d'affaires, le prix de revient de ce qu'il vend. En fin d'année ses comptes Achats et Ventes se présentent ainsi, en soldes :

Avant l'inventaire :

Achats	Ventes
525.000	780.000

Après inventaire le chiffre du stock est de 35.000 fr., ce qui donne comme prix de revient des ventes 490.000 francs. Il passe :

Ventes	490.000	490.000
à Achats		

Le compte Exploitation se présentera comme suit :

Stock 1	28.000	Ventes	780.000
Achats	497.000	Revient	490.000
	<u>525.000</u>	Bénéfice brut.....	<u>290.000</u>
Stock 2.....	35.000		
	<u>490.000</u>		

Ce qui s'écrit sous une forme plus correcte en reprenant les comptes Achats et Ventes :

Achats	Ventes	Pertes et Profits
525.000 490.000	490.000 780.000	290.000
35.000	290.000	
<u>525.000</u> <u>525.000</u>	<u>780.000</u> <u>780.000</u>	
35.000		

Troisième type. — Industrie de transformation. Il peut s'agir d'industrie à objet simple ou complexe.

Une société exploite une usine de fonderie d'alumi-

nium. Son compte d'exploitation s'établira de la manière suivante :

Stock 1 ^{er} jan- vier	400.000				
Achats.....	5.000.000	5.400.000		Ventes	8.000.000
Stock 31 déc. (à déduire) .		350.000			
Prix de revient de la matière employée		5.050.000			
Compte de fabrication :		375.000			
Main-d'œuvre .	220.000				
Combustible ..	75.000				
Amortissements					
Usines	45.000				
Matériel	25.000				
Entretien	10.000				
Prix de revient des Ventes		5.425.000			
Bénéfice brut.....		2.575.000			
		<u>8.000.000</u>			<u>8.000.000</u>

Parfois, les amortissements sont compris dans les frais généraux. Il nous semble qu'il faille de préférence scinder ces charges en amortissements directement imputables à l'exploitation et amortissements relevant de la direction générale, tels que ceux qui se rapportent au mobilier, aux frais de premier établissement, aux automobiles de tourisme, les camions de transport relevant directement de l'exploitation.

Au contraire, une concurrente de cette société pratique l'intégration verticale, on y affine l'aluminium, on le fond, on en fabrique des ustensiles, etc. Le compte d'exploitation sera crédité du total des ventes sous différentes rubriques :

Ventes aluminium brut.

Ventes aluminium affiné.

Ventes ustensiles, etc.

Le débit se composera de la totalité des achats et frais de fabrication afférents à chacune des branches de l'exploitation. Chacune de ces branches sera consi-

dérée comme une maison autonome ayant ses ventes propres, soit à l'extérieur, soit à une branche voisine, la branche Affinage vendant à la branche Ustensiles par exemple. Un compte d'exploitation global donnera :

Stock	800.000		Ventes :
Achats.....	16.000.000		Alu. brut. 8.000.000
	<u>16.800.000</u>		— affiné. 8.000.000
Stock actuel	900.000		Ustensil. 8.000.000
Prix de re- vient de la matière em- ployée ...	15.900.000	15.900.000	Total des ventes. . <u>24.000.000</u>
Compte de fabrication..		1.810.000	
Main-d'œu- vre totale..	1.300.000		
Combustibles	125.000		
Force mo- trice	125.000		
Amortisse- ments :			
Usine ...	30.000		
Matériel .	150.000		
Entretien ..	80.000		
Prix de re- vient des ventes ...		17.710.000	
Bénéfice brut		<u>6.290.000</u>	
		<u>24.000.000</u>	

Ou bien chaque branche tirera son bénéfice brut et il suffira de totaliser les chiffres obtenus. Cette méthode présente le gros avantage de localiser les chiffres, de donner une idée du rendement par branche d'activité.

C'est également la méthode la plus fréquemment utilisée dans les maisons dont l'activité est complexe : grands magasins, par exemple.

Dans les entreprises de transformation à caractère complexe où l'on pratique le plus souvent le système de la permanence de l'inventaire, le bénéfice brut est dégagé à dates fixes tous les mois, toutes les semaines, à chaque décade. Un compte Magasin, qui tient en quelque sorte un inventaire permanent, permet de déterminer dans chacune de ces périodes le « reste en magasin », partant la valeur des ventes. Il suffit, lors de l'inventaire général de vérification, de redresser quelques erreurs et de totaliser les chiffres dégagés par mois, par semaine, par décade, etc.

On peut de la sorte obtenir, dans le temps comme dans l'espace, un tableau de rendement très intéressant pour la conduite d'entreprises vastes et à objets multiples.

Quatrième type. — Les entreprises de constructions

Nous sommes en présence d'entreprises dont le caractère est un peu particulier. Ici le compte Marchandises entre dans l'exploitation pour un chiffre relativement minime : il s'agit des matériaux employés. La main-d'œuvre entre en ligne de compte avec un caractère spécial : elle est presque à elle seule l'objet même de l'entreprise. L'entrepreneur de constructions loue de la main-d'œuvre, transforme des matériaux et vend à sa clientèle des *travaux*. Le stock sera représenté, en majeure partie, par des travaux, les ventes seront chiffrées par le total des mémoires remis à la clientèle, c'est-à-dire le total de ce qui est dû par la clientèle pour les travaux effectués.

Une entreprise de maçonnerie présentera ainsi le compte d'exploitation de l'exercice 1933 :

*Débit***II. Stock (compte de magasins) :**

a) Stock matériaux au 31 décembre 1932.....	200.000	
b) Achats matériaux.....	2.400.000	
	2.600.000	
c) Stock au 31 décembre 1933 ..	300.000	
Valeur brute des matériaux employés.....	2.300.000	2.300.000

III. Éléments donnant leur valeur de revient aux matériaux mis en œuvre :

a) <i>Compte de chantiers</i>		4.600.000
Main-d'œuvre.....	4.000.000	
Frais de chantiers.....	300.000	
Camionnage	180.000	
Entretien.....	80.000	
Outillage.....	40.000	
b) <i>Travaux payés aux sous-traitants</i>		800.000
Valeur de revient des matériaux employés		7.700.000

IV. Bénéfice brut	7.200.000	
	14.900.000	

Crédit

I.

a) Valeur des mémoires remis à la clientèle...	17.000.000
b) Travaux en cours au 31 décembre 1933 et qui devront être déduits des mémoires de 1934.	4.200.000
	21.200.000
c) Travaux en cours au 31 décembre 1932 déjà compris dans les mémoires de 1933.....	6.300.000
Valeur facturée des travaux effectués en 1933.	14.900.000



Les divers comptes de l'exploitation sont arrêtés de la manière suivante :

Magasin		Chantiers		Sous-Traitants	
200.000	2.300.000	4.000.000	4.600.000	800.000	800.000
2.400.000	300.000	300.000			
		180.000			
		80.000			
		40.000			
2.600.000	2.600.000				
300.000		4.600.000	4.600.000		
Mémoires à la clientèle				P.-P.	
6.300.000	17.000.000				7.700.000
14.900.000	4.200.000				
21.200.000	21.200.000				
4.200.000					

On le voit dans cet exemple, les travaux sont la matière marchande, ils donnent leur valeur réelle aux matériaux qui, pris isolément, n'ont qu'une valeur intrinsèque bien inférieure à la valeur de revient des travaux effectués. Les travaux en cours au début et à la fin de l'exercice jouent comme les stocks : au début de l'exercice il existe un stock de travaux en cours auquel s'ajoutent les travaux effectués dans l'année. Du total, on doit retrancher le stock de travaux en cours restant pour obtenir la valeur de facture des mémoires.

Cinquième type. — Entreprises de transports

Cette catégorie d'entreprises atteint vraisemblablement le maximum de complexité en raison du nombre de branches que comporte l'exploitation dès qu'il s'agit d'entreprises importantes.

Il ne s'agit pas ici d'acheter pour revendre des marchandises. On loue des services. Il est très difficile d'évaluer par personne ou par kilogramme de messages transportés, la valeur de revient du service loué. On sait en gros qu'il faut faire le maximum de recettes, et qu'il y a un minimum de frais d'exploitation au-dessous duquel il est impossible de descendre.

Une compagnie de chemins de fer présentera ainsi son compte d'exploitation :

DÉBIT		CRÉDIT
<i>Service général de l'exploitation</i>	20.000.000	<i>Voya-</i>
Traitements.... 5.000.000		<i>geurs</i> 50.000.000
Frais généraux		<i>Messa-</i>
d'exploitation. 15.000.000		<i>geries</i> 95.000.000
Mouvement.....	12.500.000	
Personnel des		
stations..... 11.000.000		
Personnel des		
trains..... 1.000.000		
Imprimés et		
billets..... 500.000		
Matériel, traction et petit en-		
tretien.....	54.200.000	
Trac- { Personnel 12.000.000		
tion { Combust. 25.000.000		
{ Énergie		
{ électrique 500.000		
Ma- { Personnel 12.000.000		
tériel { Réparat.. 1.800.000		
{ Combust. 1.400.000		
Petit { Personnel 1.400.000		
entre- { Matières		
tien { et div.. 100.000		
Voies, accès et matériel fixe..	28.700.000	
Personnel..... 1.000.000		
Voies..... 5.000.000		
Stations et in-		
frastructures. 20.000.000		
Canalisations		
électriques... 1.500.000		
Eclairages, si-		
gnaux, téléphone 1.200.000		
Produit brut d'exploitation ...	29.600.000	
	145.000.000	145.000.000

Le compte d'exploitation donne le résultat de la gestion du magasinier : celui-ci a reçu de son prédécesseur, l'exercice écoulé, un stock de marchandises, il a reçu aussi au cours de l'exercice des marchandises achetées.

Le chef d'usine en a utilisé une partie. L'inventaire extra-comptable dira si le magasinier a confié à l'exercice suivant une quantité de marchandises égale à la différence entre sa prise en charge totale et la quantité confiée au chef d'usine. Le stock extra-comptable devra concorder avec le stock du magasinier. Premier temps.

Le chef d'usine a pris au magasinier une certaine quantité de marchandises. Celles-ci ont subi sous sa responsabilité une série de manipulations qui lui ont coûté des frais d'exploitation. Il cédera au rayon de vente les objets qu'il aura fabriqués, il les lui cédera en les faisant payer d'une écriture, le chef de vente lui « paiera » cette marchandise au prix de revient. Deuxième temps.

Le chef de vente a « acheté » du chef d'usine cette marchandise. Il la vendra au public au prix de revient majoré d'un certain bénéfice. Troisième temps.

Cette marge revient au patron d'entreprise, c'est le bénéfice qu'a produit son exploitation. Il inscrira ce bénéfice au crédit de son compte Pertes et Profits. Quatrième temps.

Le chef d'usine aurait très bien pu, par suite de circonstances particulières, subir dans la fabrication des charges telles que le vendeur n'aurait pas pu réaliser

dans la vente, aux cours du marché, une marge de bénéfices. Le patron devra inscrire alors à son compte Pertes et Profits une perte qu'il lui faudra combler en dehors de l'exploitation, c'est-à-dire par des gains accidentels. La situation serait bien compromise.

Enfin le patron (qui est bien souvent magasinier, chef de fabrique et vendeur en même temps) a inscrit à son compte Pertes et Profits un bénéfice d'exploitation, un bénéfice brut. De ce bénéfice brut sortira son bénéfice net.

CHAPITRE IX

Le compte Pertes et Profits.

Considérations générales

Alors que le compte Exploitation, point de départ du compte Pertes et Profits, n'englobe que les profits et charges provenant directement de l'exploitation, le compte Pertes et Profits comprendra finalement, tous les éléments susceptibles d'améliorer ou d'amoindrir la situation de l'affaire, tous les profits, toutes les charges, ces éléments s'exprimant, en fin d'exercice, en un solde débiteur ou créditeur qui représente le résultat net, le bénéfice ou la perte effectivement réalisés.

C'est à notre avis une erreur que de réserver l'appellation de compte Pertes et Profits au seul compte qui énonce le résultat net. Le compte Pertes et Profits contient le compte Exploitation, qui s'exprime par un *solde* et les autres éléments de perte ou de bénéfice, que nous verrons par la suite. Nous appellerons ce dernier compte « Compte Résultats », ainsi que font d'ailleurs certains comptables, car ce compte seul dégage d'une manière définitive le résultat acquis par l'exercice envisagé.

Éléments du compte Résultats

Certains éléments de gain ou de perte sont les résultantes du jeu des comptes ; ces derniers étant la figuration de la marche de l'entreprise. Son exploitation peut entraîner directement un bénéfice ou une perte.

Par contre d'autres éléments « ne sont en réalité que la traduction, dans le langage des parties doubles, des résultats de l'inventaire (1) » ; celui-ci indique comme existantes : 3 machines, valeur 30.000 francs. En réalité ces machines, qui ont servi trois ans, ne valent plus que 21.000 francs. On inscrira donc une perte de 9.000 francs.

Les premiers donnent lieu à des inscriptions dites de simple comptabilité, les autres à des inscriptions estimatives.

Pertes et Profits donnant lieu à des inscriptions de simple comptabilité.

Ce sont les éléments de gain ou de perte résultant de l'administration directe de l'entreprise. Nous ne disons pas de l'exploitation, afin de ne pas établir de confusion avec les bénéfices bruts dégagés par le compte d'exploitation.

Ces éléments peuvent être *actuels*, c'est-à-dire qu'on les trouvera en tout temps, en toute exploitation. Ils sont la cause ou le but de l'exploitation même, tels que les bénéfices bruts, report à nouveau, frais généraux..

On ne conçoit pas en effet d'exploitation normale ne réalisant pas de bénéfices bruts, ne pouvant, si c'est son intention, en reporter une partie sur l'exercice suivant, que ce soit en perte ou en bénéfice, n'ayant pas de frais généraux.

Ces éléments sont portés directement au compte Pertes et Profits ou, indirectement, par le canal de comptes intermédiaires.

(1) QUESNOT : *Administration financière* (Dunod, Paris 1933).

Le plus souvent les inscriptions sont indirectes, les Pertes et Profits bruts proviennent d'une écriture :

Exploitation . . .	Pertes et Profits brut.	
à Pertes et Profits.		Pertes et Profits bruts.

car ils sont le solde du compte d'exploitation.

Les frais généraux sont très souvent aussi l'objet d'inscriptions indirectes. Il est de règle à peu près générale d'ouvrir un compte Frais généraux ainsi que pour d'autres « pertes » : créances irrécouvrables, frais de bureaux, amortissements, etc. Ces comptes sont virés en fin d'exercice au compte Pertes et Profits qui, dans des cas très nombreux, n'est effectivement ouvert en écritures que lors de l'arrêté des opérations de l'exercice.

Si l'on ouvre des comptes courants à d'autres entreprises, on est amené à leur servir ou prélever des intérêts, à payer des commissions. On pourra en faire l'inscription directe au compte Pertes et Profits ou bien les porter à un compte Intérêts et Agios, qui sera viré en fin d'exercice au compte général des Pertes et Profits. Une petite entreprise ne compliquera pas outre mesure sa comptabilité et passera directement ces éléments à son compte Pertes et Profits, d'autant plus qu'il s'agira le plus souvent de sommes d'une importance dérisoire. Au contraire, une entreprise parvenue à un stade plus développé aura intérêt à passer ces écritures indirectement pour se rendre un compte plus exact de l'importance des pertes qu'elle éprouve ou des gains qu'elle réalise à propos de certaines opérations.

Elle saura très exactement ce que lui coûtent tout

ce que l'on appelle les « à-côté » : les frais de bureau, les impôts, les charges sociales, les étrennes. Au cas où il serait nécessaire de rogner les « dépenses » de la maison, le « train de vie », elle saura quels sont les postes qui pèsent le plus, comparés à leur utilité. Elle pourra ainsi porter sur eux avec plus d'efficacité son effort de compression.

Cette nécessité du contrôle trouve une application toute particulière dans ce que l'on appelle les comptes d'ordre.

Ces comptes, comme leur nom l'indique, servent uniquement à retenir dans le cadre de la comptabilité certaines valeurs qui pourraient échapper au contrôle. Ils jouent particulièrement dans les comptabilités de matières, dont on évalue les unités d'une façon arbitraire, le compte d'ordre servant à marquer leurs entrées et sorties. Il en est fait usage également pour le contrôle d'articles qui ont quelque valeur, mais sans rapport direct avec l'exploitation. Ainsi en est-il, par exemple, des timbres, des feuilles de papier timbré, etc. Il serait aisé, pense-t-on, d'en débiter le compte de frais généraux. Oui s'il s'agit de valeurs dont on se sert rarement, de timbres achetés au bureau de poste et utilisés aussitôt. Parfois certaines entreprises en détiennent des stocks pour plus de commodité. Il est donc préférable de débiter globalement un compte d'ordre au moment des achats et d'en débiter les frais généraux au crédit de ce compte d'ordre au fur et à mesure des utilisations. Ainsi le contrôle des sorties de ces valeurs se fera plus aisément que s'il fallait fouiller dans la multitude des frais généraux d'un exercice. Le magasinier de ces valeurs devra présenter

un compte d'ordre qui, pour être régulier, en fin d'exercice, devra répondre à l'égalité suivante :

$$\text{Débit} = \text{crédit} + \text{stock restant}$$

Voici donc un groupe d'écritures qui, avant de grever le compte Pertes et Profits, aura transité par deux comptes : Compte d'ordre et Frais généraux.

On achète 1.000 francs de timbres :

Compte d'ordre	1.000	1.000
à Caisse		
On en utilise 950 francs :		
Frais généraux.....	950	950
à compte d'ordre		

Le compte d'ordre, en fin d'exercice, reste redevable de 50 francs de timbres ; c'est ce qui doit rester en stock. Quant aux Frais généraux, comme ils seront virés à Pertes et Profits, nous aurons, perdue dans l'écriture globale, l'inscription suivante :

Pertes et Profits	950	950
à Frais généraux		

Evidemment il y a complexité d'écritures ; mais, en revanche, le contrôle des frais est beaucoup plus facile à pratiquer que si ces frais se trouvaient tous égaillés dans le seul compte Pertes et Profits.

Les Comptes d'ordre sont souvent utilisés pour inscrire des sommes qui n'ont pas reçu leur affectation définitive. Nous les avons étudiés sommairement en ce qui concerne la passation d'écritures à Pertes et Profits.

Les bénéfices ou les pertes qui font l'objet d'inscriptions directes ne peuvent pas être définis d'une manière très précise. Ce sont ceux qui n'entrent pas dans

les comptes intermédiaires ouverts par l'entreprise. S'il est, par exemple, une entreprise qui ouvre un compte de frais généraux seulement, le compte englobera tous les frais inhérents à la gestion de l'affaire ; mais on pourra, par exemple, passer directement par Pertes et Profits les impôts, les assurances, si on veut ne pas les confondre avec les autres frais. Les étrennes sont très souvent passées directement par Pertes et Profits. Il en est de même des commissions qui n'ont pas un caractère habituel. Lorsqu'une maison a des représentants à qui elle paie des commissions régulières, les commissions transitent par un compte spécial ; mais, s'il s'agit de commissions accidentelles, elles sont directement inscrites au débit de Pertes et Profits.

Dans les entreprises de banque l'on a recours plus particulièrement aux inscriptions directes. Cette pratique est courante, en raison de ce que la discrimination entre les « produits » et les valeurs qui sont l'objet de ces produits est relativement facile.

En effet, il ne s'agit plus, comme dans le commerce ordinaire, de mouvements de marchandises qui rentrent à un prix déterminé pour sortir à un prix majoré. Dans le commerce d'objets, il est parfois malaisé de distinguer dans le prix de vente ce qui est une récupération du prix d'achat de ce qui est le bénéfice définitivement acquis. La banque, elle, vend des services ou fait le commerce de capitaux, au sens économique du mot. Les services vendus ont un prix de réalisation bien déterminé, les commissions, que l'on inscrit directement au crédit de Pertes et Profits. S'il s'agit de capitaux empruntés qu'elle prête à son tour,

il lui est facile de faire immédiatement le calcul du bénéfice réalisé entre l'intérêt reçu et l'intérêt servi.

S'il s'agit d'escompter un effet de 1.000 francs à 60 jours, le taux de l'escompte étant de 6 %, le bordereau s'établit comme suit :

MONTANT BRUT	Jours	INTÉRÊTS 6 %	COMMISSION 1/4 %	Réc. imp. Chiffr. aff
1.000	60	10	2.50	0.25
		12.75		

Net au crédit du client..... 987.25

On passera l'écriture :

Portefeuille aux suivants.....	1.000	
à Clients		987.25
à Pertes et Profits		12.75

S'il s'agit d'encaisser un effet, on passera l'écriture :

Client (commission)	2	
à Pertes et Profits		2

S'agit-il d'une location de coffre-fort, on inscrira directement :

Caisse.....	40	
à Pertes et Profits		40
ou : Client	40	
à Pertes et Profits		40

Etc.

En fin d'exercice il n'y aura plus qu'à récapituler les produits de tous les services pour avoir le montant du crédit de Pertes et Profits. Le débit étant donné d'une façon générale par la récapitulation de certains comptes transitoires qui existent ici pour des raisons de contrôle que nous avons exposées (frais généraux, impôts, etc.).

Il arrive très souvent que les bénéfices réalisés transitent par un compte intermédiaire et soient aussitôt virés à Pertes et Profits. On écrira par exemple :

Les suivants		
aux suivants		
Portefeuille	5	
à Intérêts escompte.....		5
Intérêts escompte.....	5	
à Pertes et Profits.....		5

L'inscription sera néanmoins directe, elle est passée par un compte intermédiaire qui n'a qu'une valeur de statistique.

Écritures de régularisation

Elles ont pour but de « faire exprimer aux écritures générales la situation de l'entreprise, en droits constatés (1) ».

L'exercice, marquant un temps d'arrêt dans la comptabilité de la maison, ne peut pas forcément coïncider avec l'arrêt des opérations de l'entreprise. L'inventaire intervenant le 31 décembre, le patron ne peut réclamer de ses débiteurs qu'ils fassent tous leurs règlements ; et il peut lui aussi se trouver devoir à ses créanciers quelques fournitures. Certaines maisons ont des échéances postérieures à la date d'arrêté. D'autres ont commandé des marchandises non encore livrées.

Il y a bien des maisons qui tentent d'arrêter toutes leurs écritures à une certaine date, mais ce but ne saurait être atteint d'une façon parfaite. Nous avons même vu le cas de maisons payant par anticipation à une certaine date par chèques visés de façon à être en règle avec leurs fournisseurs lors de l'arrêté annuel.

(1) QUESNOT, *op. cit.*

Mais il est impossible d'obtenir à cet égard un synchronisme absolu.

On a donc recours à des fictions : on opère comme si toutes les questions pendantes se trouvaient réglées et les contre-parties créancières ou débitrices se trouvent remplacées par des comptes provisoires par lesquels transitent les opérations qui attendent leur dénouement. Cette pratique n'est pas autre chose qu'une nouvelle application de la règle de spécialisation des charges par exercice. On crédite des comptes provisoires par le débit de Pertes et Profits pour des frais non encore payés. Seul le paiement en est différé, la charge reste bien imputée à l'exercice en cours. De même on créditera Pertes et Profits par le débit de Comptes provisoires pour marquer que des sommes acquises à l'exercice en cours n'ont pas encore été réglées.

Une maison a passé le 24 décembre commande de divers articles (fournitures de bureau) pour 3.000 fr. Elle paiera ces fournitures le 10 janvier ; elle aura en outre à payer les notes d'eau et d'électricité du mois de décembre, ensemble 1.500 francs.

Elle passera les écritures suivantes :

Pertes et Profits	4.500	
à Divers à payer		4.500

Lors du paiement, ce compte de Divers à payer sera régularisé :

Divers à payer	4.500	
à Caisse		4.500

Il serait contraire au principe de spécialisation que l'exercice suivant supportât des charges que l'exercice en cours aurait considérées comme des bénéfices. L'exercice en cours aurait bénéficié d'un indû.

De même cette maison a livré, sans écritures, des marchandises pour lesquelles elle n'aura pas à tirer traite, des marchandises qui seront payées le 2 janvier. On écrira :

Clients	3.000	
à Ventes		3.000

mais on peut remplacer ce poste Clients pour les livraisons chevauchant sur deux exercices par un poste Divers à encaisser, poste provisoire qui sera régularisé lors des rentrées escomptées, ou même dès le début de l'exercice suivant :

Divers à encaisser	3.000	
à Ventes		3.000

Lorsque le caissier aura touché les espèces ou que le Portefeuille aura reçu une acceptation :

Caisse.....	3.000	
à Divers à encaisser		3.000
ou : Effets à recevoir	3.000	
à Divers à encaisser		3.000

Ainsi seront bien imputés à l'exercice en cours les bénéfices acquis par cet exercice.

Il en est de même des salaires à payer. Une semaine chevauche sur deux exercices : les salaires ne sont payés qu'en fin de semaine, mais les premiers jours sont dus par l'exercice qui s'achève. Pour cette somme on passera :

Pertes et Profits (frais généraux).....	X	
à Salaires à payer.....		X

On peut recourir à cette pratique en cours d'exercice et cela se fait couramment dans les entreprises qui utilisent la permanence de l'inventaire. Elles dégagent par mois ou par semaine les Pertes et Profits ; il leur faut donc, pour étudier les rendements nets

déterminés pour la période considérée, le chiffre des frais à imputer.

Si, par exemple, on tire les prix de revient par mois, on créditera provisoirement chaque mois des comptes de Frais généraux pour des paiements qui se font par exemple tous les trimestres. C'est ainsi que l'on aura des comptes de Frais généraux créditeurs. En réalité ils ne sont pas créditeurs, ils sont provisionnés et se trouveront « balancés » au moment du règlement.

Ainsi une société de raffineries établit ses prix de revient à la semaine, mais elle paie ses ingénieurs mensuellement, son loyer par trimestre, ses notes d'électricité, de gaz et d'eau tous les deux mois, etc. On passera chaque semaine les écritures suivantes :

Pertes et Profits aux suivants	12.200	
à Frais généraux (traitements ingénieurs) (1/4 des traitements mensuels).....		10.000
à Loyer (1/12 loyer trimestriel) ..		2.000
à Factures à payer (1/8 notes bimestrielles)		200

Voici donc des postes de Frais généraux qui seront créditeurs et tous les mois, au paiement, le caissier écrira :

Frais généraux (traitements ingénieurs) .	40.000	
à Caisse		40.000
Tous les trois mois :		
Factures à payer.....	1.600	
à Caisse		1.600
Tous les deux mois :		
Loyer	24.000	
à Caisse		24.000

De même, du fait de la dépréciation de certaines marchandises, on prévoit que l'exercice subira des pertes. On ne peut rejeter ces pertes sur l'exercice suivant ; d'autre part il n'est pas possible de les éva-

luer avec une grande approximation ; on considérera donc ces pertes comme subies. On passera par le débit de Pertes et Profits la perte probable, au crédit de Marchandises, un objet coûtant 2.000 francs et n'en valant plus que 1.000. Il a été pris en charge par Marchandises au prix coûtant : il lui est restitué par le débit des Pertes et Profits le montant de la perte probable :

Pertes et Profits	1.000	
à Marchandises (ou Achats) ...		1.000

Il reste à cet objet une valeur de 1.000 francs. Comme on le retire de Marchandises (ou Achats) pour le porter à un compte spécial, celui-ci prendra l'objet en charge à sa valeur actuelle et l'on passera :

Marchandises dépréciées	1.000	
à Marchandises		1.000

« Marchandises » se trouve remboursé d'un objet qu'elle n'a plus en charge, en partie par Pertes et Profits et, pour le reste, par Marchandises dépréciées.

Marchandises dépréciées est un élément d'actif réel. Si la marchandise est vendue au prix supposé de 1.000, nous n'aurons qu'à écrire :

Caisse.....	1.000	
à Marchandises dépréciées.....		1.000

et voilà le compte régularisé. Si la vente accroît la perte prévue, nous aurons à passer le supplément de perte par Pertes et Profits et écrirons :

Les suivants :

Caisse.....	800	
Pertes et Profits	200	
à Marchandises dépréciées.....		1.000

Si, au contraire, l'objet est vendu à un prix supérieur à celui que nous espérions, nous aurons :

Caisse aux suivants	1.200	
à Pertes et Profits		200
à Marchandises dépréciées.....		1.000

Pour l'instant tout au moins, en attendant cette vente, nous aurons imputé aux Pertes et Profits de l'exercice les charges qui lui revenaient ; si la régularisation se fait avant la clôture, tant mieux, nous aurons simplifié nos écritures; sinon cette charge passe à l'exercice suivant avec une contre-partie ramenée à sa juste valeur, puisque l'exercice supporte la perte subie par lui.

On procédera de même si l'exercice est nanti de créances douteuses. Si elles sont irrécouvrables, on passera :

Pertes et Profits	γ	
à Créances irrécouvrables		γ

si elles ne sont irrécouvrables que pour partie, on écrira :

Pertes et Profits	$\gamma - a$	
à Clients		$\gamma - a$

a étant la partie estimée recouvrable
et

Créances douteuses	a	
à Clients		a

Clients se trouve donc crédité de $(\gamma - a) + a = \gamma$, le montant total de la créance dont on lui a enlevé la charge. Si on encaisse cette partie de créance, nous aurons :

Caisse	a	
à Créances douteuses		a

ce dernier poste étant déjà réglé, il reste finalement une perte de $\gamma - a$, à moins qu'on n'encaisse $a + b$, ce qui donnerait lieu à :

Caisse aux suivants	$a - b$		
à Créances douteuses			
Pertes et Profits			
			a
			b

La perte ne serait plus que de $(\gamma - a) + b$.

Ici, comme pour les marchandises dépréciées, nous avons fait supporter par l'exercice en cours les pertes qui lui revenaient.

Dans les entreprises commerciales ayant un Portefeuille important d'effets de commerce, les écritures de régularisation nécessitées par le *réescompte* du Portefeuille jouent un grand rôle.

Mais il faut qu'il s'agisse d'un Portefeuille important.

Certes, un effet rentré à Effets à recevoir pour sa valeur nominale apporte à l'actif une valeur majorée. Mais cette majoration n'a qu'une importance très relative si le Portefeuille ne représente pas une grande partie de l'actif. Si, dans l'exercice 1934, on rentre un effet de 10.000 francs, valeur 31 janvier, ayant 60 jours à courir, pour 10.000 francs, on majore l'actif de 100 francs environ. C'est évidemment plus grave lorsqu'il s'agit d'un Portefeuille de quelques millions. On corrige l'exagération de cet élément d'actif en passant :

Pertes et Profits	X		
à Réescompte du Portefeuille ..			
			X

Ce compte n'est autre qu'un compte d'ordre permettant de ramener à leur valeur réelle le poste Effets à recevoir de l'actif et le compte Pertes et Pro-

fits. Au début de l'exercice suivant on régularise ce compte en écrivant :

Réescompte	X	
à Pertes et Profits		X

On conçoit qu'il soit très difficile de calculer le montant des sommes ainsi affectées à ce compte de régularisation. La difficulté dépassant de beaucoup l'intérêt qu'il y a à le faire, il est d'usage d'inscrire une somme forfaitaire très approximative et le plus souvent même de n'en pas tenir compte du tout.

Il en est autrement en matière de banque. Ici le réescompte joue un rôle beaucoup plus important. Le Portefeuille de la banque représente pour elle « une véritable marchandise (1) ». La masse qu'il représente est le plus souvent la part la plus importante de l'actif. Ses variations d'exercice à exercice sont certainement plus grandes que dans une entreprise commerciale ordinaire. Enfin nous avons vu qu'il était plus facile que dans toute autre entreprise de tenir le compte détaillé des agios et commissions.

Lorsque le banquier escompte un effet de 1.000 fr. à 60 jours, il achète en quelque sorte 990 francs une valeur qui en vaudra 1.000. Il écrit :

Portefeuille (ou Effets à recevoir) aux suivants.....	1.000	
à Caisse		990
à Pertes et Profits (agios)		10
A l'échéance, lorsqu'il aura encaissé cet effet, il passera :		
Caisse.....	1.000	
à Effets à recevoir		1.000

Il restera 10 francs dans la caisse, qui représenteront les agios de l'opération. Mais l'argent qui a servi à

(1) QUESNOT, *Op. Cit.*

l'opération a coûté 4 francs au banquier, qui a réescompté cette traite auprès d'un autre banquier. Il passe :

Pertes et Profits (agios)	4	
à Réescompte		4

Pertes et Profits (agios) est donc créditeur de 6 francs. Si l'effet est négocié le 1^{er} décembre et encaissé le 31 janvier, il y a lieu de régulariser les Pertes et Profits en passant :

Pertes et Profits (agios)	3	
à Réescompte		3

Le compte Réescompte créditeur de 7 francs sera régularisé par le paiement au deuxième banquier de ses agios et la réintégration, au cours de l'exercice suivant, des agios revenant à cet exercice :

Réescompte aux suivants.....	7	
à Caisse		4
à Pertes et Profits (agios)		3

A la fin du premier exercice, on passera :

Pertes et Profits (agios)	3	
à Pertes et Profits généraux ...		3

On pourrait imaginer également un compte Effets à recevoir tenu comme un compte Marchandises avec :

Au débit, les effets à leur prix d'achat ;

Au crédit, les effets avec leur valeur de réalisation.

On dégagerait le bénéfice par la méthode dite du compte Marchandises :

Effets à recevoir aux suivants	35	
à Réescompte		10
à Pertes et Profits		25

<i>Effets à recevoir.</i>		<i>Réescompte.</i>	<i>Pertes et Profits</i>
990	1.000	10	25
1.980	1.990		
2.540	2.555		
35			

Puis, au début du nouvel exercice :

Réescompte	10	
à Pertes et Profits		10

Après avoir passé toutes les écritures de régularisation, nous avons en quelque sorte fait du compte Pertes et Profits un tout ; avant passation de ces écritures, ce compte portait en lui des éléments « impurs », qui ne concernaient pas l'exercice en cours ; par contre, il lui manquait d'autres éléments qu'il aurait dû contenir ; nous avons fait en sorte que des débiteurs ou créanciers fictifs se substituassent aux réels afin d'établir provisoirement une situation à laquelle les règlements réels donneront un caractère définitif.

Nous avons étudié les éléments *actuels*, certains du compte Pertes et Profits. Nous avons étudié le caractère des inscriptions auxquelles ces éléments pouvaient donner lieu. Nous avons vu que même un poste comme celui de Débiteurs douteux pouvait donner lieu à inscription d'un caractère « actuel » car, en effet, nous savons, en fin d'exercice, qu'un débiteur présente un caractère douteux, qu'il ne sera pas possible d'en tirer plus d'une certaine somme. Il est donc normal de passer la perte réelle au débit des Pertes et Profits et la récupération probable au débit d'un compte provisoire, quitte — si elle ne se réalisait pas — à en débiter par la suite le compte de Pertes et Profits.

Nous abordons maintenant une catégorie d'inscriptions auxquelles s'attache un *caractère éventuel*. Il s'agit d'enregistrer des faits probables mais non encore survenus.

Qu'une perte probable mais non encore survenue soit passée par le débit de Pertes et Profits serait une erreur au point de vue comptable. En effet, il ne signifie rien de débiter Pertes et Profits d'une somme que nous n'avons pas encore perdue. D'autre part, ne pas le faire présenterait un danger. On croirait pouvoir disposer d'une certaine somme et, lorsque la perte serait effective, il n'existerait plus au crédit de Pertes et Profits la contre-partie nécessaire à la couvrir. En outre, une inscription portée purement et simplement à Pertes et Profits risquerait de passer inaperçue. De la sorte on pourrait omettre de poursuivre le recouvrement d'une créance litigieuse. De même, si nous espérons une rentrée future, les mêmes raisons à rebours ne nous permettent pas de passer un crédit par Pertes et Profits.

Un commerçant doit à son fournisseur une somme de 40.000 francs. Il conteste cette créance sur lui. Ce fournisseur attend d'une décision judiciaire qu'il lui soit donné satisfaction. Il ne peut pas passer au crédit de Pertes et Profits une somme qu'il n'a pas en caisse. Mais sûr de son droit, il débitera d'ores et déjà son débiteur au profit d'un compte d'attente :

(1) Client		40.000		40.000
à Litige Client				

La décision intervient reconnaissant le droit du fournisseur qui encaisse 40.000 francs ; il écrira :

Les suivants aux suivants :

(2) Caisse	40.000	40.000
à Client		
(3) Litige Client	40.000	40.000
à Pertes et Profits		

Jusqu'au jugement le fournisseur avait en regard un poste d'actif : *sa créance client*, et un poste de passif : *le litige client*. Si la situation s'était dénouée en sens inverse, il n'aurait eu qu'à régulariser ses deux comptes par l'écriture inverse de (1)

Litige Client	40.000	40.000
à Client		

Nous supposons naturellement qu'au préalable il aura régularisé le compte qui se trouve à la source du conflit : Effets à recevoir s'il s'agit d'une traite litigieuse, ou Marchandises s'il s'agit des marchandises non payées, par l'écriture :

Pertes et Profits	40.000	40.000
à Effets à recevoir		
ou : Pertes et Profits	40.000	40.000
à Marchandises		

Il est possible aussi que la prospérité actuelle de la maison subisse des défaillances pour des causes imprévues. Ces pertes à venir constituent une perte en puissance dans le présent : par mesure de prévoyance, on constituera une réserve pour parer à ces éventualités. Cette réserve est un sacrifice fait d'avance. On considère que l'exercice en cours a sa part dans cette perte.

Nous l'avons vu, c'est une exception au principe de la spécialisation des charges par exercice (1). Ces ré-

(1) Encore peut-on considérer ces réserves comme une prime d'assurance que l'entreprise se paie à elle-même. Or les charges d'assurance comme les autres sont supportées par tous les exercices.

erves ont autant de noms qu'elles ont de destinations. En ce qui concerne les sociétés de capitaux, la loi exige la constitution d'une réserve, mais quelquefois des particuliers ont recours à cette pratique et constituent à l'instar de nombreuses sociétés, des réserves spéciales, des réserves pour dévalorisation de la monnaie, des réserves pour fluctuation des cours, etc.

La description de toutes ces réserves sort de notre sujet, mais il n'en reste pas moins vrai qu'elles constituent un élément du compte Pertes et Profits dont elles sont distraites à la fin de chaque exercice.

Ce sont évidemment des éléments du compte Pertes et Profits dont la fixation est laissée à l'appréciation des dirigeants, mais qui affectent un caractère éventuel, en ce sens qu'ils sont dus à la prévision d'événements futurs et incertains.

Il peut être prévu une perte que la maison n'a pas le moyen de couvrir immédiatement. Elle n'a pas encore subi la perte, mais elle n'a pas non plus réalisé de bénéfices et voudrait cependant couvrir cette perte au moyen des premiers bénéfices à venir. Elle pourrait très bien constituer une provision par le débit de Pertes et Profits, Pertes et Profits restant débiteur et étant régularisé lors de la réalisation des bénéfices escomptés. La méthode serait défectueuse car elle ne permettrait pas d'isoler cette perte des Pertes et Profits normaux et on risquerait d'affecter le bénéfice à venir à d'autres destinations.

Un entrepreneur est dans cette situation. Il craint d'avoir à payer 20.000 francs de dommages et intérêts

moratoires pour l'achèvement tardif d'une construction. Il fera comme a fait le fournisseur de notre exemple précédent, en attendant la solution de son conflit avec son client : il ouvrira deux comptes d'attente :

Dommages-intérêts (actif)	20.000	
à Dommages-intérêts (passif) ..		20.000

C'est une réserve toute théorique à laquelle répond à l'actif une perte également théorique. Il ne peut la constituer par Pertes et Profits, puisqu'il n'a pas encore de bénéfices.

Il réalise ces bénéfices. Il peut donc constituer une réserve réelle et passera :

Les suivants aux suivants :

Pertes et Profits	20.000	
à Dommages-intérêts (actif)		20.000
Dommages-intérêts (passif)	20.000	
à Réserve		20.000

Les deux comptes fictifs régularisés ne sont plus utiles, il reste en présence un débit à Pertes et Profits et un crédit à Réserve. Celle-ci est désormais effective et a bien été prélevée sur des bénéfices *réels*.

Pourquoi la création de ces deux comptes fictifs ? Tout simplement pour marquer le fait que les bénéfices n'existant pas, nous réparons momentanément une perte éventuelle par un bénéfice éventuel. Les deux comptes intermédiaires jouent le rôle de symboles qui disparaîtront lorsque les événements prévus passeront du plan virtuel au plan actuel.

Ainsi avons-nous vu ce qu'étaient les inscriptions de simple comptabilité, celles qui avaient trait directement à l'exploitation de l'entreprise.

Les inscriptions estimatives sont celles qui, une fois portées les constatations résultant de l'inventaire, apportent la correction normale à ce qu'il y avait d'erroné dans les inscriptions de simple comptabilité.

Ainsi, les amortissements redressent les valeurs portées aux immobilisations. Celles-ci n'ont pas, lors de la clôture de l'exercice, leur valeur initiale, elles ont servi, elles s'usent. Il faudra donc prévoir leur renouvellement. Leur valeur actuelle est égale à leur valeur primitive diminuée de l'estimation de l'usure annuelle ; on écrira à chaque exercice :

Pertes et Profits		X		X
à Amortissements				

Nous ne reviendrons pas sur le lien des amortissements et de la règle de spécialisation des charges. Nous ne nous étendrons pas non plus sur les diverses formes d'amortissements, ni sur leurs modes d'inscription. Cette étude nous entraînerait hors du cadre de notre sujet.

Nous avons également étudié le caractère des Réserves et des Provisions. Elles participent des écritures de simple comptabilité en ce qu'elles sont causées par l'administration directe et des écritures estimatives en ce qu'elles corrigent les évaluations de certains postes de l'actif. C'est ainsi qu'une provision en vue d'un litige est le redressement de la contre-partie Disponibilités de l'actif. Le lecteur du bilan appréciera à sa juste valeur un poste Provisions pour litiges alors qu'il ne le pourrait pas si ces valeurs provisionnées se trouvaient noyées dans le compte Pertes et Profits.

Éléments accidentels

Doit-on considérer comme un bénéfice les plus-values d'actif constatées à l'inventaire ?

Par exemple un bilan en 1923 se présente sous la forme suivante :

ACTIF		PASSIF	
Immeubles.....	200.000	Capital	300.000
Stock	100.000	Fournisseurs.....	200.000
Clients	200.000	Pertes et Profits..	70.000
Caisses et Banques.	70.000		
	570.000		570.000

Après l'inventaire de 1933, par suite de travaux exécutés dans les environs, les immeubles ont vu leur valeur s'accroître : leur estimation actuelle est de 300.000 francs, le bilan se présente (en supposant que la maison fonctionne toujours de la même manière, que le cours des marchandises et le chiffre d'affaires se soient maintenus) comme ci-dessous :

Immeubles.....	300.000	Capital	400.000
Stock	100.000	Fournisseurs.....	200.000
Clients	200.000		
Caisses et Banques.	70.000	Pertes et Profits ..	70.000
	670.000		670.000

Il est évident que les bénéfices ne se sont pas accrus de la plus-value apportée à l'immeuble. C'est le capital qui a profité de cette plus-value. On ne voit pas d'ailleurs comme elle aurait pu se trouver inscrite au compte de Pertes et Profits. Cette plus-value n'est ni liquide, ni disponible, elle n'est pas monnayable et d'ailleurs elle n'est pas le résultat normal de l'exploitation. Un bénéfice est par définition même un revenu, or on ne peut considérer cette plus-value que comme un accroissement du capital.

Cependant il peut paraître utile de constater cette plus-value. En ce cas il serait normal de la porter à un compte spécial, relevant du capital : une réserve spéciale, un poste Plus-values.

Mais en est-il de même, par exemple, si la plus-value provient du stock, si des fluctuations de cours viennent à augmenter la valeur du stock. Cette plus-value par le canal du compte d'exploitation se trouve inscrite au compte Pertes et Profits. Reprenons notre bilan précédent.

Les comptes d'Exploitation et de Pertes et Profits se présentaient ainsi :

Exploitation

Stock 1 ^{er} janv. 1933	100.000	Ventes	900.000
Achats 1933	800.000		
	900.000		
Stock 31 décem- bre 1933	100.000		
Prix de revient des Ventes	800.000		
Bénéfice brut	100.000		
	900.000		
			900.000

Pertes et profits

Charges	30.000	Bénéfice brut	100.000
Bénéfice net	70.000		
	100.000		

Supposons que le stok, par suite d'une hausse des cours depuis l'achat des dernières marchandises, ait pris une valeur double, indépendamment de la hausse des ventes qui ne se fera sentir qu'en 1934, les

comptes d'Exploitation et de Pertes et Profits se présenteraient après l'inventaire :

Exploitation

Stock au 1 ^{er} janvier 1933.....	100.000	Ventes	900.000
Achats 1933.....	800.000		
	900.000		
Stock 31 décembre 1933	200.000		
	700.000		
Prix de revient des ventes.....	700.000		
Bénéfice brut	200.000		
	900.000		

Pertes et profits

Charges	30.000	Bénéfice brut	200.000
Bénéfice net	170.000		
	200.000		

On le voit, en passant par le compte d'Exploitation la plus-value du stock a apporté à l'affaire un bénéfice supplémentaire égal au montant de la plus-value (1).

Et pourtant il s'agit bien d'un élément purement accidentel. Rien dans la direction de l'affaire n'a provoqué cette hausse qui est bien un élément extérieur. Doit-on considérer cet élément comme un bénéfice. Si oui, que se passera-t-il ? Le patron disposera de 170.000 francs ; que les cours baissent aussi vite qu'ils ont monté, où le patron prendra-t-il les sommes nécessaires pour combler le déficit provoqué dans sa hâte de jouir de ses bénéfices ? En réalité il

(1) Dans cet exemple nous avons naturellement supposé que le stock a été évalué au cours du jour de l'inventaire.

ne s'agit que de bénéfices apparents. Ceux-ci ne prendront leur valeur actuelle que si le patron peut les monnayer par ses ventes de 1934 aux cours nouveaux. Pour l'instant, il ne s'agit que de plus-values du capital et l'on passerait utilement :

Pertes et Profits	100.000	
à Réserve spéciale		100.000

laissant aux bénéfices leur juste valeur. Les bénéfices de ce genre ne sont qu'apparents, ce ne sont que des accroissements du capital et il serait dangereux, nous avons vu pourquoi, de les considérer autrement, avant qu'ils n'aient reçu une confirmation définitive.

Si une moins-value survenait, portant atteinte au capital, il faudrait reconstituer celui-ci avant de disposer du bénéfice. On créditerait des réserves pour reconstitution du capital, dépréciation du stock, etc.

Les plus-values ou les moins-values sont des pertes et profits accidentels qui trouvent leur place au compte Pertes et Profits, mais dont on ne doit tenir compte que s'il s'agit de pertes pour les combler. Les bénéfices accidentels devraient, sauf s'ils étaient définitifs, être portés à des comptes de réserves destinés à contre-balancer leur situation précaire.

Report à nouveau

Il y a enfin une inscription que nous aurions pu citer avant tout autre, car elle est en bonne logique la première à figurer au compte de Pertes et Profits, c'est le report à nouveau. Qu'il soit en perte ou en bénéfice l'exercice lègue au suivant une partie de son individualité. Il est vrai que, souvent, le patron d'entreprise s'octroie la totalité du bénéfice réalisé.

Mais dans bien des cas, après avoir prélevé la somme nécessaire à sa subsistance ou celle qu'il désire imputer à sa fortune personnelle (verser à son compte courant dans l'affaire, à son compte de dépôt en banque, voire enfermer dans son coffre), il reporte à l'exercice suivant le reliquat de l'exercice écoulé. Lorsqu'il s'agit d'entreprises particulières cette inscription est le plus souvent inexistante surtout lorsque l'exercice est bénéficiaire. Il n'est pas rare, au contraire, que les pertes soient mises à la charge de l'exercice suivant au moyen du report à nouveau. D'ailleurs, dans le cas des entreprises particulières, la question n'offre pas un grand intérêt.

S'il s'agit de sociétés, pour des raisons d'ordre juridique que nous aurons l'occasion d'examiner, le cas le plus fréquent est celui de la liaison des exercices entre eux par cette locution :

A nouveau

qui précède, au crédit ou au débit l'énoncé des diverses inscriptions du compte Pertes et Profits.

Si nous avons cité cet élément en dernier lieu, c'est qu'il n'a pas un rapport direct avec l'exercice dont il va accroître ou amenuiser la perte ou le bénéfice. Il est le trait d'union qui solidarise les deux exercices considérés.

Nous aurons à revenir sur le caractère un peu particulier du Report à nouveau, en ce qui concerne plus spécialement les sociétés de capitaux.

CHAPITRE X

Comment se résume la genèse du compte de Pertes et Profits.

L'entreprise commerciale (dans le sens général du mot pouvant englober les entreprises industrielles) a pour objet de réaliser des bénéfices. Le particulier pense à se « retirer bientôt des affaires », l'actionnaire à toucher les dividendes des actions, c'est-à-dire sa part des bénéfices réalisés par la collectivité capitaliste dont il fait partie.

Les marchandises qui sont l'objet des opérations commerciales ou industrielles, du fait de leur valeur d'échange, ont en elles un potentiel de bénéfices qu'il appartient aux dirigeants de faire apparaître sous une forme concrète.

Le mécanisme de la vente et de l'achat symbolisé par le compte Marchandises, ou ses divisions Achats et Ventes, dégage une marge qui prend déjà l'aspect d'un embryon de bénéfice. Cet embryon de bénéfice à peine ébauché qui apparaît dès lors, c'est le bénéfice brut de l'exploitation.

Mais le commerce actuel ne se contente plus d'opérations aussi simples et des éléments nombreux inter-

viennent, dus aux nécessités de la lutte, de la concurrence, aux obligations légales ou sociales, qui vont donner au bénéfice brut sa forme définitive. Le bénéfice d'exploitation est passé au crible du compte Pertes et Profits dont il sortira réduit par les frais généraux, les impôts, les assurances, les amortissements. Sorti de ce moule il sera le Bénéfice net, définitif, qui est à la fois le fruit de l'exercice et le germe des bénéfices futurs. Si l'affaire est prospère elle produit, si elle produit sa prospérité tend à s'accroître.

Les frais généraux et autres charges, portés au débit de Pertes et Profits, semblent un mal que l'on a vite fait d'accuser des pires méfaits. Ils sont des maux nécessaires dont l'abus seul est nocif.

L'essentiel est que leur montant n'absorbe pas une trop grosse partie des bénéfices bruts. Le commerçant avisé tentera, étant donné l'état du marché, de vendre au cours le plus haut des marchandises qu'il aura achetées ou produites au cours le plus bas.

S'il ne peut pas obtenir une marge suffisante, il cherchera parmi ses frais généraux ceux qui sont les moins productifs et les supprimera.

Au total le compte Pertes et Profits se présentera de la manière suivante :

A) *Au débit*

a) *Charges.* Les dépenses renouvelables de l'exercice :

- 1° Celles qui ne profitent qu'à un exercice et dont le résultat ne s'étend pas au delà (Frais généraux d'administration ou de vente) ;

2° Celles qui, par l'effet de la convention sociale ou de l'usage, se répartissent sur un certain nombre d'exercices afin que chacun en supporte sa part (amortissements forfaitaires) ;

3° Les sommes qui doivent être versées périodiquement à des tiers (appointements, loyers, intérêts des emprunts, cotisations patronales aux Assurances sociales, Caisse de Prévoyance, etc.), soit que ces dépenses résultent d'un engagement, soit qu'elles résultent de la loi.

Observations

Ces charges doivent être prélevées nécessairement avant toute détermination du bénéfice net. Même s'il n'y a pas de bénéfice net, ces charges doivent porter sur l'exercice afin de rendre publique, ou du moins d'indiquer par la lecture du bilan, l'atteinte portée au capital. Ce capital est la garantie des tiers, en ce qui concerne les sociétés et au moins un élément d'appréciation en ce qui concerne les particuliers.

Principales variétés de charges

1° Les frais généraux (appointements du personnel de direction, frais de déplacement, de bureau, de représentation, loyers, impôts, etc.) ;

2° Intérêts des dettes ;

3° Amortissement des obligations et primes ;

4° Intérêt des actions ;

5° Annuités d'amortissement de l'actif ;

6° Prélèvements pour la constitution de certaines réserves (assurances, accidents, etc.).

b) Pertes de l'exercice.

Portées directement au débit de Pertes et Profits (sinistre non couvert, créance perdue, etc.).

Remarque. — Les prélèvements en vue de constituer une réserve soit légale, soit facultative, ne sont pas, à proprement parler, des charges. Elles sont déterminées par l'existence seule de bénéfices nets et leur chiffre est fixé sur la base fournie par le chiffre des bénéfices nets. Qu'elles soient portées en réserve ou maintenues dans les bénéfices nets, ces sommes ainsi distraites n'en restent pas moins des bénéfices. Si nous en avons parlé, c'est qu'elles étaient au point de vue comptable des écritures relevant du compte de Pertes et Profits.

Ainsi déterminé le débit de Pertes et Profits, nous aurons :

B) Au crédit

Des éléments bien plus simples.

- a) Le bénéfice brut, solde du compte d'exploitation;
- b) Les revenus des capitaux non engagés dans l'exploitation (immeubles, titres, etc.);
- c) Profits accidentels (créance recouvrée alors qu'elle avait été portée au débit de Pertes et Profits, plus-value monnayée, vente d'une immobilisation amortie, etc.).

Un compte de Pertes et Profits pourra se présenter ainsi :

DÉBIT		CRÉDIT	
Frais généraux ...	292.000	Bénéfice brut d'exploitation	415.000
Intérêts des comptes créditeurs ..	4.600	Revenus des immeubles loués à des tiers	11.000
Intérêts des obligations	5.000	Revenus du portefeuille	54.000
Amortissements sur obligations	10.000	V e n t e matériel amorti	999
Amortissements : Immeubles.....	3.000		
Matériel	32.000		
Pertes anciennes ..	1		
Impôts.....	14.600		
Assurances sociales	23.400		
Bénéfice net	96.398		
	<u>480.999</u>		<u>480.999</u>

Pour plus de clarté, on fournira un tableau de ses frais généraux.

Appointements, services généraux	206.000
Frais de déplacement	28.500
— bureau.....	16.000
— représentation.....	14.500
Automobiles tourisme	17.000
Nettoyage	3.400
Téléphone	2.800
Eau, gaz, électricité	3.600
Étrennes.....	2.200
	<u>292.000</u>

Le bénéfice net a pris sa forme définitive. Quelles seront ses destinées ? Comment sera-t-il réparti ?

Ce sera l'objet de la deuxième partie de notre étude.

DEUXIÈME PARTIE

LA RÉPARTITION DES BÉNÉFICES DANS LES SOCIÉTÉS

La question de savoir ce que deviennent les bénéfices dégagés comme nous l'avons vu, par la comptabilité, devient affaire d'économie et, surtout, affaire juridique.

En ce qui concerne les particuliers et les sociétés de personnes, disons-le tout de suite, la question n'offre qu'un intérêt secondaire. Cette catégorie de commerçants offre aux tiers une surface de garantie qui s'étend, au delà des biens investis dans l'affaire, à tous les biens appartenant à la personne et aux associés ; par conséquent peu importe la destination donnée aux bénéfices. Ceux-ci seront soit incorporés au capital, soit portés à des réserves, soit laissés aux Pertes et Profits, soit encore portés aux comptes courants du ou des patrons, soit purement et simplement distraits de l'entreprise et affectés à une autre entreprise, à l'achat d'une propriété, de valeurs, aux dépenses personnelles des intéressés. L'intérêt des tiers sera affaire d'appréciation. Peu importe la destination donnée aux fonds, ils seront toujours la propriété du patron sous quelque

forme que ce soit, sauf dilapidation. Dans ce cas, ce n'est qu'une question de fait pour les tiers. Le peu de sérieux du dirigeant sera un élément de méfiance qui fera rechercher des garanties tangibles en l'absence d'actif immobilier.

Le fournisseur ou le banquier qui auront à traiter avec ces commerçants demanderont à étudier un ou plusieurs bilans. Si les bénéfices sont réinvestis dans l'affaire, pas de difficultés. S'ils sont affectés à l'achat de propriétés, le gage est encore plus sûr. S'ils ont servi à l'achat de titres ou s'ils ont été versés à un compte courant, les créanciers éventuels auront à rechercher l'indice personnel de valeur et de moralité des dirigeants.

Il en est autrement dès que l'on traite de sociétés de capitaux. Celles-ci n'offrent de prise aux tiers que sur leurs capitaux et c'est la seule garantie qui soit possible, en dehors de toute convention. Aussi la loi a-t-elle voulu que cette garantie fût intégrale. Voilà pourquoi le capital sera sacré, voilà pourquoi les tiers sont intéressés à savoir si les bénéfices ne sont pas distribués avant que leur gage ne soit reconstitué s'il a été amoindri. Voilà pourquoi les tiers doivent être tenus au courant des réductions de leur gage, et, de la sorte, être mis en mesure de prendre des précautions, de réclamer des garanties supplémentaires.

Ces considérations présideront à la répartition des bénéfices, dans l'intérêt même des tiers.

Par ailleurs, les associés eux-mêmes sont intéressés à ce que la répartition soit la plus équitable possible ; si la loi les oblige à des sacrifices lorsque l'intérêt des créanciers est en jeu, ils tiennent, une fois leurs obli-

gations externes remplies, à ce que leurs propres intérêts ne soient pas lésés au profit de certaines catégories d'associés, ou même de certaines personnalités. Et ces considérations s'ajouteront aux précédentes pour régler la répartition des bénéfices.

Considérations d'ordre externe en vue de sauvegarder l'intérêt des tiers intéressés, considérations d'ordre interne en vue d'assurer l'équité dans la répartition : c'est à la lumière de ces données que nous aurons à étudier la notion du bénéfice distribuable ainsi que son mode de répartition.

LIVRE I^{er}

LE BÉNÉFICE DISTRIBUTUABLE.

CHAPITRE XI

Bénéfice distribuable et Bénéfice imposable.

SECTION I. — *Caractères du Bénéfice distribuable.*

En principe, le bénéfice distribuable devrait coïncider avec le bénéfice effectivement réalisé. Comment déterminer celui-ci ? Il semblerait que le critérium soit à rechercher dans l'inventaire. L'inventaire précédent donnait un excédent d'actif :

$$A - P = B.$$

Une fois le bénéfice distribué, l'actif est en principe équilibré par le passif. Autrement dit le poste Pertes et Profits au passif n'existe plus, car nous avons passé :

Profits et Pertes		B		B
à Caisse				

Au bilan l'actif sera diminué au poste Caisse qui deviendra $C - B$ et au passif le Poste P. P. n'existera plus.

En admettant que le bénéfice n'ait pas été réparti, nous aurons à la fin de l'exercice suivant :

$$A' - P' = B'.$$

Et B' contiendra B (le bénéfice de l'exercice écoulé) + X, le bénéfice de l'exercice courant.

Si nous trouvons l'origine de la recherche du bénéfice dans l'inventaire, en réalité ce dernier n'est plus un critérium suffisant pour la recherche du bénéfice distribuable, car du bénéfice net il est distrait souvent la part revenant à la réserve légale, des sommes destinées à la constitution de réserves spéciales. Ces prélèvements ne constituent pas des charges parce qu'ils restent la propriété des associés, ce ne sont pas des pertes ; ils s'intègrent au capital de la société. Il ne signifierait rien de les prélever avant la détermination du bénéfice net, s'ils devaient entraîner une perte que la société serait contrainte de réparer au détriment des réserves ainsi constituées : d'ailleurs il est bien spécifié par la loi et les statuts que ces réserves doivent être constituées sur le bénéfice net.

Donc, d'une part, le bénéfice distribuable s'entend du bénéfice net dont on a déduit certaines sommes destinées à constituer des réserves, soit légales, soit statutaires, soit extra-statutaires.

D'autre part, nous avons vu que l'inventaire pouvait avoir fait ressortir des bénéfices ne relevant pas directement de l'exploitation, provenant des plus-values, que nous ne considérons pas d'ailleurs comme de véritables bénéfices. Ainsi une plus-value sur un immeuble se retrouvait dans un accroissement de capital. L'immeuble, d'abord évalué 200.000 francs, se trouvant au bout de quelques années valoir 300.000 francs par suite de circonstances extérieures à l'exploitation, a sa contre-partie dans le capital qui passe ainsi de 200 à 300.000 francs. Le stock, par suite d'une hausse des cours, peut entraîner également une plus-value appréciable. De même en serait-il d'un porte-

feuille-titres ou d'une encaisse en devises. Nous avons vu qu'il n'était pas possible de considérer cette plus-value comme un bénéfice, d'abord parce qu'elle échappe à la nature même du bénéfice et qu'il ne s'agit pas de plus-values monnayées. Au cas où cela serait, au cas où le stock aurait trouvé un débouché matérialisant la plus-value, il ne s'agit que d'un accroissement du capital et une distribution qui en serait faite correspondrait à une distribution d'une partie du capital ; en fait cela donne lieu très souvent à une distribution d'actions gratuites et c'est plus logique. Mais il n'est pas rare que l'on passe l'écriture :

Plus-Value
à P. et P,

considérant ces plus-values comme des Pertes et Profits accidentels dont la répartition, en pratique, se justifie du fait que dans l'hypothèse inverse d'une moins-value, on impute parfois celle-ci aux Pertes et Profits soit directement, soit par constitution de réserves.

Pour M. Charpentier (1) les bénéfices sont les « produits périodiques de la mise en œuvre du capital. Le capital social est assimilable à une chose, qui, sans altération de sa valeur (sinon de sa substance) produit des fruits à intervalles réguliers ». Jusque-là nous sommes parfaitement d'accord, mais là où nous ne le sommes plus, c'est lorsqu'il ajoute : « Peu importe l'origine des produits. Il suffit qu'ils soient en excédent du capital. » Il semble bien qu'il y ait contradiction, car enfin si les bénéfices sont les produits périodiques de

(1) JACQUES CHARPENTIER et JACQUES HAMELIN. — *Traité pratique des bilans*. Paris, 1930.

la mise en œuvre du capital, il faudrait au moins qu'il y ait mise en œuvre de ce capital. Or, ce serait jouer sur les mots que de prétendre que le simple fait de posséder un capital puisse lui faire produire une plus-value si les causes de cette plus-value sont extérieures à l'affaire. Ce serait donner un sens bien trop large à la « mise en œuvre ».

Il est évident que la pratique fait fi de pareilles discussions. Une maison de commerce ne rejettera pas, sous prétexte de vaines querelles, la manne bienfaisante d'une plus-value de son avoir. D'ailleurs, la question n'est pas là. Nous verrons qu'assez de problèmes très importants se greffent sur cette discrimination entre le produit et le capital, pour que nous y portions une certaine attention.

Enfin, qu'il s'agisse d'un capital ou d'un revenu, il serait inopportun d'en effectuer la répartition avant d'être assuré que la plus-value ne soit pas une plus-value momentanée, autrement dit avant qu'elle n'ait acquis une consécration définitive.

Bénéfices, ou plutôt produits rigoureusement nets, produits définitifs tels doivent être, nous semble-t-il, les produits pour qu'ils puissent être distribués.

SECTION II. — *Limites du bénéfice distribuable.*

Le bénéfice distribuable, nous l'avons dit, devrait correspondre au bénéfice effectivement réalisé, une fois calculé les réserves, provisions, etc. Dans la pratique, nous sommes loin de compte. Deux tendances opposées se manifestent qui faussent le chiffre réel des bénéfices :

Des commerçants en général et des sociétés en particulier, dont les affaires sont prospères et le chiffre des bénéfices substantiel cherchent à soustraire à l'avidité du fisc une part des bénéfices, afin de réduire dans la mesure du possible la prise de cette partie prenante qui, ainsi qu'on a pu le dire, joue le rôle « d'un associé qui ne serait pas intéressé aux pertes ». Cette partie prenante cherche à faire sa participation la plus importante possible, en englobant souvent dans les bénéfices des sommes qui sont loin d'en avoir le caractère. Le fisc établit donc de la sorte une limite au-dessous de laquelle le chiffre des bénéfices déclaré ferait présumer la fraude.

Dans d'autres cas, des commerçants désireux d'obtenir des crédits, des administrateurs ayant le dessein frauduleux de donner de la valeur aux actions dont ils voudraient se défaire, enflent leurs bilans de bénéfices fictifs, quitte à payer l'impôt sur ce chiffre irréal. Les textes ont prévu la fraude et y attachent des sanctions civiles et pénales. Et c'est là le deuxième « cran d'arrêt » au delà duquel le bénéfice ne devrait pas s'aventurer.

En théorie, ces deux « crans d'arrêt » devraient se confondre avec le chiffre exact des bénéfices.

Dans la pratique, il en est tout autrement.

En effet, il faut se mettre d'accord sur le chiffre que l'on peut considérer comme étant celui des bénéfices imposables, d'une part, et d'autre part sur les sommes que l'on peut considérer comme des bénéfices réels sans se rendre coupable du délit de distribution de dividende fictif.

La limitation fiscale s'attache à toutes les entreprises, qu'elles soient particulières ou sociales, parce que la fuite devant l'impôt est le fait de tous, surtout lorsque l'impôt devient une charge disproportionnée aux forces vives de ces entreprises.

La limitation inverse s'attache surtout aux sociétés de capitaux. Ici, en effet, seuls les capitaux sont responsables du passif de la maison.

Les tiers jugeant sur chiffres doivent être mis en mesure de les apprécier à leur valeur exacte afin d'y proportionner leur confiance

Evidemment, le particulier tentera souvent, pour inspirer confiance à son banquier ou à son fournisseur, de faire apparaître au bilan des bénéfices « fabriqués ». Mais le banquier et le fournisseur ont toujours la ressource de réclamer de leur débiteur éventuel toutes explications nécessaires à la justification des chiffres du bilan.

S'il s'agit d'une société anonyme, le capitaliste qui n'est pas encore actionnaire de cette société ne peut avoir qu'un élément d'appréciation : c'est le dividende payé. Se fiant à ce dividende, il achètera le titre. Une fois actionnaire, il aura le droit (tout à fait théorique d'ailleurs) de réclamer des justifications. Il sera peut-être trop tard. C'est dans le but d'éviter cette fraude que la loi de 1865 a édicté des sanctions sans avoir pu malgré tout éviter bien des scandales, des krachs dus à la distribution de bénéfices imaginaires avec parfois l'argent des fournisseurs.

Il existe donc un chiffre de bénéfices exact — ou à peu de choses près. Ce chiffre peut être vu comme

avec une lorgnette, suivant que l'on regarde par le gros ou le petit bout, suivant que l'on regarde à travers un bilan fiscal ou à travers un bilan à l'usage de créanciers. C'est ce qui a fait dire à quelque humoriste de la comptabilité : « Toute maison honnête a trois bilans : un bilan de misère destiné au fisc, un bilan d'opulence destiné au banquier et un bilan sincère destiné au patron. » Il va sans dire que tous trois sont certifiés « sincères » par le même signataire. Tout en laissant à cette boutade sa part d'exagération, nous devons dire que nous avons eu maintes fois dans la pratique l'occasion d'y trouver une grande part de vérité.

SECTION III. — *Le bénéfice fiscal minimum.*

Théories fiscales du bénéfice net

L'impôt cédulaire sur les bénéfices industriels et commerciaux porte sur le « bénéfice net ». Ici encore l'accord n'est pas réalisé. Que devra-t-on entendre par bénéfice net ? Ce bénéfice, nous l'avons bien établi au point de vue comptable, mais ce point de vue n'est pas toujours celui de l'administration.

Deux théories sont en présence : la théorie du bilan et celle du compte d'Exploitation.

La théorie du bilan est celle de l'Administration. Celle-ci juge sur chiffres. Elle s'attache objectivement à la plus-value réalisée entre deux bilans successifs. Peu importe la source des sommes ainsi portées au compte de Pertes et Profits. L'actif net était en 1933 de 300.000, en 1934 il est de 325.000. C'est la preuve, dit l'administration, que vous avez réalisé un bénéfice net de 25.000.

Les partisans de cette théorie s'appuient sur un argument de texte et un argument rationnel.

D'abord, disent-ils, la loi impose les bénéfices sans en spécifier l'origine. La loi ne s'arrête pas plus spécialement à tels bénéfices qui proviennent directement de l'exploitation qu'à tels autres dus à des plus-values étrangères à l'exploitation.

Et la meilleure preuve, ajoute-t-on, que la loi s'attache surtout à l'accroissement de l'actif net, c'est qu'elle impose aux contribuables la production d'un compte de Pertes et Profits.

La critique de cette théorie se trouve dans la thèse du compte d'Exploitation.

L'argument de texte invoqué par l'Administration ne résiste pas à l'examen. Cette dernière se base sur la loi pour taxer tous les bénéfices, sans distinction. Mais la loi qui imposait les bénéfices commerciaux n'est qu'une partie de la législation d'ensemble organisant les impôts cédulaires sur les revenus. Or, revenu n'est pas forcément synonyme de bénéfice. Une société qui possédait un immeuble dont la valeur au bilan est de 800.000 francs, vend cet immeuble 1.000.000. Elle a réalisé un bénéfice de 200.000 francs. Peut-on appeler ce bénéfice un revenu ?

Le revenu a un caractère de périodicité que l'on ne retrouvera pas dans cet élément de bénéfice. Selon les partisans de la thèse du compte d'Exploitation, ne peuvent être considérés comme revenus « que les bénéfices d'exploitation, parce que ce sont des gains périodiques et renouvelables, dus à la mise en œuvre d'un capital durable » (1).

(1) E. ALLIX. — *Traité de législation financière*. 6^e édition, 1931.

On dira bien que l'impôt s'appelle « impôt cédulaire sur les bénéfices industriels et commerciaux ». Mais une plus-value sur des immobilisations résulte-t-elle de l'exploitation d'un *commerce* ou d'une *industrie*, si ces immobilisations ne constituent pas l'objet direct de cette exploitation ? Certes non.

Le deuxième argument n'est guère plus déterminant. Si la loi exige la production du compte de Pertes et Profits, cela ne veut pas dire qu'il s'agisse simplement de relever, pour le taxer, le solde de ce compte. Le compte de Pertes et Profits englobe le compte d'Exploitation. Dans l'esprit du législateur, c'est le compte de Pertes et Profits qui devait donner le chiffre des bénéfices, mais cela ne veut pas dire qu'il ait entendu imposer sans discrimination des revenus et des « gains en capital » (1).

Bien que le Conseil de Préfecture de la Seine (24 mars 1924) ait fait échec à la conception de l'Administration, celle-ci a adopté une jurisprudence participant des deux thèses mais bien peu cohérente :

Si l'entreprise est en fin d'exploitation, une plus-value réalisée sur un des éléments de l'actif autre que les marchandises ne sera pas imposable parce qu'il s'agit d'un gain de capital.

Si, au contraire, cette plus-value se réalise en *cours* d'exploitation et si elle a donné lieu à un encaissement effectif en espèces ou créances, elle est imposable parce que déterminée par le fait même de l'exploitation.

(1) JACQUES CHARPENTIER et JACQUES HAMELIN. *Traité pratique des bilans*. Paris, 1930.

C'est là une solution bien étrange. Voilà donc un élément d'actif qui de capital se transforme en revenu par la seule vertu de l'époque à laquelle on le réalise !

A la suite de l'arrêté du Conseil de préfecture de la Seine, l'Administration avait fait sienne cette thèse mitigée. (Décision Caillaux du 15 septembre 1925.)

La thèse de l'Administration est exprimée dans l'instruction générale du 31 janvier 1928, aux termes de laquelle « le bénéfice net d'une exploitation pour une année ou un exercice déterminé, est l'excédent du bénéfice brut sur les frais et charges ayant grevé l'entreprise pendant l'année ou l'exercice envisagé ».

Le fisc prendra donc les colonnes de droite (crédit) du compte de Pertes et Profits, en déduira celle de gauche et, sur la différence, établira l'impôt sans s'occuper de savoir si certaines sommes portées au crédit de Pertes et Profits sont bien des bénéfices industriels ou commerciaux. Chose paradoxale, l'Administration fera déclarer à l'entreprise des bénéfices qui auront parfois tout le caractère des bénéfices fictifs que la loi de 1865 apprécie sévèrement ainsi que nous aurons l'occasion de le voir par la suite.

Appréciation fiscale du bénéfice imposable.

Il n'entre pas dans le cadre, nécessairement restreint, de notre étude d'exposer dans leurs détails toutes les questions relatives à l'imposition des bénéfices industriels et commerciaux. Qu'il nous suffise de connaître dans ses grandes lignes l'application de la thèse administrative telle qu'elle résulte de la pratique actuelle.

L'accord est unanime en ce qui concerne la déduction des frais généraux et des charges (impôts, loyers, etc.). Les discussions portent principalement sur les questions relatives à l'amortissement, aux provisions et aux réserves.

Les amortissements sont déductibles, c'est-à-dire peuvent figurer dans les charges. Dans quelle mesure? L'instruction du 30 mars 1918 répond : « dans la mesure où ils correspondent à la dépréciation effective des éléments d'actif qu'ils concernent ». (Egalement, réponse du ministre à la question écrite posée par M. Falcoz, député, *J. O.* 15/1/1925.)

Cela veut dire que si un immeuble vaut 50.000 francs et que la durée de la société soit de 50 ans, on écrira chaque année :

Pertes et Profits	1.000	
à Amortissement immeuble.....		1.000

Cela paraît la logique même et, en temps normal, en période de stabilité de la monnaie, commune mesure de valeur, rien de plus naturel. La question peut devenir plus complexe dès que l'on traverse des périodes au cours desquelles la monnaie subit des fluctuations.

Les amortissements sont donc déductibles.

Les provisions sont également déductibles. L'exercice en cours a des frais à payer sur l'exercice suivant. Il serait injuste de considérer ces frais comme des bénéfices, puisque en fin de compte leur règlement entraînera une perte d'actif. On passe donc :

Pertes et Profits	1.000	
à Provision.....		1.000

Mais il est logique d'exiger que cette provision disparaisse, par règlement, au cours d'un exercice subséquent. Sans quoi il y aurait fraude à l'impôt.

Enfin, *les réserves (même légales)* ne sont pas déductibles. Ce sont bien, quoique non distribués, des bénéfices, ils résultent de l'exploitation. Il y aurait cependant lieu de faire une distinction entre les réserves formées par les bénéfices proprement dits provenant de l'exploitation et les réserves spéciales renfermant la plus-value d'une immobilisation. Dans ce dernier cas, on soutiendrait avec peine qu'il s'agit de bénéfices industriels et commerciaux. Ce n'est pourtant pas l'avis du Fisc.

De longues controverses ont pu s'établir au sujet de l'appréciation fiscale des bénéfices nets, de la détermination exacte des valeurs figurant au bilan lorsque ces valeurs ont dû être mesurées avec un étalon variable, la monnaie dépréciée.

SECTION IV. — *La réévaluation des bilans et le bénéfice imposable.*

Dans une économie normale, des circonstances extérieures peuvent amener des transformations dans les postes d'un bilan, transformations qui se manifestent en plus ou en moins sur la valeur des postes considérés. Mais si on parle de *valeur* il faut entendre que nous avons un étalon de mesure. Cet étalon, c'est la monnaie. Nous sommes en période normale, avous-nous dit. Cet étalon est invariable par sa nature même.

Mais dans une période troublée, la monnaie se dépréciant, mesurer ces valeurs équivaldrait à comparer des longueurs avec un mètre en caoutchouc. Une

entreprise a acheté en 1914 un terrain pour 100.000 francs, elle en achète un autre en 1920 pour 100.000 francs, et un troisième pour 100.000 francs en 1929. A son bilan, elle portera :

Terrains 300.000. »

Elle aura par conséquent additionné des francs de Germinal avec des francs qui vaudront 1,76 fois plus que ceux de la loi de 1928 et des francs stabilisés. Si l'on voulait vraiment prendre une commune mesure, la valeur du franc 1928, par exemple, il faudrait écrire :

Terrain n° 1	492.000
Terrain n° 2	176.000
Terrain n° 3	100.000
Total.....	768.000

faute de quoi on s'exposerait à faire « une opération aussi vide de sens que si l'on additionnait ensemble des florins, des livres, des pesetas et des marks, sans prendre soin de les ramener à une commune expression ». (Allix. *La réévaluation des bilans, le Fiduciaire de France*, page 9, cité par Poupart Lafarge, Paris, 1932.)

Lors de la dépréciation presque générale des monnaies, le problème s'est posé avec une grande acuité : on ne pouvait pas juger sur des bilans entachés d'erreurs aussi graves que celles entraînées par la dépréciation de la commune mesure.

La question s'est posée également sous un autre aspect : celui des amortissements.

« Même, en échappant à toute règle fiscale, il est impossible de supposer qu'une entreprise amortira ses

immobilisations pour un chiffre supérieur à celui qui figure à son actif. » (J. Hamel : *La réévaluation des bilans*, Paris, 1929.) En effet, au bout de la dixième année d'exploitation, une machine qui sera complètement amortie ne donnera plus lieu à des amortissements supplémentaires.

Si donc, dans le temps que l'on amortit une immobilisation, l'étalon monétaire perd de sa valeur et que l'on veuille reconstituer ces immobilisations, les sommes des amortissements que nous aurons inscrites au passif ne suffiront plus à cette reconstitution, dès lors que nous aurons amorti sur la base du prix d'achat en monnaie ancienne.

Et il n'est pas possible d'opposer à ce raisonnement l'argument du remplacement des amortissements par des réserves. Si les amortissements étaient des réserves, on les appellerait des réserves. Les amortissements jouissent d'une exemption de l'impôt, au contraire des réserves. Celles-ci peuvent être limitées par la convention sociale, ceux-là ne le sont que par les valeurs à amortir.

M. Hamel note, déjà avant la circulaire du 25 janvier 1930, que la réévaluation ne pourra jouer qu'en faveur d'entreprises prospères qui pourront, sur leurs bénéfices, faire les prélèvements nécessaires à la constitution d'un fonds d'amortissements en rapport avec le chiffre des immobilisations. Au contraire, dans des entreprises moins saines, la réévaluation ne pourrait que créer des illusions sur l'importance de l'actif, sans laisser espérer sur les bénéfices à venir des amortissements suffisants.

La crise actuelle semble bien avoir apporté à cette thèse une confirmation.

En fait, la réévaluation doit être laissée à l'appréciation des chefs d'entreprise. Car l'avantage, purement comptable, que l'on aurait à la réévaluation aurait en contre-partie, pour beaucoup, de graves conséquences, en raison des erreurs d'appréciation qu'elle entraînerait sur le crédit des entreprises. (En ce sens, J. Hamel, *op. cit.* Quesnot, *Administration financière.*)

Si l'on songe à la théorie fiscale du bénéfice, on peut comprendre que l'administration ait eu intérêt à préconiser cette réévaluation.

L'administration avait fixé son point de vue avant la circulaire du 25 janvier 1930 :—

1° En ce qui concerne les *immeubles*, les plus-values provenant d'une « simple majoration comptable » et qui sont constatées par l'inscription au passif d'une réserve équivalente ne sont pas taxables.

Une même solution est admise au cas de cession en fin d'exploitation pour la plus-value d'un fonds de commerce. Cette solution a été adoptée à la suite de l'arrêté du Conseil de préfecture de la Seine (déjà cité) du 23 mars 1924, qui voyait dans cette plus-value un simple accroissement de capital non taxable.

En revanche, sont considérées comme des bénéfices « les plus-values qu'une entreprise industrielle ou commerciale réalise en cours d'exploitation sur les éléments divers de son actif immobilisé ».

Nous avons vu ce qu'il fallait penser d'une telle incohérence ;

2° Pour le *stock* et le *portefeuille* toute plus-value est sujette à l'impôt.

L'administration avait prétendu imposer la réévaluation obligatoire du stock. Devant la résistance opposée, notamment par les industries textiles, l'Administration a consenti à atténuer la rigueur du principe. (Convention du 14 janvier 1927.)

Le point de départ sera la « moyenne des trois cours bas », enregistrés entre 1890 et 1914.

Cette moyenne sera majorée dans la proportion du franc par rapport au dollar, le contribuable ayant la latitude de choisir entre le cours moyen du dollar pendant l'année commerciale et le cours moyen du dollar pendant le mois ayant précédé l'inventaire. Coefficient maximum 5.

Le coefficient ainsi calculé sera appliqué au stock existant en fin d'exercice et une décote de 20 % pourra être appliquée au chiffre obtenu.

Malgré cette transaction, l'Administration n'en reste pas moins fidèle au principe de réévaluation obligatoire.

D'après l'Administration, les stocks et le portefeuille seraient destinés à procurer directement des bénéfices, de sorte que leurs plus-values doivent être taxées.

Ce raisonnement pêche, parce que l'Administration n'a d'autre préoccupation que de prouver le bien-fondé de ses taxations. Un portefeuille — sans parler des banques dont c'est en partie l'objet même de l'exploitation — n'est qu'un placement des réserves.

Et même en ce qui concerne le stock, le raisonnement de l'Administration se défend mal. Car le pré-

tendu bénéfice compris dans le stock n'est pas encore « réalisé ».

Le stock enregistre une plus-value. Qui peut certifier que dans deux mois, au moment où il sera liquidé cette plus-value existera encore. Et l'impôt aura été payé sur un bénéfice illusoire.

La théorie du stock-outil, si elle était adoptée, devrait faire admettre pour le stock les mêmes conclusions que celles qui sont appliquées aux immobilisations.

« La notion de stock-outil n'est pas une notion purement théorique inventée par les hommes de doctrine pour justifier une évaluation réduite des approvisionnements. C'est une notion essentiellement pratique que connaissent bien tous les hommes d'affaires soucieux de faire fonctionner un commerce ou une industrie. » (J. Hamel, *op. cité.*)

De même qu'une entreprise ne pourrait fonctionner sans les immobilisations nécessaires, elle ne pourrait non plus « tourner » sans un stock minimum nécessaire au renouvellement. Quand l'entreprise a fabriqué, elle vend, elle écoule. Pendant qu'elle écoule, il faut qu'elle fabrique. Pendant qu'elle fabrique, elle doit avoir un stock prêt à entrer en fabrication. Le forgeron a deux outils essentiels : le marteau et l'enclume. Sur quoi frapperait-il sans enclume ? Les machines de l'entreprise ont besoin d'un « outil » complémentaire, c'est ce stock minimum, « le stock-outil ».

Ce principe consacré par les lois du 17 avril 1919 sur les dommages de guerre et du 31 juillet 1920

réglementant la contribution extraordinaire sur les bénéfices de guerre met en lumière la faiblesse des prétentions de l'administration ;

3° Si les immobilisations sont sujettes à réévaluation, il n'en est pas de même des *amortissements*. En effet, pour l'administration, les amortissements ne doivent pas avoir pour base le prix de remplacement mais le prix de revient, par conséquent la réévaluation ne pourrait porter sur les amortissements déjà effectués.

Cependant, les amortissements devraient avoir pour but la reconstitution des immobilisations. Faute de quoi on en arrive à entamer le capital et toute distribution de bénéfices équivaldrait à la répartition de dividendes fictifs.

Voici un sérieux avertissement à ceux qui croiraient à l'existence du Droit tout court. Le fisc se charge de leur démontrer qu'à côté de ce Droit il existe encore un droit fiscal. L'administrateur obéira-t-il aux règles de celui-ci, il est menacé par les sanctions du droit commercial. Veut-il agir en conformité avec la loi des sociétés, il faudra qu'il paie cette faveur d'une taxe sur de prétendus bénéfices.

En résumé, la réévaluation comprise par l'administration, si elle autorise une exemption sur les plus-values des immobilisations, grève lourdement les plus-values provenant du stock et les amortissements des immobilisations.

L'administration a donné une consécration à sa théorie dans la circulaire du 25 janvier 1930 :

Economie de la circulaire :

Faculté est laissée aux entreprises de réévaluer ou non; le moment de la réévaluation est également laissé à leur approbation.

Le principe de l'amortissement calculé sur le prix de revient est maintenu.

La réévaluation est limitée aux seuls actifs amortissables. Leur prix de revient est corrigé suivant un coefficient variant avec l'année de l'entrée dans l'exploitation de l'immobilisation à amortir. La base étant la valeur du franc-1928, ces coefficients s'établissent comme suit :

1914	4,92
1915	4,36
1916	4,29
1917	4,42
1918	4,67
1919	3,49
1920	1,76
1921	1,88
1922	2,07
1923	1,54
1924	1,31
1925	1,20
1926	1, »

C'est-à-dire que l'immobilisation ayant coûté 10.000 francs et entrée dans l'exploitation en 1919 sera portée pour 34.900 francs. Ce prix sera la base d'amortissements complémentaires. Ceux-ci seront déterminés sur la partie non amortie du prix de revient corrigé. C'est-à-dire que, si en 1929 ce poste est amorti à concurrence de 5.000 francs, nous aurons à l'actif :

$$\text{Immobilisations } 10.000 \times 3,49 = 34.900.$$

$$\text{et au passif, } 5.000 \times 3,49 = 17.450.$$

Il restera donc à amortir 17.450 francs en franchise de l'impôt au lieu de 5.000 si la réévaluation n'avait pas été faite.

Ces réévaluations sont limitées aux actifs acquis avant le 1^{er} janvier 1926. Quant à l'affectation des plus-values, la circulaire maintient les positions antérieures, positions dont nous avons pu apprécier le peu de sens juridique :

Les plus-values constatées, mais non réalisées, sont exonérées tant qu'elles ne sont pas l'objet d'une appropriation individuelle. La distribution d'actions gratuites ou l'augmentation de la valeur nominale des anciennes actions est réputée appropriation individuelle.

Pour les plus-values réalisées par une vente au cours de l'exploitation, la circulaire distingue :

Les actifs réévalués vendus en cours d'exploitation sans avoir fait l'objet d'une appropriation antérieure ; la plus-value correspondant à la dévaluation monétaire est exonérée si elle est réinvestie. Si la plus-value a été l'objet d'une appropriation antérieurement à la vente, elle entre dans le calcul du bénéfice imposable.

Enfin, les plus-values réalisées en fin d'exploitation sont un gain du capital et, comme tel, ne sont pas imposées à la cédule des bénéfices. Et, ajoute la circulaire, cette solution est applicable aux cessions totales ou partielles, sauf si les cessions partielles ne constituent pas des ventes séparées d'éléments d'actif.

Le système français n'est pas un encouragement sérieux à la réévaluation des bilans. Outre qu'il ne résulte que de décisions administratives sans fixité

assurée, il procède d'un principe de fiscalité abusif et ramène toute sa logique au « rendement maximum », au mépris parfois des notions juridiques élémentaires.

L'étranger, qui nous avait devancés dans la stabilisation de la monnaie, s'est trouvé amené à traiter la question avant nous.

En Belgique, comme en France, la réévaluation a été proposée par l'Administration; elle l'a fait en trois circulaires des 6 avril, 16 juillet, 21 octobre 1927 et 15 février 1928. La réévaluation est également facultative et s'applique aux bilans clôturés du 30 juin 1926 au 30 juin 1927.

Les entreprises peuvent calculer, en franchise de l'impôt et sous certaines conditions, les amortissements de l'actif. Il faut qu'il s'agisse d'installations et outillages périssables par nature. L'amortissement sera calculé en fonction du *prix de remplacement*. Il faut qu'il s'agisse d'actif propre à l'entreprise. Et les amortissements ne pourront être consentis qu'à concurrence de 50 % du « prix de revient nouveau raisonnablement déterminé ».

L'intérêt de la réglementation belge c'est l'application de la théorie du stock-outil, car le stock est sujet à l'amortissement comme une immobilisation.

Enfin, cette plus-value ne devra, en aucun cas, être considérée comme un bénéfice distribuable.

L'expérience la plus cohérente est sans doute celle de la Tchécoslovaquie. Ici, les mesures adoptées ont un caractère définitif. C'est une loi, cette fois, qui régit la question. C'est la loi du 15 mai 1927.

Le professeur Englis fut la cheville ouvrière de ce système complet de réévaluation.

Cette réévaluation, qui est facultative, porte sur les postes sujets à l'amortissement.

Les postes qui n'ont pas de valeur vénale sont estimés librement, mais il leur est imparti un maximum : c'est la valeur de revient, moins l'usure.

Les postes qui ont une valeur vénale sont évalués librement avec comme limite « la valeur commune ».

Emploi de la plus-value :

La plus-value est destinée à une réserve spéciale, ou à une augmentation du capital social, ou encore à une solution mixte. Après quinze ans, la société reprend la libre disposition des plus-values. En tout cas, au bout de cinq ans, cette réserve doit aboutir à une augmentation du capital, car les réserves ne doivent pas dépasser 25 % du capital.

Si les entreprises ont été constituées pendant la période d'inflation, la réévaluation aboutit à des moins-values qui portent sur le fonds global des réserves sans que ce fonds puisse, en aucun cas, être inférieur à 10 % du capital.

La loi tchèque a voulu encourager les réévaluations et a libéralement édicté des exonérations sur les plus-values, sur l'amortissement des postes réévalués, etc. Et c'est, de toutes les réglementations sur la matière, la loi tchèque qui a atteint le plus sûrement son objet.

En France, la réévaluation eût été désirable si la loi avait rassuré les industriels sur son caractère durable d'une part, et si d'autre part le fisc s'était mon-

tré plus juriste et plus libéral. Telle qu'elle a été réglementée elle a permis à quelques entreprises d'enfler démesurément leur actif apparent et de procéder, de complicité avec l'administration, à la répartition de bénéfices illusoires.

SECTION V. — *Le bénéfice social maximum.*

Les dividendes fictifs.

Si, à l'égard de l'impôt et encouragés par une fiscalité excessive, des particuliers et des sociétés ont intérêt à masquer une partie de leurs bénéfices, dans d'autres cas il peut paraître avantageux à des administrateurs peu scrupuleux de faire miroiter aux yeux du public des placements avantageux, en faisant ressortir au bilan des bénéfices substantiels. De la sorte, ils espèrent — dans les moments difficiles — obtenir de l'assemblée le renouvellement de leur mandat et pouvoir attendre des temps meilleurs. Parfois aussi il s'agit, et la fraude est plus grosse de conséquences, de donner aux actions une valeur qui ne correspond pas à la réalité et « passer la main » à de nouveaux actionnaires, alléchés par les bénéfices annoncés. Cette manœuvre constitue le délit de distribution de dividendes fictifs.

La loi du 15 juillet 1856, article 3, applique les peines de l'article 405 du Code pénal aux « gérants qui, en l'absence d'inventaires ou au moyen d'inventaires frauduleux, ont opéré entre les actionnaires la répartition de dividendes non acquis à la société ». Il s'agit de sociétés en commandite par actions.

Ce sont à peu près les mêmes dispositions, en ce qui concerne les sociétés anonymes, que l'on trouve dans

la loi du 23 mai 1863 « à l'égard des administrateurs qui, en l'absence d'inventaire ou au moyen d'inventaires frauduleux, ont opéré ou laissé opérer sciemment et sans opposition la répartition de dividendes non réellement acquis ».

Enfin, la loi du 24 juillet 1867 prévoit, dans ses articles 15 et 45, sans préjudice des peines édictées par l'article 405 du Code pénal, un emprisonnement de un à cinq ans, une amende de 50 à 3.000 francs et facultativement l'interdiction des droits de l'article 42 du Code pénal à l'encontre des « gérants, qui, en l'absence d'inventaires ou au moyen d'inventaires frauduleux, ont opéré entre les actionnaires, la répartition de dividendes fictifs ». (Art. 15.30) et à l'encontre des « administrateurs qui, en l'absence d'inventaire ou au moyen d'inventaires frauduleux auront opéré la répartition de dividendes fictifs ».

Dans la loi de 1856, il est question de « dividendes non acquis à la Société » ; dans la loi de 1863 de « dividendes non réellement acquis » et dans la loi de 1867 de « dividendes fictifs ».

Les trois expressions ne sont guère plus significatives les unes que les autres. La loi de 1856 impliquait bien une notion d'appropriation de la chose d'autrui ; « dividendes non acquis à la société » indique que si ces dividendes sont mis en distribution, ils le sont indûment puisqu'ils n'appartiennent pas à la Société. La loi de 1863 laisse supposer que ces dividendes pouvaient paraître « acquis à la Société ». Enfin, le texte de 1867 emploie, sans la définir exactement, l'expression « dividendes fictifs ».

Tout d'abord on ne peut, étant donné un bilan, distribuer plus de bénéfice que ce document n'en laisse apparaître soit au poste des Pertes et Profits, soit aux réserves constituées sur des bénéfices passés. Sans quoi on porte atteinte au capital, c'est-à-dire au gage des tiers. Et on ne saurait procéder ainsi sans attirer l'attention des intéressés. Pour que ceux-ci ne soient pas mis en mesure de sauvegarder leur droit, les administrateurs peu scrupuleux seraient donc tentés de procéder à la répartition des prétendus bénéfices, soit avant l'inventaire, soit en apportant à celui-ci des modifications frauduleuses.

C'est ce que la loi a voulu empêcher.

Nous verrons par la suite que deux dérogations graves ont été apportées aux principes établis par la loi : la pratique de l'acompte payé avant l'inventaire (parfois un an avant) et celle de l'intérêt aux actions (payable parfois en dehors de tout bénéfice). Ces deux pratiques justifiées par les nécessités économiques, ont été validées largement par la jurisprudence.

Essayons de dégager des textes la notion de dividende fictif.

Le dividende fictif est le dividende annoncé en l'absence d'inventaire ou, si l'inventaire a été dressé, c'est le dividende annoncé sur des bénéfices irréels, existant en écritures au bilan mais n'ayant pas une contrepartie effective dans l'actif de la Société. Si à cette notion s'en ajoutent deux autres, la mauvaise foi des administrateurs et la répartition effective, nous obtenons la définition en quelque sorte légale du délit de distribution de dividendes fictifs, telle qu'elle ressort

de l'analyse de l'article 45 de la loi. (En ce sens : E. Nourrissat, Dijon 1906.)

Les dividendes répartis avant l'inventaire sont présumés fictifs jusqu'à ce que l'inventaire ait confirmé les bénéfices de l'exercice. Si, après leur répartition, l'inventaire annonce des bénéfices, ces dividendes se trouveront validés, car on ne saurait pousser trop loin la rigueur des textes.

A l'heure actuelle, de grandes entreprises, les Compagnies de chemins de fer, la Banque de France, la Société Générale, etc., mettent en paiement un acompte sur le dividende, mais ce n'est pas sans produire un état de situation très complet. Encore faut-il que cet état de situation soit sinon aussi complet que l'inventaire dont il n'est qu'une très vague figuration, mais au moins sincère.

La cour de Lyon (12/3/1885. D. 1886. II. 137) a refusé de valider le paiement d'acomptes opéré sur simple production d'une situation présentant des erreurs si grossières « qu'il était difficile de les croire involontaires » (Affaire de la Banque de Lyon et Loire). Le Conseil de la Société incriminée voulait attirer, par le paiement de dividendes, des souscripteurs en vue de l'augmentation de son capital social.

Quelle forme devra revêtir l'inventaire ? La jurisprudence n'attache pas à la forme une importance essentielle. Elle demande un état détaillé et complet, « un état détaillé, un relevé complet et sincère de tout élément d'actif et de passif » (Trib. de la Seine 29/4/1885 — *Revue des Sociétés* 1885. 422).

L'inventaire doit être nécessairement exact. Toutes

les valeurs y portées doivent être estimées avec sincérité, suivant les règles d'estimation en usage.

Les valeurs du portefeuille, par exemple, devront figurer avec leur estimation soit au cours du jour, soit au cours de revient, et avec l'indication de la base d'estimation.

Les créances devront être appréciées à leur juste prix. Un inventaire pourrait porter 100.000 francs de créances douteuses dans un poste « Réalisables 1.000.000 ». Si ces créances sont définitivement irrécouvrables, ce sera un chiffre de 100.000 qui amputera les bénéfices. Et s'ils ont été distribués, on pourra dire qu'ils l'auront été au moyen d'un inventaire inexact.

Les immobilisations ont-elles été raisonnablement amorties ? Si pour distribuer un dividende on omet volontairement l'amortissement des immobilisations, on aura porté atteinte au capital, les actionnaires se seront octroyés leur revenu sur leur capital puisqu'en fin de compte on sera bien obligé de prélever sur ce capital la part d'amortissements incombant à l'exercice.

L'inventaire sera inexact soit parce que l'on aura majoré indûment l'actif [plus-value fictive (*v. ci-dessous*), immobilisation non amortie, surévaluation du stock, des créances, du portefeuille] — soit parce que l'on aura réduit le passif. Ici les sources d'inexactitudes sont moins nombreuses. On ne pourra pas porter atteinte au capital sans une publicité qui permettrait aux tiers de prendre certaines mesures de protection. Il n'y aurait de possible que la sous-évaluation de certaines dettes de la société, dettes contractées en monnaies étrangères, dettes litigieuses,

dettes résultant d'une livraison de marchandises à effectuer.

Quoiqu'il en soit, la jurisprudence édicte les règles d'évaluation suivantes, en ce qui concerne les postes de l'actif.

Les apports en nature doivent être évalués à leur valeur de réalisation et, au moment de l'inventaire, il doit être tenu compte des dépréciations subies. (Tribunal correctionnel de la Seine : 9 avril 1885. *Journal des Sociétés*, 1890. 217.)

De même en est-il des éléments d'actif acquis par la société en cours d'exploitation. Il se pose à ce sujet la question de savoir quand une plus-value peut être considérée comme « acquise » à la société. Nous avons réservé cette question qui sera étudiée dans la section prochaine.

Les éléments d'actif, dont la valeur est basée sur le crédit personnel du débiteur, devront être appréciés raisonnablement, suivant ce crédit. Une créance de 10.000 francs vaudra 10.000 francs s'il s'agit d'une traite acceptée par un débiteur solvable et tenant ses engagements. Est-il besoin d'ajouter que nous serons loin de compte si le débiteur se trouve en faillite ou en liquidation judiciaire ?

En ce qui concerne les marchandises, l'inventaire, pour être exact, devra faire le départ entre les marchandises dépréciées qui seront dévaluées et les marchandises ayant cours, pouvant être passées sur le marché. Encore celles-ci, suivant leur nature seront dévaluées en raison des variations de la mode, de leur dépréciation.

C'est ainsi qu'il est de règle de dévaluer de 20 % le chiffre du stock. En admettant même que le stock fût apprécié avec exactitude, le chiffre fort porté à l'inventaire entraînerait la détermination d'un bénéfice inexact.

Naturellement, l'inventaire inexact donne un bénéfice inexact, mais n'entraîne pas obligatoirement le délit de distribution de dividendes fictifs. Il faudrait, pour cela, que l'inventaire ait été dressé volontairement inexact. Une erreur faite de bonne foi est très possible, ne s'agirait-il que d'une erreur de calcul.

Enfin, il faut que les dividendes aient été mis effectivement en répartition pour que l'on puisse parler de dividendes fictifs. Si, après le vote par l'assemblée, les administrateurs s'opposaient à leur mise en paiement, il manquerait un élément pour constituer le délit de dividende fictif : la mise en distribution.

SECTION VI. — *La jurisprudence.*

La question s'est souvent posée dans la pratique de savoir quand on pouvait considérer les bénéfices comme définitivement acquis. La jurisprudence s'est trouvée très longtemps hésitante.

Dans un premier système, dit *de la plus-value*, elle a considéré comme distribuable « tout excédent même non réalisé, s'il est prévu avec certitude ». (Bordeaux 21/1/1857. D. 1857. II. 130. 30/7/1901. *Journal social* 1902/29. Affaire Mires. Cass. 28/6/1862. D. 1862. I.305. Req. 7/5/1872. D. 1872. 1.233.)

Ce système s'est heurté, dans l'affaire Mires au système dit de l'Encaissement.

Mires qui dirigeait la « Caisse des Chemins de fer », société de crédit et de banque, avait été condamné par le Tribunal de la Seine pour avoir commis dans sa gestion divers actes constitutifs des délits d'abus de confiance et d'esroquerie. Entre autres, il avait distribué des dividendes que le Tribunal de la Seine avait, dans son jugement du 11 juillet 1861, considérés comme fictifs. Mires avait englobé dans ses bénéfices des plus-values réalisées sur des titres des Chemins de fer romains et des Chemins de fer de Pampelune, alors que ces bénéfices n'avaient pas encore été encaissés. La Cour de Douai à laquelle la Cour suprême avait renvoyé l'affaire après cassation d'un arrêt de Paris, pour vice de forme, a statué sur ce point, en déclarant que Mires pouvait compter dans ses bénéfices la plus-value escomptée sur ses opérations avec les Chemins de fer de Rome et de Pampelune. Peu importait que la plus-value fût réalisée ou non du moment que la convention passée permettait de l'escompter avec assez de certitude. Sur pourvoi du ministère public, ce point de vue ne fut pas admis. Après réquisitoire du procureur général Dupin, la Cour déclare « qu'il ne suffit pas que le bénéfice se fonde sur une convention qui l'assure; qu'il faut qu'il soit complètement réalisé; qu'il n'est acquis à la société... qu'autant qu'il est le résultat d'une action accomplie ».

Selon le procureur général Dupin, l'exploitation commerciale étant basée sur une succession de contrats, il ne pouvait être question de bénéfices commerciaux, que du jour où, par la vertu d'une convention, une valeur de nature différente a succédé à la valeur primitive. Celle-ci peut être, du fait de la con-

vention, une créance non monnayée. Elle ne devient bénéfice que du jour où une autre créance irrévocable, des valeurs, des effets l'ont remplacée, autrement dit, lorsqu'elle a été monnayée. Le système du procureur général Dupin et de la Cour de cassation n'est autre que le système de l'Encaissement adopté par la jurisprudence jusque vers 1865.

Delangle (*Traité des sociétés de commerce* N^{os} 354 et suivants) définissant les bénéfices avant même que les lois de 1856-1863 et 1867 n'en eussent traité, ne voyait de bénéfices distribuables dans l'excédent d'actif sur le passif qu'autant que cet excédent serait représenté par des deniers en caisse ou par des valeurs d'un recouvrement « certain et immédiat » (1). L'auteur anonyme de l'article Société, dans le *Répertoire alphabétique de jurisprudence générale Dalloz* (N^o 1390) s'appuie sur Delangle et ajoute cette formule expressive « l'espérance d'un bénéfice n'est pas encore un bénéfice ».

Dans son rapport au Corps législatif, sur la loi du 23 mai 1863, Du Miral dit : « On a voulu exprimer ainsi les bénéfices qui ne peuvent plus échapper à la société, qui ne sont plus à l'état de simple éventualité, quelle qu'en soit la vraisemblance, dont aucun coup du sort, excepté une insolvabilité imprévue ou une destruction fortuite, ne peut plus priver la société. Sans doute, il ne sera pas nécessaire que le bénéfice ait été encaissé. Il pourra résulter d'une valeur, d'une traite ou même d'une simple créance pourvu qu'elle soit réputée bonne, non susceptible de discussion et de

(1) De même Molinier — *Droit commercial* n^o 556 — Bédarride, *Sociétés*, n^o 231.

nature, suivant l'usage du commerce, à figurer à l'actif. »

Evidemment, cette dernière phrase apporte une atténuation au système pur et simple de l'Encaissement.

Certes, ce système satisfait au point de vue comptable. Il est plus en harmonie avec les inscriptions de la comptabilité, mais il n'est pas assez souple et ne répond pas à la vérité juridique.

Un troisième système demande seulement que la plus-value soit d'une réalisation certaine et prochaine.

Dans l'affaire de la *Société immobilière*, les administrateurs de cette société pour faire monter les actions qu'ils possédaient et s'en dessaisir au cours le plus haut, avaient incorporé à leurs bénéfices des plus-values qui étaient loin d'être réalisées. Dupré-Lasalle, premier avocat général, dans son réquisitoire, disait : « Une plus-value sur le premier article, c'est-à-dire la valeur supposée acquise par les immeubles, en sus du prix de revient, ne peut être connue que lorsque les immeubles seront vendus. Jusque-là, ce qui est certain, c'est qu'elle n'est pas un produit ; elle ne donne pas lieu à une recette : elle ne peut pas servir à payer une dépense. On ne paye pas une dette avec une plus-value, avec une hypothèse, avec une espérance. Donc, elle ne doit pas figurer au compte de Profits et Pertes. »

Cependant la Cour d'appel de Paris ne semble pas avoir suivi l'avocat général jusqu'au bout de sa théorie : « Les règles ordinaires, dit-elle, ne réputent bénéfices susceptibles d'être mis en distribution que ceux qui sont certains, provenant d'opérations accomplies,

encaissées ou d'un encaissement prochain, et pouvant être jugés équivaloir à des espèces en caisse. » (Paris 16/4/1870. D. 1870. II.125.)

Par conséquent, il est admis que des bénéfices d'un encaissement prochain puissent être distribués. Mais la Cour de Paris ne précise pas ce qu'elle entend par *certain*, ni par *prochain*. Elle ajoute bien « pouvant être jugés équivaloir à des espèces en caisse ». Mais en matière commerciale, en matière comptable, il est admis que des traites acceptées valent des espèces en caisse. Cependant les éventualités de faillite ne sont pas exclues. Il faudrait donc apporter à l'appréciation des valeurs représentatives des plus-values un jugement sûr, inattaquable.

L'arrêt de la chambre des requêtes, rejetant le pourvoi des administrateurs de la société attaquée confirme sur ce point la théorie de la Cour de Paris et déclare qu'on ne saurait inclure dans les bénéfices des sommes qui, bien que figurant des créances certaines, sont d'un encaissement trop éloigné (deux ans) pour justifier la distribution d'un dividende.

Actuellement, la jurisprudence est basée sur l'arrêt de la Cour de Paris et l'arrêt de la Cour suprême précités en exigeant que le délai d'encaissement soit rapproché, qu'il s'agisse de valeurs « réalisées » ou « immédiatement réalisables ». (Affaire des Cargos. Tribunal de commerce de la Seine. Jugement du 4/6/1923, *Recueil de jurisprudence sociale*, Août 1923, page 248.)

Critique et applications

La jurisprudence est assez malaisée à suivre sur ce terrain. Comment peut-on apprécier le délai probable

d'encaissement? Qu'appelle-t-elle un bénéfice certain? La technique commerciale est, surtout à notre époque, bien en peine de fixer la part de certitude dans les bénéfices qu'elle escompte.

Pour M. Jacques Charpentier (1) le bénéfice existe « dès que le contrat d'où il est issu est définitif ».

De la première évaluation à la transaction, il y a plus-value.

De la transaction à l'encaissement, il n'y a pas d'augmentation de valeur.

La plus-value est due à la transaction et non à l'encaissement.

Du point de vue juridique sans doute, la transaction a monnayé la plus-value et permet d'escompter une rentrée. Mais, en pratique, il n'en est rien. Encore faut-il que la partie avec laquelle on passe la convention soit en mesure de tenir ses engagements. Cela devient donc une question de fait que d'apprécier la certitude du bénéfice, la qualité du débiteur, de même que l'imminence de l'encaissement et cette appréciation est laissée aux administrateurs responsables. Un effet de commerce à brève échéance et de bon aloi en représentation d'une vente dans laquelle s'est manifestée la plus-value serait une appréciation suffisante du bénéfice réalisé et la jurisprudence nous semble avoir, avec raison, laissé quelque souplesse à sa formule, afin de ne pas paralyser l'action des dirigeants de sociétés. Quelques applications ont été faites par la jurisprudence à l'appréciation du bénéfice, ou plutôt du caractère définitif de certaines plus-values :

Ainsi a-t-il été jugé par la Cour d'appel de Paris

(1) *Op. cit.*

dans l'espèce que nous avons déjà citée, que les plus-values sur des immeubles qui ne sont l'objet que de simples promesses de vente ne sauraient entrer en ligne de compte pour le calcul du bénéfice. (Paris, 16/4/1870. D. 1870. II. p. 121.)

Le même arrêt a jugé qu'on ne pouvait inclure dans le bénéfice distribuable la plus-value réalisée sur des immeubles dont la vente est effective, mais dont le prix n'est stipulé payable que par versements échelonnés sur 10, 15 et 20 ans.

Une autre application intéressante est celle faite par la Cour de Paris dans l'affaire de la *Banque nouvelle*.

Les administrateurs de cette banque avaient porté au compte des bénéfices une somme provenant d'une plus-value, fictive d'ailleurs, sur des titres en portefeuille cotés en banque. « Attendu, dit-elle, que ce bénéfice dépendant uniquement de la réalisation de titres qui n'avaient jamais été cotés en Bourse, mais seulement en banque... » Le fait donc de n'être cotés qu'en banque donnait à la réalisation de ces titres dont dépendait le bénéfice un caractère aléatoire qui ne rendait pas plausible sa répartition. (Paris 9/1/1888. D. 1889. II. 71.)

Le 9 mars de la même année, la Cour de Paris avait à apprécier la réalité d'un bénéfice de 1.000.000 de francs porté dans les Pertes et Profits de l'exercice, alors que cette somme résultait d'une créance litigieuse, définitivement acquise pendant l'exercice suivant. Elle a jugé que cette somme n'était pas définitivement acquise pendant l'exercice envisagé et ne pouvait donc donner lieu au prélèvement statutaire des administrateurs sur le bénéfice distribuable.

Quid, enfin, de la hausse des matières premières non encore utilisées dans la fabrication ou non vendues ? Si ces matières, à l'inventaire, sont évaluées au cours du jour, elles entraînent une inscription indirecte au compte de Pertes et Profits par le solde du compte d'Exploitation. Si elles n'ont pas été réalisées, la contrepartie des bénéfices se trouvant incluse dans le stock, au lieu de figurer dans les espèces en caisse, comment opérera-t-on la répartition ? En outre, si une hausse s'est produite, n'a-t-on pas à craindre en sens inverse une moins-value ?

La Cour de Riom a jugé que le bénéfice qui ne se trouvait inclus que dans une plus-value des matières premières et dans les économies réalisées sur le matériel et l'outillage ne pouvait être considéré comme un « excédent d'actif promptement réalisable ».

Cet arrêt a été critiqué par le rédacteur de la note sous l'arrêt alléguant, entre autres objections, que la liquidité de l'excédent d'actif importait peu, seule comptait la réalité.

La question est de savoir si l'on peut compter comme réels des bénéfices basés sur des données aussi peu stables que les cours de matières premières qui n'ont même pas trouvé un commencement de réalisation dans la fabrication (Chambre crim. 21/7/1898 sur arrêt de Riom 27/4/1898. S. 1901. I. 537.)

SECTION VI. — *A quel moment le bénéfice est-il distribuable ?*

Nous avons vu déjà que, selon le caractère même des sociétés, il ne devrait normalement pas être distribué de bénéfice lorsque la société est en cours d'ex-

exploitation. La société est constituée dans le but d'exploiter une entreprise, en vue de retirer de son exploitation des bénéfices. Une année peut être bénéficiaire, la suivante peut entraîner un déficit.

« Toute entreprise a des chances variables. C'est donc seulement à la dissolution d'une société qu'on peut savoir si elle a donné pour résultats des bénéfices ou des pertes. Ainsi, alors même qu'à un moment donné, pendant sa durée, il serait établi que des bénéfices ont été réalisés, on n'en pourrait pas conclure que ces bénéfices dussent être partagés actuellement, puisque ces bénéfices pourraient être annihilés par des pertes ultérieures. » (*Répertoire alphabétique de jurisprudence Dalloz*, Société, 386.)

Mais cela n'empêche pas la convention des parties et le même texte ajoute plus loin : « Les associés peuvent très bien convenir dans l'acte de société que chacun d'eux prendra, chaque année, une somme pour subvenir à ses besoins et à ceux de sa famille. » La convention n'est pas forcément expresse, elle peut être dégagée facilement de l'ensemble des stipulations de l'acte de société. (Pardessus, *Droit commercial*, tome 4, n° 1.000.)

Cette atténuation de la règle est due à une nécessité économique. Dans un siècle où le progrès de l'industrie est dû surtout à la facilité pour les capitalistes de faire « travailler » leurs disponibilités par le moyen des sociétés anonymes, on ne concevrait pas que les associés dussent attendre la dissolution de la société pour jouir du fruit de leur épargne. Rien n'aurait été possible de cette formidable mise

en commun des énergies, une des causes premières de notre intense développement économique.

Il est donc dans l'usage courant de procéder à une répartition annuelle des bénéfices, autant que leur montant le permet ; cela va de soi.

On pourrait croire, cependant, que cette répartition répondant à une nécessité de fait, mais n'ayant pas de fondement juridique, ne soit que précaire ; on pourrait admettre par exemple que les associés ayant touché, en périodes prospères, la part qui leur revenait sur les bénéfices réalisés pendant les époques considérées dussent rapporter ces bénéfices au cas, où, en fin de société, le résultat total se traduirait par une perte. Ce serait de bonne logique juridique : soit, vous avez eu besoin pour votre entretien durant le fonctionnement de votre société, de prendre votre part des bénéfices, mais elle ne vous était pas définitivement acquise, c'était une faveur qui vous était faite, mais à titre tout à fait précaire. Finalement, la société a subi une perte, il faut payer les derniers créanciers, vous devez rapporter à la masse les bénéfices hâtivement touchés. Le raisonnement juridique est inattaquable.

C'est le raisonnement d'un auteur, E. Persil, qu'a suivi la Cour de Paris dans l'affaire Cardon (Arrêt du 11/2/1911. Jurisprudence générale. Sociétés, note, p. 675). Dans les travaux préparatoires du Code de commerce, lors de la discussion de l'article 26, Bérenger avait proposé — en ce qui concerne les commanditaires — le rapport des bénéfices. Déjà à cette époque, la proposition fut vivement combattue.

En effet, si au point de vue juridique pur elle est inattaquable, cette mesure aurait, au point de vue

économique, un effet aussi désastreux que la répartition des bénéfices en fin de société seulement. Elle mettrait les associés dans un état d'inquiétude perpétuelle. Ils ont dépensé ou remployé l'argent provenant de leur part de bénéfices. A quoi servirait de leur en distribuer s'ils devaient les conserver en vue d'un rapport éventuel ? Autant vaudrait laisser les dividendes dans l'affaire. Voit-on une société ayant distribué des bénéfices en 1870 — ces bénéfices eussent-ils été fictifs — demander le rapport aux associés de 1934 lesquels ont pu hériter du titre de société et n'avoir pas hérité des dividendes ?

« Les bénéfices périodiques, faits pour être distribués et consommés, ne sont jamais sujets à restitution. » (Jur. générale, art. cité 1385.) A condition toutefois que ces bénéfices aient été retirés dans un temps « non suspect ». (En ce sens Cass. 14/2/1810. Jurisprudence générale sous Société 1385.)

Pour donner un caractère juridique à cette répartition annuelle on a recours, comme il a été dit ci-dessus, à une fiction : chaque exercice pris dans son universalité représente une société d'une durée équivalente à celle de l'exercice. Cette société est liquidée à la fin de chaque exercice, les associés prélèvent la part à laquelle ils ont droit des bénéfices réalisés ou rapportent une somme suffisante pour combler le déficit de la société. L'exercice suivant voit se reformer une nouvelle société avec un actif diminué ou augmenté de la perte ou du bénéfice reportés.

*
**

Ainsi le bénéfice distribuable se conçoit-il du solde *rigoureusement net* du compte de Pertes et Profits, ce

compte ne comprenant que des éléments définitifs, pouvant équivaloir à des espèces en caisse. Une fois distribués, ces bénéfices ne sauraient être l'objet d'un rapport s'ils ont été perçus de bonne foi, au vu d'un inventaire les justifiant. La loi de 1867 (art. 10, paragraphe 3) dispense du rapport même les dividendes fictifs, s'ils ont été distribués « conformément aux résultats de l'inventaire ».

CHAPITRE XII

Dérogations à la notion de Bénéfice distribuable

La nécessité économique a fait admettre la répartition par exercice — le plus souvent annuellement — de bénéfices qui, en absolu, ne pouvaient être appréciés qu'en fin d'exploitation.

La pratique est allée encore plus loin dans cet ordre d'idées, puisqu'on a vu — et c'est actuellement d'un usage courant — distribuer des acomptes sur les bénéfices, c'est-à-dire répartir avant l'exacte détermination de l'excédent d'actif, une partie du bénéfice escompté.

Un autre errement, dont la pratique semble se justifier encore moins, est celui de l'intérêt servi aux actions.

SECTION I. — *L'acompte.*

Définition. — Une société en cours d'exercice, dans le but de ne pas faire trop attendre par les actionnaires la rémunération de leurs apports, dans le but aussi de produire un effet favorable, en donnant ainsi un aperçu des bénéfices qu'elle réalise, ou plutôt qu'elle compte réaliser, décide de mettre en répartition une partie du bénéfice qu'elle escompte.

Elle se base généralement sur des bénéfices réellement acquis, sur des rentrées probables et sur des

pertes éventuelles. Souvent aussi l'exercice est clos, mais l'assemblée générale ne se réunira que fort longtemps après sa clôture, 4 ou 5 mois, voire un an.

D'autre part, beaucoup de porteurs aiment mieux toucher leurs revenus en deux fois. C'est un élément psychologique de peu d'importance dans la gestion d'une affaire, mais qui joue un grand rôle dans la politique démagogique de certains conseils d'administration. Dans les sociétés à base solide, cette petite satisfaction donnée à la foule des actionnaires répond sans doute à une situation réelle. Mais dans bien des cas cette façon de préjuger des bénéfices définitifs aboutit à une véritable répartition de bénéfices fictifs.

Validité de l'acompte. — Si l'acompte est distribué alors que la société n'a pas encore réalisé de bénéfices, mais qu'à la clôture de l'exercice les bénéfices escomptés aient été réalisés, on convient naturellement de valider l'acompte.

Les administrateurs ont, certes, distribué des bénéfices qui n'existaient pas. Ils escomptaient des rentrées, elles se sont produites et ont couvert en fin de compte une irrégularité critiquable, voire dangereuse. C'est sous leur responsabilité, à leurs risques et périls qu'ils ont pris la décision de répartir une partie des bénéfices à venir. Si l'exercice s'avère bénéficiaire, on ne songera pas à les rechercher à l'occasion de cette répartition de bénéfices fictifs puisque, en somme, la situation irrégulière s'est trouvée légitimée.

Seule la mauvaise foi pourrait leur être imputée si leur responsabilité était mise en cause entre la répartition de l'acompte et la clôture de l'exercice.

L'acompte est une portion du dividende. Sa validité sera celle du dividende lui-même, on ne saurait les apprécier séparément. Si, en fin d'exercice, le bilan accuse un bénéfice légitimant le paiement du dividende, l'acompte se trouve du même fait légitimé, lui aussi.

Si, au contraire, l'acompte a été payé alors que la situation révélait un bénéfice assuré et que par la suite l'exercice s'est trouvé être déficitaire devra-t-on légitimer l'acompte payé ? Il faudrait, en pure logique, que l'acompte puisse être rapporté, car le bénéfice était réel, il est vrai, mais il n'avait pas un caractère définitif. On ne pourrait pas prétendre que la bonne foi des actionnaires ait été surprise : ils savaient très bien que l'exercice n'était pas terminé. L'acompte payé dans ces conditions aboutit à une véritable diminution du capital, gage des créanciers, sans que ceux-ci aient été avisés, comme ils l'auraient été, en cas de réduction officielle ou en cas de paiement d'intérêts stipulés dans les statuts.

Néanmoins, il est généralement admis que l'acompte payé est valable s'il est justifié par la situation au jour du paiement et s'il est autorisé par les statuts. En ce cas, il est définitivement acquis aux actionnaires. Si l'une des deux conditions manquait, il ne pourrait être question que de dividendes fictifs entraînant les responsabilités pénale et civile des administrateurs.

Historique de la jurisprudence. — La pratique de l'acompte est relativement récente et a trouvé jusqu'en 1885 une nette opposition devant les tribunaux.

Notamment dans l'affaire de la Banque de Lyon et de la Loire, la cour de Lyon avait considéré comme

dividende fictif un acompte de 3 fr. 12 payé aux actions sous forme d'intérêt, alors que la situation semblait ne pas devoir justifier la répartition au moment où elle a été faite. Il s'agissait, à proprement parler, d'un acompte, bien qu'on l'ait appelé « intérêt », puisqu'il n'était pas prévu par les statuts et qu'il n'avait encore pas été dressé d'inventaire.

La cour de Lyon avait dénié aux administrateurs le droit de procéder à « toute répartition, quelles qu'en soient la forme et la dénomination » si elle n'était pas justifiée par des « bénéfices certains ». (Lyon, 12 mars 1885.)

Mais la jurisprudence admet que l'acompte, même s'il n'est pas justifié par la situation de la société, est rétroactivement validé lorsqu'en fin d'exercice le bilan accuse un bénéfice suffisant pour le couvrir. (Arrêt de la cour de Grenoble 15/7/1886, sur cassation de l'arrêt de Lyon précité.)

Dans notre deuxième hypothèse d'acomptes payés, la société étant dans une situation les justifiant, alors que finalement l'exercice se trouvait être déficitaire, la jurisprudence admet la validité de l'acompte payé — *a contrario* de l'arrêt de la chambre criminelle, du 24 avril 1891. (D. 1893. I. 49. Affaire Société des Métaux, Comptoir d'Escompte.) La cour de Paris, le 5 août 1890, avait déjà statué sur ce point en faisant une discrimination entre les acomptes répartis en 1887 qu'autorisait une situation que l'on pouvait croire florissante et ceux de 1888 que la situation ne justifiait plus.

Dans le même sens. Cass. Ch. crim. 19/11/1887. D. 88.I.191. Et, enfin, l'arrêt de Paris du 18/3/1887. (D.

88.II.129) précise qu'il ne saurait être reproché aux administrateurs d'avoir mis en distribution un acompte lorsque cette répartition est autorisée par les statuts et légitimée par la situation de la société au moment de la mise en paiement. Si la responsabilité pénale des administrateurs est écartée de ce chef, ils n'en restent pas moins civilement responsables du chef des imprudences qui auraient pu être commises du fait d'une répartition anticipée. (Affaire du Crédit général français.)

Critique. — La jurisprudence s'est inspirée, à juste titre, des nécessités pratiques pour valider l'acompte payé et perçu de bonne foi sur le vu d'un inventaire régulier ou qui pouvait apparaître tel. Le paiement des acomptes donne des satisfactions aux porteurs et a fait mettre en faveur bien des valeurs dont les bases solides étaient une justification des répartitions faites.

N'eût-elle pas autorisé cette pratique que bien des sociétés auraient, comme c'est leur droit, limité leur exercice à une durée de six mois pour pouvoir faire deux répartitions au lieu d'une.

On a parfois assimilé — à tort pensons-nous — l'acompte à un intérêt et notamment dans l'arrêt de Lyon précité. Nous aurons l'occasion de voir ce que cette assimilation peut avoir d'erroné. De ce fait on a cru pouvoir justifier sa mise en paiement quelle que soit la situation de l'entreprise en s'appuyant sur les statuts. C'est faire de l'acompte un revenu hybride participant de l'intérêt fixe et du dividende.

Pendant, à notre sens, aucune assimilation n'est possible. L'intérêt fixe, bien qu'il ne réponde à aucune

idée juridique et à cause même de cela, est publié dans les statuts. De cette manière, les tiers sont mis en garde contre une réduction éventuelle de leur gage, le capital social. Autoriser l'acompte sans stipulation des statuts, ce serait autoriser la reprise du capital au gré des actionnaires sans que les tiers soient mis au courant de l'atteinte ainsi portée à leurs intérêts.

Sous les réserves apportées par la jurisprudence on trouvera dans l'acompte une pratique d'un grand intérêt économique.

Comptabilisation de l'acompte. — La comptabilisation de l'acompte ne souffre aucune difficulté. S'il est payé, on écrira :

Pertes et Profits		
Acomptes sur dividendes	a	
à Caisse		a

Le solde du compte Caisse, à l'actif, sera diminué d'une somme équivalente à celle qui aura été distraite des bénéfices.

S'il n'est pas encore payé, on écrira :

Pertes et Profits		
Acomptes sur dividendes	a	
à Actionnaires ou Acomptes		
à payer		a

Ce compte Actionnaires est un compte d'ordre devant être régularisé par la suite lors du paiement, qui déterminera l'écriture suivante :

Actionnaires	a	
à Caisse		a

Ce qui ramène finalement à dire que la Caisse a payé soit directement, soit par l'intermédiaire d'un compte d'ordre par le débit des Pertes et Profits.

Il est bien entendu que cette somme distraite des Pertes et Profits entrera en ligne de compte pour la détermination exacte du bénéfice net, devant servir de base au calcul des réserves légales ou statutaires ainsi qu'à l'imposition des bénéfices. En fin d'exercice, le solde des Pertes et Profits étant de B on réintégrera la somme a et on écrira :

Solde du compte de Pertes et Profits B (B étant négatif ou positif).

Réintégration des acomptes payés a .

Bénéfice net : $B + a$.

Si B est positif ou si étant négatif il est en valeur absolue inférieur à a , il n'y a point de difficulté. Si B était négatif et supérieur à a en valeur absolue, la question de la validité de l'acompte payé se poserait et devrait être résolue dans le sens indiqué ci-dessus, car nous aurions en fin de compte $B + a < 0$, soit un déficit.

SECTION II. — *Les intérêts fixes.*

Il s'agit là d'une autre dérogation apportée dans de nombreux cas à la notion du bénéfice distribuable.

Bien souvent il est attribué aux actions, par les statuts ou en vertu d'une simple délibération de l'assemblée générale un intérêt fixe. Il est dit que l'on servira aux actions un intérêt de $X \%$. Il n'est pas question de bénéfices. A-t-on cru pouvoir tourner la loi en donnant à des dividendes en réalité fictifs une

dénomination qui semble forcer la main aux administrateurs ? Ceux-ci se retranchant derrière cette dénomination peuvent arguer de la créance des actionnaires. Il y a là un procédé abusif. L'arrêt déjà cité de la cour de Lyon précisait bien qu'il ne saurait être procédé à quelque répartition que ce soit, quelles qu'en soient la forme et la dénomination, si elle n'est pas justifiée par « des bénéfices certains ». Et cet arrêt, dont nous nous prévalions en matière d'acompte, avait été pris en matière d'intérêt — du moins c'est la forme que l'on avait donnée, en l'affectant d'un taux, à un acompte pur et simple.

Dans cette matière, la qualification d'intérêts n'a aucune espèce de valeur juridique. Encore moins de valeur s'attache à la distinction faite entre le bénéfice et l'intérêt. Dans les sociétés où cette pratique est en honneur, l'intérêt est prélevé d'abord sur les bénéfices, voire sur le compte de Pertes et Profits et le bénéfice est distribué après, « s'il en reste ».

En réalité, l'intérêt est dû en rémunération de sommes prêtées, le dividende est la rémunération de capitaux mis en œuvre, c'est la participation aux bénéfices de chaque actionnaire, au prorata de ses mises. Il y a à la base deux contrats bien distincts, le contrat de prêt et le contrat de société. Confondre l'intérêt et le bénéfice, c'est confondre ces deux contrats.

L'actionnaire qui perçoit les intérêts de ses actions ne fait que toucher un dividende si le montant de l'intérêt se trouve être inférieur ou égal au bénéfice distribuable. Si ce bénéfice est, au contraire, inférieur à l'intérêt servi aux actions, on aboutit à une véritable atteinte au capital. Serait-ce par le capital que serait

payé l'intérêt des obligations qu'il n'y aurait là qu'un fait bien naturel, bien que ce ne soit pas pour la société un signe évident de prospérité. Les obligataires sont des créanciers, le capital est leur gage. Si les revenus ne suffisent pas à les payer, tant pis, ils se paieront sur le gage. Mais les actionnaires n'ont pas le droit, semble-t-il, de détourner à leur profit et sans publicité le gage des tiers.

a) Que se passera-t-il dans le silence des statuts ?

Il serait logique dans ce cas de ne pas servir aux actions d'intérêts au delà du bénéfice net. Car de deux choses l'une : ou il existe un bénéfice net qui couvre le service des intérêts — dès lors il ne s'agit plus que de la répartition d'un dividende, dividende auquel on a fixé un taux pour en faciliter le calcul — ou, pour assurer aux bailleurs de fonds un bénéfice supplémentaire, par rapport à ceux qui n'apportent, à la société, que leurs services, ou des éléments incorporels et, de ce chef, ne courent pas les mêmes risques que les bailleurs de fonds.

Ou bien il n'existe pas de bénéfice net, ou il existe un bénéfice insuffisant pour couvrir l'intérêt aux actions, et servir des intérêts aux actions équivaldrait purement et simplement à la mise en répartition d'un bénéfice fictif. (Lyon, 12/3/1885. Arrêt cité.)

Les bénéfices étant répartis sous cette forme deux fois par an pour des raisons de commodité vis-à-vis des capitalistes, il est naturel que le gérant ou l'administrateur responsables en refusent le paiement si à l'échéance intermédiaire, celle qui n'est pas forcément l'objet d'un inventaire, il était prouvé que les béné-

lices réalisés ne permettraient pas ce paiement. En ce sens, Répertoire de jurisprudence générale. Art. Société, 1933, Delangle (ouvrage cité) et l'unanimité de la jurisprudence.

b) Les statuts prévoient le service des intérêts aux actions en cas de bénéfices constatés.

Il semble qu'il n'y ait pas de difficulté. Par exemple les statuts de la société stipulent qu'après déduction des charges, c'est-à-dire sur le bénéfice net, il sera prélevé :

1° 5 % pour la réserve légale ;

2° Une somme nécessaire pour servir un intérêt de X % aux actions :

3° 10 % aux administrateurs, etc.

L'intérêt sera seulement servi en cas de bénéfices nets réalisés.

On a voulu soulever la question de savoir s'il serait servi un intérêt au cas où il n'y aurait pas de bénéfices. Du moment que les statuts emploient la formule « sur les bénéfices nets » ou « avant toute répartition », il semble qu'on doive interpréter ces formules dans le sens le plus restreint et ne servir un intérêt que s'il existe des bénéfices nets.

Dans l'affaire du Comptoir d'Escompte de Lyon, l'assemblée avait décidé de ne pas payer l'intérêt aux actions, qui était stipulé aux statuts, mais en cas de bénéfices nets seulement. La cour de Lyon (28/1/1890. D. 92. 11. 33) a jugé que cette décision était conforme aux statuts qui prévoyaient la répartition d'intérêts en cas de bénéfices sans parler de l'absence de bénéfices.

Néanmoins il s'est trouvé des auteurs pour dire que les statuts prévoyant le service des intérêts aux actions, ce service devait être fait même en l'absence de bénéfices. (Vavasseur, Sociétés par actions. N° 656.)

La jurisprudence et la doctrine sont à peu près unanimes dans le sens de l'arrêt de Lyon. (Cité ci-dessus. Req. 7/5/1878. D. 1879. I. 134.)

Cependant, dans un cas, est à peu près généralement admis le paiement d'intérêts même en l'absence de bénéfices. Il s'agit des intérêts dits *intercalaires*.

Ce sont les intérêts distribués par certaines entreprises qui doivent exécuter, avant l'exploitation, de longs travaux d'installation. Ces intérêts sont servis pendant la période improductive qui précède l'exploitation et la réalisation des premiers bénéfices. Ces intérêts, d'où proviennent-ils, sinon du capital ? C'est une partie du capital restitué aux actionnaires. Il n'existe pas en France de disposition légale à ce sujet comme dans certains pays étrangers. Dès lors, il est impossible de les considérer autrement que comme des dividendes fictifs. S'ils ont la consécration d'une disposition des statuts, ils aboutissent à une réduction de capital portée à la connaissance des tiers.

La même interprétation restrictive doit être donnée à la clause stipulant un intérêt aux actions pendant la période productive, à titre d'acompte sur le dividende. L'intérêt ne sera alors qu'un dividende provisoire, que l'on devra rapporter au même titre qu'un dividende fictif dans le cas où le bilan clôturant l'exercice ne révélerait que des pertes. (Req. 15/1/1862. S. 1862. I. 133. Affaire Massu et Cie.)

Ainsi la portée des intérêts fixes est très restreinte ; on peut se demander quelle en est, dès lors, l'utilité. Le bénéfice se trouve ainsi divisé en deux parties :

dividende + intérêt.

De cette façon, il est possible d'avantager les actionnaires par rapport aux autres intéressés ou certaines catégories d'actionnaires. La stipulation d'intérêt fixe vient toujours après le prélèvement obligatoire de la réserve légale. Les actionnaires seront donc servis avant les administrateurs ou les porteurs de parts. S'il y a insuffisance partielle de bénéfices, ils seront même servis seuls. D'autre part, l'intérêt est calculé sur le montant du capital versé. Les actionnaires auront donc à toucher un dividende proportionné aux versements qu'ils auront effectués. L'intérêt n'est attribué qu'aux actions de capital, les actions de jouissance ne portant qu'un coupon de dividende.

Enfin, les statuts, bien souvent, ne stipulent d'intérêt qu'en faveur des actions de priorité, laissant aux actions ordinaires le seul dividende.

c) La clause des statuts stipulant des intérêts, même en l'absence de bénéfices est-elle valable ?

Cette clause prend souvent des formules telles que « ces intérêts seront portés aux frais généraux » ou encore « seront compris dans les charges sociales ».

Dans certains cas, les statuts ne stipulent payables en l'absence de bénéfices que les intérêts intercalaires et les imputent aux frais de premier établissement, afin de ne pas diminuer en écritures le capital.

Cette clause a donné lieu à de vives discussions. Ses détracteurs allèguent que la stipulation d'intérêts en l'absence de bénéfices aboutit, sous quelque forme que ce soit, à une restitution partielle du capital.

En effet, même si ces intérêts sont portés aux frais de premier établissement, il y aura lieu d'amortir ceux-ci. Par le débit de quel poste ? Nécessairement par le débit de Pertes et Profits. Ne pas les amortir équivaldrait, par l'immobilisation entraînée, à une réduction du capital. On le voit, celui-ci ne serait maintenu dans son intégralité qu'en chiffres. Que vaut un artifice de comptabilité ? Il ne vaut qu'autant qu'on en est dupe. Ce qui ne correspond à rien dans une échelle de valeurs économiques.

D'autre part, les défenseurs de cette clause déclarent qu'en lui refusant toute valeur on agit dans un esprit contraire à l'esprit du contrat de société, inclus dans les statuts du fait non seulement qu'il est refusé aux actionnaires un revenu, dont l'espérance seule les a décidés à s'associer, mais encore du fait que leur situation se trouve amoindrie, eu égard aux autres intéressés, dans les bénéfices.

A la fin de la période d'installation, à la fin du premier exercice bénéficiaire ils toucheront un dividende, qui, même augmenté de l'intérêt couru pendant cet exercice, n'équivaudra pas pour eux, qui ont immobilisé leurs fonds pendant plusieurs années, les dividendes que percevront les autres intéressés. Et ceux-ci n'auront pas couru autant de risques.

Une première opinion dénie toute validité à la clause d'intérêts fixes en l'absence de bénéfices.

En premier lieu, disent ses partisans, les actionnaires qui participent aux bénéfices doivent participer aux pertes. Rien de semblable, s'il leur est garanti l'intérêt de leurs capitaux. Cet intérêt est payé sur les dividendes à venir des autres catégories d'associés ou sur le gage des créanciers.

Pour ces auteurs, la clause serait contraire à l'article 1855-2 du Code civil qui déclare nulle toute « stipulation qui affranchirait de toute contribution aux pertes les sommes ou effets mis dans le fonds de la société par un ou plusieurs des associés, » et des articles 23 et 26 du Code de commerce.

En second lieu, il y a confusion entre le contrat de société et le contrat de prêt. Un actionnaire est un associé et non un créancier. En cas de faillite de la société, il ne saurait être question pour lui de produire pour le capital qu'il a investi.

Enfin, des auteurs ajoutent à cela un argument de texte qui semble pertinent. C'est l'article 23 du projet de loi de la Chambre des députés en 1838, ainsi conçu : « dans les sociétés par actions, aucune répartition ne pourra être faite aux actionnaires, sous quelque dénomination que ce soit, que sur les bénéfices nets constatés par les inventaires, etc. », et Ch. Beudant qui cite ce texte ajoute « Ce qui est certain, c'est que l'article 23 n'entendait pas introduire une règle nouvelle, mais seulement affirmer un principe inhérent au contrat de société et rectifier les déviations que l'on entrevoyait dans la pratique. (Ch. Beudant, note au Dalloz 1867. I. 193 sous Ch. civ. 8 mai 1869 qui avait admis le caractère licite de la clause sans même requérir de publicité.) Dans le

même sens que l'auteur de la note, nombreux auteurs parmi lesquels Delangle, Pardessus, Demangeat, etc., cités par Beudant.

Ce système est aujourd'hui abandonné. La doctrine semble avoir suivi une pratique devenue courante admettant la validité de la clause.

Une deuxième opinion admet même la validité de cette clause sans publicité. Selon les auteurs qui la défendent, le droit de l'actionnaire du fait même de la convention des parties devient un droit de créance, par conséquent il est juste qu'il lui soit servi un intérêt. Comme tout créancier, il a le droit de stipuler un intérêt. Ce qui les distingue des autres créanciers, c'est qu'ils se sont engagés par le contrat d'association à subir le droit de préférence des créanciers sociaux.

E. Thaller (note sous Ch. civ. 7/11/1899. D. 1900. I. 309) semble vouloir faire une distinction entre les intérêts imputables aux frais généraux et les intérêts imputables au capital comme si, tout compte fait, une aggravation des Frais généraux n'aboutissait pas à une diminution de capital. Dans le premier cas, il admettrait que la clause ne fût pas publiée car, dit-il : « Les Frais généraux grèvent le capital, mais ne le réduisent pas ». La nuance nous paraît excessive.

En fait, la distribution de bénéfices en années de perte aboutit à une véritable diminution de capital. Or, la loi s'oppose à toute réduction occulte du capital. D'ailleurs, Thaller ne persiste pas dans cette opinion. Dans la note précitée, il recommande la publication de la clause.

Dans une troisième opinion (Lyon-Caen, Renault, *Droit commercial*. II. 557. Thaller et Pic : *Sociétés commerciales* II, paragraphe 1184 Beudant note précitée D. 1867. I. 193) les auteurs soutiennent la validité de la clause, à condition qu'elle soit publiée. Selon eux, il ne s'agit plus que d'une distribution opposable aux tiers, à titre de réduction du capital.

Ainsi les intérêts des tiers intéressés sont sauvegardés.

MM. Charpentier et Hamelin (1) ne sont pas de cet avis. Ils estiment cette formalité comme insuffisante ; savoir, disent-ils, qu'il sera distribué un intérêt au capital, même en l'absence de bénéfices, ne donne aucune indication sur l'importance de la réduction ainsi opérée « tout ce que cette publicité apprend aux tiers, c'est que dans les années de déficit le capital sera réduit par la distribution des intérêts. Dans quelles proportions, elle ne l'indique pas puisque si elle fait le pourcentage de l'intérêt servi, nul ne peut savoir si le déficit ne sera pas seulement partiel et si le bénéfice ne permettra pas de servir au moins une portion de l'intérêt.

« Il faut que la publicité originaire soit complétée par la publication de chaque réduction de capital résultant d'une distribution d'intérêts. »

Sans doute, mais ces auteurs semblent pousser les choses un peu loin. Qu'il nous suffise de savoir qu'il est procédé chaque année à une réduction de capital. Un simple calcul nous donnera le montant de la réduction. Ainsi une société au capital de 1.000.000 de

(1) J. CHARPENTIER et J. HAMELIN (ouvrage cité).

francs sert à ses actionnaires un intérêt de 10.000 francs. Le bilan présente un solde du compte de Pertes et Profits de 50.000 francs, en pertes. Si l'intérêt est passé par Frais généraux il est compris dans cette somme. Nous savons que la distribution a aggravé le déficit ou, la diminution du capital, de 10.000 francs. Que nous faut-il de plus ?

La jurisprudence a fixé son point de vue dans quelques arrêts importants :

Dans un premier arrêt de principe (Civ. 8. 5. 67. déjà cité) la Cour admet la cause bien qu'elle n'ait pas été publiée « parce qu'elle peut être légitimement considérée, non comme un élément de diminution éventuelle du montant du capital, mais bien comme une des charges sociales, dont la loi n'exige pas la mention dans l'extrait prescrit par les articles 42 et 43 du Code de commerce et dont les tiers peuvent d'ailleurs prendre connaissance par la communication de l'acte de société lui-même. »

Dans le même sens, on peut citer les arrêts de la cour de Paris 1/6/1876 et 9/8/1877. D. 1879. II. 193 de la Chambre civile 8/3/1881 (deux arrêts) D. 1881. I. 198, etc.

Dans un nouvel arrêt en date du 7/11/1899, la Chambre civile confirme les arrêts précédents par argument *a contrario*. « Ces intérêts, dit-elle, dans les conditions où ils ont été stipulés et payés ne constituent pas une charge sociale assimilable aux Frais généraux et affranchie de publicité. »

C'est encore la doctrine de 1867. Car, dans ce nouvel arrêt, elle a statué sur une clause stipulant les

intérêts mais dont on n'avait pas précisé qu'ils seraient passés par Frais généraux.

Enfin, elle a encore confirmé sa théorie dans un autre arrêt du 15/4/1910. (D. 1912. I. 97.)

Dans cette espèce, la Cour devait statuer sur le paiement d'intérêts effectués en l'absence de bénéfices. Les statuts stipulaient que ces intérêts seraient compris dans les Frais généraux. La Chambre civile décide que « cette clause peut, selon les circonstances de la cause, être considérée comme constituant non une diminution déguisée du montant du capital, mais une des charges sociales dont la loi n'exige pas la mention dans l'extrait prescrit par les articles 56 et suivants ».

La jurisprudence de la Cour n'a donc pas varié, elle se résume comme suit :

Si, d'après le texte de la clause ou l'intention des parties, que les juges du fait ont à rechercher, et la manière dont la stipulation a été appliquée, l'intérêt peut être compris dans les charges sociales, il n'y a pas lieu à publication.

Il en est autrement si le paiement d'intérêt aboutit à une diminution du capital.

Une note de M. Percerou, sous l'arrêt de 1910, développe cette idée et tente une démonstration comptable qui, à notre sens, ne résoud pas la question d'une manière déterminante. Il donne l'exemple suivant :

Soit une société au capital de 1.000.000 de francs, dont 700.000 de commandite, avec une clause d'intérêts fixes de 4 % (soit 28.000 francs par an) au profit des commanditaires.

Les deux premières années se soldent par des pertes atteignant chaque année — en dehors des 28.000 francs d'intérêts fixes à prélever — la somme de 10.000 francs.

Au bout de la première année, le compte Pertes et Profits se soldera par un déficit de 38.000 francs et au bout de la deuxième année de 76.000 francs. La troisième année, la société réalise un gain de 120.000 francs. Sur cette somme, on prélèvera d'abord 28.000 francs pour les intérêts fixes de cette année. Le surplus devra servir à rétablir le capital social ; il faudra donc en déduire le déficit antérieur et en définitive les bénéfices ne ressortiront qu'à 16.000 francs.

Et M. Percerou ajoute : « Il est donc vrai de dire, avec l'arrêt de 1867, que la clause de prélèvement d'intérêts à 4 % ne doit pas être considérée comme un élément de diminution éventuelle du capital social (puisqu'elle n'empêche pas que les premiers bénéfices doivent servir à établir ce capital) ».

M. Percerou tente ensuite de montrer comment le prélèvement direct sur le capital est plus dangereux. Au bout de la deuxième année, le capital ne sera plus que de 944.000 francs et les bénéfices seront de :

$$120.000 - 28.000 = 92.000.$$

On prélèvera l'amortissement des pertes, soit 20.000 francs, il restera un bénéfice de 72.000 francs, alors que le capital n'aura pas été reconstitué intégralement.

Et M. Percerou conclut : « Il est vrai alors de dire avec l'arrêt du 7/11/1899 que la clause d'intérêts fixes

ne saurait être considérée comme une charge sociale, mais qu'elle renferme un élément de diminution du capital et que, comme telle, elle est soumise à la publicité de l'article 57 de la loi du 24/7/1867 ». (Ch. civ. 15/11/1910, et note Percerou. D. 1912. I. 97.)

Critique de la jurisprudence.

Cette jurisprudence repose sur une double erreur :

1° D'abord que signifie une clause déterminant les charges sociales ou les frais généraux ? Ceux-ci ne sont pas laissés au choix des associés : certaines charges sont dites sociales, certains frais font partie du débit de Pertes et Profits par leur nature et non d'après la volonté des associés. Les intérêts étant payables selon les statuts, même en l'absence de bénéfices, il n'est pas du ressort des fondateurs de les faire entrer ou non dans la catégorie des frais généraux. Ce sont des dépenses qui intéressent non seulement les actionnaires mais encore les tiers. Peu importe leur nom, elles existent ;

2° Ensuite, peut-on raisonnablement croire qu'un artifice d'écritures puisse, non seulement changer la nature des dépenses, mais encore l'intention des parties ?

Que les intérêts soient portés ou non aux frais généraux, s'ils sont payés en l'absence de bénéfices, ils aboutissent réellement à une réduction du capital. M. Percerou a cru poser un exemple décisif. Mais si, au lieu d'arriver à un exercice bénéficiaire, la société dont il nous parle décidait au bout de cinq exercices déficitaires la dissolution — ou si elle y était forcée,

les intérêts payés seraient bien, au même titre que le déficit normal, une réduction du capital ; seulement avec cette jurisprudence les tiers se seraient trouvés tout à coup devant un gage amenuisé, alors qu'ils auraient pu, si la clause avait été publiée, réduire leurs risques en prenant les mesures nécessaires, voire en ne traitant pas.

Enfin, au point de vue purement comptable le résultat est le même, que nous ayons un bilan se présentant comme ceci :

ACTIF	PASSIF
Profits et pertes 5.000	Capital 100.000

ou comme ceci :

ACTIF	PASSIF
	Capital 95.000

Dans une hypothèse comme dans l'autre, le capital nous paraît entamé. Si les Pertes et Profits à l'actif comprennent les intérêts payés, si ceux-ci figurent dans les frais généraux, nous avons peut-être une chance de voir un jour le capital se reconstituer. Mais, après tout, en nous plaçant sur le terrain pratique :

Ou la société est sérieusement dirigée et elle constituera en années de bénéfices une réserve pour reconstituer par avance le capital en cas de pertes, même si les intérêts n'ont pas été passés par Frais généraux ;

Ou nous avons affaire à une société mal dirigée et nous avons beaucoup de chances de voir le capital

s'effriter sans que nous ayons les moyens de nous défendre.

Quelle garantie cette jurisprudence offre-t-elle aux tiers ? Quels avantages donne-t-elle aux intéressés qui seraient sous le coup de demandes en restitution au cas où la stipulation des statuts n'aurait pas été claire, ou au cas où leur intention aurait été mal interprétée ?

Pour en finir, M. Percerou conclut lui-même, par un conseil de prudence : celui de faire publier la stipulation en tout état de cause, qu'elle répute ou non les intérêts : charge sociale. « C'est, dit-il, le moyen le plus sûr d'éviter de fâcheuses surprises. »

« Dans les deux cas, il faut équilibrer le bénéfice et la masse active qui représente le capital ; étant diminué du montant de l'intérêt, le capital est en perte. Il ne s'agit pas d'une perte résultant de l'exploitation comme celle que produiraient les véritables frais généraux, ceux qui grèvent la vente ou l'administration générale, mais d'une reprise d'une partie du fonds social par les actionnaires. De sorte que la jurisprudence de la Cour de cassation aboutit à permettre aux statuts d'organiser la réduction occulte du capital par la simple autorisation de porter l'intérêt fixe aux Frais généraux ; comme s'il était possible de déroger par convention à une règle d'ordre public. » (1)

Modalités de la clause d'intérêts fixes.

Une clause permet de concilier le principe de l'intangibilité du capital avec le désir des actionnaires

(1) J. CHARPENTIER et JACQUES HAMELIN (ouvrage cité, p. 373).

de ne pas perdre l'intérêt de leur argent, c'est la clause dite d'intérêt cumulatif : les statuts stipulent qu'en l'absence de bénéfices il ne sera pas payé d'intérêts aux actions, mais que le bénéfice des années suivantes servira, avant toute autre répartition, à payer l'arriéré dû aux actionnaires. Le capital reste donc entier pendant les années déficitaires et les actionnaires touchent intégralement les revenus de leur capital, préalablement à toute distribution. Le seul inconvénient est de différer pour les actionnaires l'échéance de leurs coupons d'intérêts.

La clause d'intérêts fixes peut-elle être modifiée, bien que prévue par les statuts, en cours de société ?

Autrefois, la distribution d'un dividende était considérée comme le principe fondamental de la société. On a donc pu dire que la clause d'intérêts fixes était intangible. La Chambre des requêtes dans un arrêt déjà cité (Chemin de fer du Médoc, 7/5/1878. D. 1879. I. 134) déclare : « Attendu que si, dans un contrat de société la clause qui accorde des intérêts, à raison de la mise d'un associé, doit être entendue comme établissant un mode particulier de partager les bénéfices, cette interprétation fondée sur la nature de la convention, ne peut prévaloir contre une disposition expresse du pacte social, prévoyant l'absence de bénéfices à partager et prescrivant, dans cette hypothèse, le paiement des intérêts sur le fonds social lui-même ».

L'assemblée générale ordinaire ne peut donc pas, contrairement aux statuts, ne pas payer l'intérêt aux actions.

Il est normal de supposer que ce que les associés ont fait dans leurs statuts, ils peuvent le défaire en assemblée générale extraordinaire « puisque aux termes de la loi du 22 novembre 1913, cette assemblée peut modifier les statuts dans toutes leurs dispositions ».

Il sera donc possible de modifier cette clause en cours de société, depuis la loi de 1913.

Enfin, la question se pose de savoir quelle sera l'étendue de la clause d'intérêts fixes en cas de faillite ou de liquidation de la société.

Cette clause ne saurait jouer au détriment des créanciers de la société. C'est l'évidence même (Paris 14/8/1868. D. 1868 V^e partie 376).

La reconstitution du capital après la distribution des intérêts.

Que les intérêts aient été payés avec ou sans bénéfices, il ne faut pas omettre d'appliquer le principe de l'intangibilité du capital, au regard des tiers. Suivant les systèmes que nous avons examinés, cette reconstitution du capital n'est pas nécessaire si l'on considère que la réduction a été régulièrement faite, ou elle s'impose si l'on juge que l'atteinte portée du fait de paiements en dehors des bénéfices est une perte momentanée.

La jurisprudence consacre la nécessité de la reconstitution du capital à l'aide des premiers bénéfices réalisés, et, avant la répartition de tout dividende, à l'exception des intérêts stipulés payables sitôt après que le prélèvement de la réserve légale a été opéré.

Il existe un cas, cependant, où la solution contraire est admise : en ce qui concerne les intérêts intercalaires que nous avons étudiés. On sait que ces intérêts sont servis pendant la période précédant l'exploitation proprement dite. Ils sont alors considérés comme des frais de premier établissement et incorporés à ce poste de l'actif. Leur amortissement s'opère avec celui de ce poste en un certain nombre d'années.

Des raisons d'ordre économique ont permis d'avoir recours à ce procédé que la jurisprudence tolère.

La justice véritable s'inspire des raisons d'être économiques de certaines institutions, pour les valider même si ces raisons d'être déviaient de la norme juridique. Dans l'espèce, si ces distributions d'intérêts devaient être immédiatement amorties sur les premiers bénéfices réalisés, on détruirait l'impression favorable produite par le paiement des intérêts, puisqu'on pourrait être conduit à ne plus distribuer aucun dividende pendant les premières années de l'exploitation. Il ne servirait à rien, dès lors, de payer des intérêts en dehors de tout bénéfice pour ne plus rien distribuer en période bénéficiaire. Il est certain qu'en distribuant des intérêts intercalaires l'intention des associés a été d'assurer aux capitaux, dès l'origine, un revenu normal.

Certaines législations étrangères, nous aurons l'occasion de le voir, autorisent ce procédé. En France, il est admis, par la généralité de la jurisprudence et de la doctrine, à la condition d'une clause expresse des statuts, intégralement publiée, et, à la condition que les statuts limitent la durée de la période d'éta-

blissement pendant laquelle ces intérêts pourront être incorporés à l'actif.

Législations étrangères.

La plupart des législations étrangères consacrent la pratique des intérêts aux actions, mais avec des restrictions. Elles font la part des nécessités économiques et n'autorisent pas la distribution de dividendes fictifs au delà de ces nécessités.

C'est ainsi que le Code de commerce allemand, dans son article 215, déclare :

« Il ne peut être stipulé au profit des actionnaires, ni leur être distribué d'intérêts d'une quotité déterminée ; il ne peut être réparti entre eux que le bénéfice accusé par le bilan annuel. Il peut être stipulé au profit des actionnaires des intérêts d'une quotité déterminée, pour le laps de temps que nécessitent les travaux préparatoires, jusqu'au moment de la mise en pleine activité de l'entreprise ; le contrat de société doit déterminer l'époque à laquelle cessera au plus tard la bonification des intérêts. »

Ici donc, les intérêts intercalaires sont admis aussi longtemps que dureront les travaux de préparation, aussi longtemps qu'il sera nécessaire, économiquement parlant. Il existe une difficulté, celle de prévoir la durée de ces travaux. L'usage est un élément d'appréciation. Les fondateurs peuvent néanmoins prévoir une date assez éloignée.

Le Code italien est, à cet égard, moins souple. Il admet, dans son article 181, qu'il soit distribué un intérêt prélevé sur le capital « dans les sociétés in-

dustrielles pour lesquelles un certain laps de temps est nécessaire pour constituer l'objet social », mais il apporte une certaine rigidité à cette faculté en la limitant à une durée de trois ans et à un taux de 5 %. Il édicte la comptabilisation de ces dépenses aux « frais d'établissement » à amortir.

Le Code fédéral suisse des obligations dans son article 630 accorde plus de facilités, il ne limite pas la durée du service des intérêts mais prescrit leur amortissement en cinq ans.

La loi anglaise de 1907, comme le Code italien, limite le taux de l'intérêt (ici 4 %) et considère les sommes réparties comme des frais de premier établissement. Elle ajoute une disposition curieuse soumettant les clauses d'intérêts fixes à l'assentiment préalable du Board of Trade.

Pour résumer toute cette question des intérêts fixes qui est une notable dérogation à la notion de bénéfice distribuable, disons que l'utilisation de l'intérêt fixe aux actions, en dehors des bénéfices effectivement réalisés, devrait être limitée aux seuls cas que la nécessité économique détermine, et que « les dispositions des législations étrangères précitées peuvent toujours, à cet égard, être proposées en exemple » (1).

(1) QUESNOT (ouvrage cité, p. 431).

LIVRE II

RÉPARTITION DU BÉNÉFICE

CHAPITRE XIII

Répartition statutaire, légale et extra statutaire.

Une fois déterminées les conditions dans lesquelles le bénéfice sera réparti, surtout une fois établie la notion de bénéfices distribuables, compte tenu des importantes dérogations que nous savons : l'acompte et l'intérêt fixe, il nous reste à répartir le bénéfice net obtenu entre les ayants droit. Ceux-ci sont généralement prévus par les statuts. Attribuer à chacun la part à laquelle il peut prétendre n'entraîne pas de difficulté lorsque les statuts sont clairement rédigés.

Nous sommes débarrassés des charges sociales, il nous reste à « canaliser » les bénéfices de la société qui sont, dès lors, tels que nous les voulions : rigoureusement nets et définitifs.

La réserve légale.

Il est une portion de bénéfices qui échappe à la répartition des statuts : c'est celle que la loi, dans sa prévoyance, ordonne de porter à une réserve dite réserve légale. Elle est généralement mentionnée dans

les statuts dont elle est une clause nécessaire. Si elle n'était pas mentionnée dans les statuts cela ne voudrait pas dire que le prélèvement n'en fût pas obligatoire.

La loi du 24 juillet 1867, dans son article 36, fixe à 5 % des bénéfices nets, la partie qui doit aller à cette réserve. Lorsque celle-ci atteint 10 % du capital, elle n'est plus obligatoire. Ce prélèvement n'est imposé par la loi que pour les sociétés de capitaux. Les sociétés en commandite par actions n'y sont pas astreintes. Les sociétés de personnes, on le conçoit aisément, n'ont pas l'obligation de créer une réserve, puisque tous les associés sont responsables sur leurs biens des engagements de la société.

Enfin, certaines sociétés (sociétés d'assurances et entreprises étrangères) sont soumises à un régime particulier. Elles sont placées, en raison de leur nature spéciale, du caractère de leurs opérations et des garanties parfois précaires qu'elles offrent, en dehors du droit commun.

Ce prélèvement est calculé sur le solde créditeur du compte de Pertes et Profits. Si l'exercice précédent était en perte, le déficit qui est imputé au débit de Pertes et Profits entre donc en ligne de compte pour le calcul du prélèvement. Si l'exercice précédent a eu un solde bénéficiaire, ce solde ayant déjà subi le prélèvement devra être défalqué du solde de l'exercice envisagé.

La réserve légale s'entend calculée avant les autres réserves, sauf celles qui peuvent, par leur caractère (amortissements, pertes éventuelles) être considérées comme des charges de l'exercice.

En ce qui concerne les tantièmes des administrateurs et agents, on distinguera :

S'ils sont considérés comme des charges sociales, ils seront calculés, avant la réserve légale ;

S'ils sont considérés comme un mode de répartition du bénéfice leur prélèvement se fera après le calcul de la part revenant à la réserve légale.

De même dans les cas où l'intérêt aux actions est considéré comme une charge sociale, il sera porté au débit de Frais Généraux ; dans la négative, il sera établi après le prélèvement de la réserve légale.

Nous avons vu ce que cette discrimination dans la nature de l'intérêt fixe, pouvait avoir d'artificiel. Malgré cela, la jurisprudence et la doctrine admettent de plus en plus la qualification de charges pour les intérêts fixes.

Il est certain que le minimum obligatoire fixé par la loi peut être dépassé facultativement. De nombreuses sociétés constituent des réserves supplémentaires.

Nous n'avons pas à entrer dans le vif des questions qui se sont souvent posées à l'égard de la réserve légale.

Nous lui attribuerons, au contraire de certains auteurs, un caractère de garantie supplémentaire en faveur des tiers (1). Elle devrait donc être intangible au même titre que le capital, ou tout au moins la réduction qui en est faite dans certains cas devrait

(1) Contra : Lecouturier : *Manuel pratique des assemblées d'actionnaires*, n° 102.

être portée à la connaissance des tiers comme s'il s'agissait d'une diminution du capital.

Néanmoins, ces auteurs, suivis, dans la pratique, par de nombreuses sociétés, considèrent que cette réserve devrait servir à combler le déficit d'un exercice futur, en totalité ou en partie, quitte à ce que soit repris, par la suite, le cours normal des prélèvements sur les bénéfices, en vue de sa reconstitution.

On concilie les deux thèses en présence en disant que « la réserve légale, tout en étant le gage des créanciers, ne présente pas le même caractère de fixité que le capital lui-même » (1).

L'intérêt aux actions.

Nous avons vu qu'il était souvent considéré, dans la pratique, comme une charge sociale, et imputé, comme tel, aux Frais généraux. Dans ce cas, la réserve légale est calculée après que l'intérêt a été servi aux actions. Dans les cas où l'intérêt n'est considéré que comme un acompte sur le dividende, cet intérêt est calculé après le prélèvement de la réserve légale.

Dividendes.

Le dividende est la part des bénéfices attribués par l'assemblée générale ordinaire à chaque actionnaire, au prorata de ses mises. On dit « le dividende est de x par action libérée, ou non libérée, ou par action nominative, par action au porteur, par action ordinaire, par action privilégiée ».

(1) Batardon : L'inventaire et le bilan dans les sociétés par actions, page 302.

En principe, les actionnaires ont une part égale aux dividendes. Cependant, il existe des actions dites de priorité qui ont droit, aux termes des statuts ou d'une délibération d'assemblée générale, à certains avantages, soit sur la somme revenant à chaque action, soit sur l'ordre de paiement lors de la répartition.

Le dividende est la propriété de l'actionnaire, dès qu'il a été mis en répartition par l'assemblée générale, et à condition toutefois que l'actionnaire soit de bonne foi.

Lorsqu'au lieu de toucher ses dividendes, l'actionnaire les laisse en compte courant dans la société, il en est créancier; il peut produire à la faillite pour le montant du solde créditeur de son compte. Il n'en serait pas de même si le dividende n'avait pas encore été mis en paiement.

Si le dividende touché par l'actionnaire correspond à un bénéfice réel, ou même si ce dividende est une portion de bénéfice fictif, mais qu'il ait été touché de bonne foi par l'actionnaire, celui-ci ne saurait être contraint de le rapporter à la liquidation ou à la faillite.

Ajoutons pour mémoire, car ce n'est, ici, qu'un élément accessoire de notre étude, qu'il est encouru, du fait de la mise en paiement de dividendes fictifs :

PAR LES ADMINISTRATEURS

Une responsabilité pénale édictée par l'article 45 de la loi de 1867 (peines de un à cinq ans d'emprison-

nement et amendes de 50 à 3.000 francs. — C. P. 405). S'il y a :

Intention frauduleuse;

Distribution effective de dividendes.

Une responsabilité civile qui est celle de l'article 44 de la même loi. Cette responsabilité peut atteindre même les administrateurs de bonne foi.

PAR LES ACTIONNAIRES

Une action en répétition s'ils sont de mauvaise foi, c'est-à-dire s'ils ont touché des dividendes sans que l'inventaire ait été dressé, ou s'il l'a été en dehors de ses résultats. Cette action se prescrit par cinq ans à dater du jour de la mise en paiement des dividendes. Enfin, les actionnaires de bonne foi sont mis à l'abri de toute responsabilité par la loi de 1867 (art. 10).

PAR LES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Une responsabilité civile, à raison de leur négligence ou de leur complaisance à l'égard des administrateurs. (Limoges 17/7/1906. *Revue des Sociétés*, 1907, p. 435.) La Cour de Nancy a même déclaré qu'ils encouraient la responsabilité des articles 1382 et 1383 du Code civil. (Nancy, 3/8/1907. *Revue des Sociétés*, 1908, p. 290.)

Enfin, on a parfois mis en cause la responsabilité de personnes étrangères à l'administration de la société, lorsque leur mauvaise foi pouvait être prouvée : des gérants, par exemple.

Conseil, fondateurs, personnel.

Les statuts fixent généralement la part de bénéfices revenant aux administrateurs, aux fondateurs, et quelquefois au personnel.

La part du conseil, des fondateurs et autres ayants droit, est généralement prélevée après l'intérêt aux actions, quand il ne figure pas dans les charges sociales et avant les réserves extraordinaires statutaires et extra-statutaires.

La part du conseil est souvent prélevée avant les dividendes, les fondateurs et autres intéressés venant à la suite.

Réserves extraordinaires statutaires

ou extra-statutaires.

Les sociétés estiment, bien souvent, que la réserve légale ne saurait être qu'un minimum de précaution.

Elles créent, soit en vertu d'une clause des statuts, soit en vertu d'une décision de l'assemblée générale, des réserves supplémentaires appelées, suivant les cas, réserves extraordinaires statutaires ou extra-statutaires.

Il arrive même que des administrateurs, pour éviter les réclamations d'actionnaires qui ne comprendraient pas que l'on amenuise leurs dividendes par la constitution de réserves exagérées, créent des réserves occultes qui serviront dans les années de vaches maigres, à régulariser les dividendes. Bien souvent l'intention des administrateurs qui agissent de la sorte n'est pas aussi pure.

Les statuts ou l'assemblée générale fixent le quantum de ces réserves, leur donnent parfois une destination précise. Cependant, il est dans les pouvoirs d'une assemblée générale de modifier ces dispositions, à la condition que restent entiers les engagements des actionnaires vis-à-vis des tiers intéressés.

Les actionnaires sont, vis-à-vis de la société, créanciers de ces réserves, comme ils le sont du capital et de la réserve légale. Mais alors que le capital et la réserve légale constituent le gage des créanciers, les réserves supplémentaires restent à la disposition des actionnaires.

Certains auteurs (Batardon notamment, ouvrage cité, page 310) vont même jusqu'à reconnaître aux actionnaires, en cas de liquidation de la société, un droit égal à celui des créanciers sur ces réserves. Cette opinion est, nous semble-t-il, exagérée. Au moment de la liquidation, les créanciers ont un droit qui s'étend à tous les biens, sans distinction, de leurs débiteurs. Que pendant le fonctionnement de la société les actionnaires puissent disposer à leur guise des réserves qu'ils ont librement constituées, rien ne semble plus logique, la loi a fixé un minimum de garantie : le capital et la réserve légale. Si tous les biens mis en réserves devaient prendre la rigidité du capital, bien peu de sociétés consentiraient à immobiliser des sommes parfois importantes. Mais au moment de la liquidation, les créanciers dont le gage s'étend à tous les biens du débiteur seront préférés aux actionnaires, qu'il s'agisse ou non des réserves. En ce sens : Charpentier et Hamelin (ouvrage cité, page 95) et Houpin (Traité des Sociétés, n° 932).

Le report à nouveau.

Le report à nouveau, qu'il soit le résultat d'un déficit ou d'un bénéfice, est le trait d'union entre deux exercices. C'est le lien de solidarité entre les exercices considérés. Il est rare qu'il ne figure pas dans un compte de Pertes et Profits de sociétés. En effet, il n'est parfois qu'un appoint destiné à arrondir les chiffres qui font l'objet de répartitions. D'autres fois, il représente, déduction faite du prélèvement de la réserve légale et des prélèvements prévus obligatoirement par les statuts, le reste des bénéfices nets, insuffisants pour faire l'objet d'une répartition, et qui permettront à l'exercice suivant de servir un dividende plus substantiel.

Dans le cas où il s'agit d'une perte, la question du report à nouveau ne soulève pas de difficulté. Au contraire, s'il s'agit d'un report créditeur, on peut se demander quel caractère il faut attacher à ce reliquat d'exercice.

Cette question fera l'objet de notre prochain chapitre.

CHAPITRE XIV

Caractère du Report à nouveau.

Certains auteurs assimilent le Report à nouveau à une réserve.

On peut se demander *a priori* quel est l'intérêt de la question.

S'il avait été dans les intentions de l'assemblée de constituer une réserve, pourquoi ne l'aurait-elle pas fait ? Rien, cependant, ne l'en empêchait. Même si les statuts n'avaient prévu qu'une certaine affectation aux réserves, il était dans les pouvoirs de l'assemblée de créer des réserves supplémentaires.

La réserve s'intègre, par sa nature même, au capital ; tandis que le report à nouveau, lorsqu'il est mis en distribution, à la fin de l'exercice suivant, est bien un bénéfice. On objecte cependant que les réserves sont souvent utilisées pour fournir une partie des dividendes.

On le voit, la question est assez complexe.

SECTION I. — *Intérêt de la question.*

Si le report peut être assimilé à une réserve, la loi et les statuts pourront parfois le limiter. Certaines sociétés stipulent, dans leurs statuts, la limitation des réserves supplémentaires qui peuvent être consti-

tuées. On pourrait, en effet, imaginer, si la constitution des réserves était entièrement libre, qu'un certain nombre d'actionnaires évitent, d'accord entre eux, la mise en distribution d'une partie des bénéfices pour évincer d'autres actionnaires, racheter leurs actions et faire la répartition après le départ des concurrents. La même manœuvre pourrait être employée à l'égard d'autres catégories de bénéficiaires : directeur intéressé aux bénéfices, porteurs de parts, etc.

Si, au contraire, on maintient au reliquat du poste des Pertes et Profits son caractère de bénéfices, l'assemblée pourra toujours en ordonner le report. Elle pourrait, évidemment, tourner par ce moyen les interdictions qui résulteraient des statuts. Mais au cas où la fraude serait manifeste, il serait facile aux parties lésées de faire reconnaître l'abus de droit.

D'autre part, si l'on attribue au report le caractère d'une réserve, lorsqu'il sera mis en distribution, cette distribution pourra être considérée, à bon droit, comme une répartition de capitaux. Et cet aspect de la question est bien le plus important :

Des actions appartiennent en nue-propriété à Jean et en usufruit à Jacques : lorsque la société dont il s'agit mettra en distribution le report du dernier exercice, si le report est une réserve, on devra verser à Jean, nu-propriétaire, la part du dividende qui représente l'accroissement de son capital, et à Jacques la part du dividende qui représente réellement les bénéfices de l'exercice.

Une femme apporte à la communauté des actions de cette société. Les revenus appartiennent à la com-

munauté. S'il est question de réserve, la part du dividende qui représente ce report devra venir en accroissement des actions qu'elle a apportées, l'autre part, représentant les bénéfices de l'exercice, tombant dans la communauté. Si, au contraire, ce report est considéré comme un bénéfice, la totalité du dividende tombera dans la communauté.

La question se poserait encore dans tous les cas où celui qui reçoit un capital est tenu d'en faire le emploi.

SECTION II. — *Différences entre le report et la Réserve.*

A notre avis, la destination donnée aux sommes provenant des Pertes et Profits est donnée soit par la loi (Réserve légale), soit par les statuts (Réserves statutaires, tantièmes, intérêt aux actions, etc.), soit par l'assemblée générale. Celle-ci a tout pouvoir, sauf à respecter la loi et les statuts, pour donner aux sommes provenant des Pertes et Profits, toute destination qui lui semble opportune. Seule cette destination qu'elle donne décide du caractère réel des sommes dont elle a disposé. Or, lorsqu'une assemblée décide de reporter les bénéfices, il faut tenter de pénétrer ses intentions.

Si, dans les délibérations, on relevait qu'elle a reporté, en vue d'éviter que l'exercice suivant n'entraînât une perte, une dépréciation du capital, ou bien que le report sera destiné à acheter du nouveau matériel, il serait évident que ce report aurait le caractère d'une réserve. Celle-ci, évidemment, ne

durera pas ; et à son propos on n'aura peut-être même pas à statuer, car la question sera tranchée sans doute par l'écriture :

Pertes et Profits
à Réserves.

Mais le seul fait de reporter une part des bénéfices au crédit de l'exercice suivant, au poste des Pertes et Profits, le seul fait d'écrire :

Pertes et Profits 1933
à Pertes et Profits 1934

n'est-il pas assez significatif de l'intention de l'assemblée de laisser au report le caractère d'un bénéfice ?

Lorsqu'une réserve est expressément constituée, l'écriture

Pertes et Profits
à Réserves

représente une réelle transformation d'un revenu en capital; on ne trouve pas cela dans le Report à nouveau.

Le report a un caractère essentiellement provisoire ; à l'exercice suivant, il se trouve fondu dans le crédit des Pertes et Profits. Lorsque l'on tire le solde du nouveau compte de Pertes et Profits, le report de l'exercice précédent n'existe plus isolément, il n'est qu'un élément du compte nouveau. Il est vrai qu'on l'isole pour le calcul des prélèvements de la réserve légale ou statutaire; mais seulement parce qu'il a déjà subi ces prélèvements et non parce qu'il a un caractère particulier, extra-bénéficiaire.

La mise en réserve présente au contraire la caractéristique de créer — du moins en intention, au moment où elle est faite — une situation permanente. Les fonds deviennent un capital productif de revenus. Il arrive bien que ces fonds soient distribués, mais c'est là une mesure tout à fait exceptionnelle qui exige parfois la réunion de l'assemblée générale extraordinaire alors que l'utilisation du report est de la compétence de l'assemblée générale ordinaire.

Si l'on confond le report et la réserve, comment dès lors pourrions-nous comprendre la mise en répartition d'un dividende qui engloberait ces deux éléments ?

Certains auteurs parlent d'une répartition conjuguée de revenu et de capital. Or il nous semble inadmissible de nommer capital une somme qui, constituée par des bénéfices, passe par un compte de bénéfices, se trouve confondue dans une répartition avec des bénéfices et a été reportée dans le but de régulariser des bénéfices à venir, de les arrondir.

Une autre opinion pousse la fantaisie jusqu'à admettre que les revenus qui ont changé une première fois de caractère pour être réservés, changent une deuxième fois, et en sens inverse, lors de la mise en distribution, réintégrant leur caractère de bénéfices. (Bosvieux : *Journal social* 1907, p. 183.)

M. Amiaud parle d'une distribution de capital, mais avec un but et une assignation tout particuliers : la péréquation des dividendes, exceptionnellement assimilable à la distribution d'un intérêt fixe. (Amiaud, *Réserves*, p. 85 et s., 327 et s.)

Cette dernière explication sans nous donner entière satisfaction nous semble cependant plus pertinente.

SECTION III. — *Caractère réel du Report.*

Nous l'avons déjà noté, le caractère des sommes réparties est fixé par la destination que leur donnent la loi, les statuts ou l'assemblée.

Les fonds mis en réserve sont de véritables capitaux. S'ils sont mis en répartition, après avoir été mis en réserve, ils n'en deviennent pas pour cela des revenus, il s'agit d'une véritable distribution de capitaux, entraînant toutes les conséquences susceptibles d'accompagner la distribution d'actions de jouissance, par exemple.

Mais, si le bénéfice est reporté, le seul fait d'en avoir différé la répartition n'implique pas obligatoirement que la société ait l'intention de n'en jamais faire une réserve. En attendant qu'il soit statué dans un sens ou dans l'autre, le report, qui est une partie du solde bénéficiaire, garde son caractère de bénéfice.

La partie du bénéfice qui est mise en distribution est un revenu ; celle qui est mise en réserve s'intègre au capital.

Le report n'est ni un revenu, ni un capital. En ce qui le concerne, la solution est ajournée. Il est dans une situation provisoire, jusqu'à ce que la décision de l'assemblée lui donne son caractère définitif de capital en l'affectant aux réserves, ou de revenu en le comprenant dans les bénéfices mis en distribution à la clôture de l'exercice envisagé.

SECTION IV. — *Conséquences.*

1° Le report n'étant pas encore un bénéfice distribuable, l'actionnaire n'en est pas encore créancier à l'égard de la caisse sociale ;

2° Le report n'est pas une réserve. L'assemblée générale ordinaire peut donc toujours décider qu'il y aura un report ou le mettre en distribution l'année suivante. Dans ce cas, le report se transforme en dividendes qui pourront être payés à l'usufruitier, qui tomberont dans la communauté, qui ne donneront pas lieu au remploi, etc.

Il en serait autrement si l'assemblée en faisait une réserve, et la seule question qui se poserait serait celle de savoir si l'attribution du report à la réserve a été faite régulièrement ;

3° Enfin, si l'assemblée maintient le report dans une situation d'attente, en le reportant à nouveau, le conseil n'a pas pouvoir d'en disposer.

En tout état de cause, le report étant partie intégrante de l'exercice dont il est un reliquat, il doit être compris pour cet exercice dans les bénéfices pour le calcul des impôts, de la réserve légale, des réserves statutaires et des tantièmes, autrement dit de tous les prélèvements prévus par les statuts, à raison d'un pourcentage sur les bénéfices nets. En conséquence, ayant déjà fait l'objet des prélèvements obligatoires, le report devra être déduit du solde de l'exercice suivant, pour le calcul nouveau de ces prélèvements.

Cependant, dans la pratique, il est fréquent que la réserve légale et les tantièmes soient calculés sur les bénéfices distribués, comprenant par conséquent le report de l'exercice précédent.

CHAPITRE XV

Modifications aux stipulations statutaires en ce qui concerne la répartition des bénéfices.

La réserve légale échappe à l'autorité des statuts et *a fortiori* à celle de l'assemblée générale ordinaire ou extraordinaire.

D'autres éléments, les réserves extra-statutaires, le report à nouveau, sont du ressort de l'assemblée générale ordinaire.

D'autres, enfin, sont fixés, du moins pour leur rang et leur quantum, par les statuts ; ainsi en est-il des tantièmes, des dividendes, des parts de fondateurs, des intérêts des actions, des réserves statutaires. La question se pose de savoir quels sont, quant à ces stipulations, les pouvoirs de l'assemblée générale. Peut-elle modifier les statuts ? Peut-elle, sans apporter de changements aux statuts, modifier la répartition des bénéfices ?

Il faut, pour répondre à ces questions, distinguer :

Si les modifications à la répartition ne préjudicient qu'aux actionnaires ;

Si elles lèsent les tiers intéressés.

SECTION I. — *Modifications qui ne lèsent que les actionnaires.*

1° Par modification des statuts :

Sous l'empire de la loi du 24 juillet 1867, article 31, la question n'était pas réglée. L'ancien article 31 prévoyait, en effet, les conditions de quorum pour l'assemblée générale ayant à délibérer sur les modifications des statuts, mais ne spécifiait pas quelles étaient les modifications de sa compétence. L'ancien article portait en effet : « Les assemblées qui ont à délibérer sur des modifications aux statuts, ou sur des propositions de continuation de la société au delà du terme fixé pour sa durée, ou de dissolution avant ce terme, ne sont régulièrement constituées et ne délibèrent valablement qu'autant qu'elles sont composées d'un nombre d'actionnaires représentant la moitié au moins du capital social. »

Deux thèses s'affrontaient :

« Ou bien, disait-on, la société étant constituée par une convention, on ne saurait modifier les termes des statuts, en dehors de la volonté des contractants », ce qui, évidemment, rendait impossible toute modification des statuts, lorsque celle-ci devait porter atteinte aux intérêts de quelques actionnaires, fussent-ils la minorité.

« Ou bien, arguait-on, la société étant une personne morale, peut se transformer, et la majorité des volontés exprimées, emporte obligation pour tous ».

La jurisprudence niait tout pouvoir à l'assemblée générale pour changer quoi que ce soit à la répartition des bénéfices, celle-ci étant le principe essentiel de la société, principe sur lequel tous les contractants

s'étaient mis d'accord. (Cass. 22 janvier 1912. D. 1912. I^{re} partie, p. 145.)

Dans l'affaire Taylor, la Cour suprême avait à juger, après la Cour de Paris, sur la validité d'une modification apportée par l'assemblée générale au calcul de la réserve destinée à constituer un fonds de prévoyance. Primitivement, cette réserve était prélevée sur l'ensemble des bénéfices, la répartition entre actionnaires et porteurs de parts, se faisant par la suite. L'assemblée générale, dont quelques forts actionnaires possédaient la totalité des parts, décida à la majorité (naturellement) que la répartition se ferait d'abord et que le prélèvement destiné à la réserve serait fait sur la portion de bénéfices revenant aux actionnaires.

La Cour de Paris et la Chambre des requêtes ont jugé que cette modification « portait atteinte à l'un des éléments essentiels du contrat et ne pouvait être introduite dans les statuts qu'avec l'assentiment unanime des actionnaires ».

La société attaquée avait prétendu justifier le vote de l'assemblée en s'appuyant sur la loi du 16 novembre 1903 qui autorisait l'assemblée à créer des actions de priorité. Du moment que l'assemblée peut prendre une pareille mesure au détriment des actionnaires, à plus forte raison peut-elle modifier un article des statuts et porter, ainsi, un préjudice moindre aux actionnaires.

D'ailleurs, la loi du 22 novembre 1913 a apporté un terme à ces interprétations contradictoires, en remplaçant l'article 31 de la loi de 1867 par les dispositions suivantes :

« Sauf dispositions contraires des statuts, l'assemblée générale délibérant, comme il est dit ci-après, peut modifier les statuts dans *toutes leurs dispositions*. Elles ne peuvent toutefois changer la nationalité de la société, ni augmenter les engagements des actionnaires. »

Enfin la loi du 1^{er} mai 1930 a supprimé dans l'article précédent « sauf dispositions contraires des statuts ». Ces mots donnaient lieu à des interprétations variées et contradictoires auxquelles le législateur a voulu mettre un terme.

En résumé, l'assemblée générale pourra toujours changer la répartition statutaire des bénéfices en modifiant les clauses mêmes des statuts qui la déterminaient, lorsque les seuls actionnaires se trouvent lésés, sauf mauvaise foi manifeste, comme dans l'affaire Taylor.

2° Sans modification des statuts.

L'assemblée générale ne pourra pas changer la répartition dans un sens contraire aux statuts.

Si ceux-ci portent, par exemple, une attribution de 40 % du bénéfice net aux actionnaires, l'assemblée générale ne pourra pas décider que l'attribution pour l'exercice 1933 sera de 20 %. Elle devra au préalable modifier l'article des statuts qui prévoit la fraction du bénéfice net revenant aux actions.

Mais que se passe-t-il si les statuts ne contiennent aucune clause concernant le droit, prétendu lésé, des actionnaires ?

Il semble que l'assemblée générale soit omnipotente, sauf à ne pas prendre de décision qui apparaisse diri-

gée contre certains actionnaires ou catégories d'actionnaires.

Ainsi, dans l'espèce relevée ci-dessus, la majorité des actionnaires, détenant toutes les parts, avait voté une mesure qui lésait les actionnaires n'ayant pas de parts ; en leur qualité d'actionnaires, ils s'imposaient en même temps qu'ils imposaient aux autres, quelques sacrifices, largement compensés, pour eux, par les bénéfices qu'ils devaient recueillir en tant que porteurs de parts.

La jurisprudence de la Chambre des requêtes a fait bon marché de ce calcul.

MM. Charpentier et Hamelin (ouvrage cité), ajoutent à l'omnipotence de l'assemblée quelques réserves, à savoir :

Que le vote de l'assemblée n'engage pas les assemblées suivantes ;

Que l'égalité entre les actionnaires ne soit pas rompue ;

Qu'il n'y ait pas abus de droit, l'appréciation de l'abus de droit étant laissée aux tribunaux.

Ces réserves n'apportent rien de nouveau à la théorie de la jurisprudence en cette matière. En effet :

L'assemblée ne décide de la répartition des bénéfices que pour l'exercice envisagé, sauf si elle insère un article dans les statuts, et en ce cas les assemblées suivantes sont tenues, non pas en vertu de la délibération de cette assemblée, mais en vertu des nouveaux statuts.

En ce qui concerne les actionnaires d'une même catégorie, la loi prévoit leur égalité. L'assemblée n'a

aucun pouvoir pour passer outre à des dispositions d'ordre public.

Enfin, la théorie de l'abus de droit a fait depuis longtemps l'objet d'une jurisprudence qui, à de rares exceptions près, l'a consacrée.

SECTION II. — *Modifications à la répartition des bénéfices qui lèsent les tiers intéressés.*

Les modifications des statuts concernant la répartition des bénéfices entrent donc dans les pouvoirs de l'assemblée générale, si ces modifications ne portent préjudice qu'aux seuls actionnaires.

Que se passe-t-il si ces modifications lèsent les tiers intéressés aux bénéfices ?

Les tiers ont-ils un droit de critique ?

Les tiers intéressés sont ceux qui, n'étant pas contractants, n'étant pas actionnaires, bénéficient, malgré tout, d'avantages qu'ils tiennent d'une clause des statuts. Il se peut qu'ils soient en même temps actionnaires. Mais leurs deux intérêts se juxtaposent sans forcément s'annuler.

Ce sont, tout d'abord, les porteurs de parts de fondateurs. Ils ont fait apport à la société d'éléments corporels ou incorporels, en échange desquels ils ont reçu des parts de fondateurs. A ces parts, les statuts ont attribué en rémunération une portion des bénéfices.

Les administrateurs touchent, en dehors de leurs dividendes d'actionnaires, des tantièmes fixés par les statuts, sur les bénéfices réalisés.

Il y a aussi les salariés qui, sans être associés, sont souvent intéressés aux bénéfices, en vertu d'une stipulation expresse des statuts.

L'assemblée peut-elle apporter une modification dans le calcul ou le quantum des bénéfices revenant à ces tiers sans le consentement des intéressés ?

La loi de 1913, qui étend les pouvoirs de l'assemblée générale, ne fait aucune allusion aux tiers intéressés.

Peut-on dire que les pouvoirs qu'elle donne à l'assemblée générale puissent rendre ses décisions opposables aux tiers ?

L'expression « dans toutes ses dispositions » semble devoir donner à l'assemblée une omnipotence absolue. Quelques décisions de la jurisprudence semblent, déjà avant la loi de 1913, donner à l'assemblée tous pouvoirs au détriment des tiers. Mais ces décisions étaient rares.

Il semble que cette jurisprudence ne soit pas logiquement défendable. En effet, les tiers dont il est question tiennent leurs droits d'une convention expresse ou tacite avec la société. Celle-ci leur octroyait dans ses statuts, en échange de leurs apports ou de leurs services, des droits qui ne sauraient être modifiés sans leur consentement. La convention fait la loi entre les parties. Elle ne saurait être transgressée au mépris des droits de l'une d'elles. En poussant encore plus loin la logique de cette thèse, on devrait convenir que ces tiers intéressés ont même un droit de critique. Faute de pouvoir vérifier, en ce qui les concerne, la comptabilité de la société, celle-ci pourrait fort bien ne pas tenir ses engagements sans que les

tiers puissent avoir un recours contre elle. Ce serait évidemment contraire à l'ordre public. Ce droit de critique doit être limité, et ce sera une question laissée à l'appréciation des juges que de savoir quelle sera la limite de ce droit.

Naturellement, cette inopposabilité ne sera pas valable à l'égard des actionnaires.

Cependant la jurisprudence et la doctrine ont considéré que les fondateurs et les administrateurs qui ont droit à des tantièmes de bénéfices sont liés à la société par un contrat. Ils ont adhéré aux statuts. Ils suivent les destinées de la société dans les belles heures comme dans les mauvaises. Ils sont « soumis aux nécessités financières qu'impose la situation », mais seulement dans la limite des pouvoirs de l'assemblée et à condition qu'il s'agisse de l'intérêt commun (Cass. 29 mars 1909. D. 1910, 1^{re} partie, p. 84).

En résumé donc, l'assemblée générale ordinaire peut disposer librement des bénéfices, à la condition de sauvegarder les droits des tiers étrangers aux statuts, de limiter son action, quant aux tiers intéressés qui ont adhéré aux statuts, aux mesures nécessitées par l'intérêt général.

La jurisprudence a élaboré toute une théorie de l'abus de droit qui trouvera son application chaque fois que l'assemblée aura pris des décisions lésant les intérêts des tiers, sans qu'il s'agisse d'une mesure d'intérêt général.

Enfin, elle ajoute encore une limitation aux pouvoirs de l'assemblée, agissant au détriment des tiers intéressés : elle ne devra en aucun cas, même s'il

s'agit de l'intérêt général, prendre des mesures qui puissent préjudicier à ces ayants droit par des manœuvres occultes. Elle ne pourra, par exemple, leur opposer la constitution de réserves créées à leur détriment sans qu'ils aient été mis en mesure d'apprécier le tort qui leur était causé.

CONCLUSION

Nous avons vu comment se formait, au point de vue comptable, le solde des Pertes et Profits. Nous avons vu son ébauche apparaître du rapprochement des deux opérations essentielles du commerce : l'achat et la vente — ou la fabrication et la vente — dans un compte dit d'Exploitation. Nous l'avons vu enfin prendre sa forme définitive au travers du compte de Pertes et Profits proprement dit. Ce solde de Pertes et Profits est maintenant soit *pertes*, soit *profits*.

Dans le premier cas, nous aboutissons à une réduction de la fortune du patron, ce solde est venu se placer dans la colonne de gauche du bilan. On le place là comme un compte d'ordre qu'on espère bien, quelque jour prochain, voir régularisé ; il n'est que le solde, la balance de l'Actif et du Passif.

Si ce solde se traduit par profits, il figure, en place d'honneur, au Passif, dans le compte du patron dont il grossit la fortune, le capital ; et c'est là que l'on regarde bien vite, lorsque l'on étudie le bilan d'une affaire.

Le solde du bilan et le solde du compte de Pertes et Profits ne forment qu'un seul et même chiffre obtenu par deux voies différentes :

Le solde obtenu au bilan est la différence entre l'actif et le passif : l'excédent d'actif sur le passif ou inversement.

Le bilan est, en quelque sorte, l'état exprimé en soldes de tous les comptes de la maison, à la clôture de l'exercice. Les uns sont débiteurs et représentent l'actif, ce qui est dû à la maison ; les autres créiteurs représentent le passif, ce qui est dû par la maison.

Si l'on écrit :

Stock = 50.000 francs,

cela veut dire que le magasin doit à la maison 50.000 francs.

Si l'actif porte :

Banques = 40.000 francs,

cela veut dire que les banques sont débitrices de la maison pour ce montant.

Au contraire, lorsqu'on écrit, au passif :

Capital = 200.000 francs,

cela exprime que la maison, qui a reçu cette mise de fonds, en est redevable au patron, aux associés. Le compte du patron, dans la maison, est créiteur de cette somme.

Fournisseurs = 40.000 francs,

signifiera que les fournisseurs sont encore créanciers de la maison pour cette somme.

Le passif est donc le total des dettes de la maison vis-à-vis d'elle-même (capital, réserves, bénéfices) ou vis-à-vis des tiers (comptes courants, fournisseurs divers à payer, etc.).

Si donc l'actif est en excédent sur le passif, c'est que la maison doit moins qu'il ne lui est dû. Elle a réalisé un bénéfice.

Si, au contraire, le passif dépasse l'actif, c'est qu'elle doit plus qu'il ne lui est dû. La maison est donc en perte.

Le solde que l'on inscrit au bilan « pour balance » et qui constitue le bénéfice ou la perte, résulte donc automatiquement du rapprochement des comptes créditeurs ou débiteurs de la maison.

Le solde doit naturellement concorder avec le solde du compte de Pertes et Profits, qui est égal à la différence entre le bénéfice brut et les charges de l'exercice.

Ceci se résume dans les formules suivantes :

P. P. nets = Actif — Passif (1) (d'après le bilan).

P. P. nets = B. brut — Charges (2) (d'après le compte de P. P.).

Nous savons que deux quantités égales à une troisième sont égales entre elles, ce qui nous permet d'écrire :

(1) Actif — Passif = Bénéfice brut — Charges (2),
ce qui peut encore s'écrire,

Actif — Bén. brut = Passif — Charges.

Cette dernière formule signifie que pendant que l'actif s'est grossi d'une quantité correspondante aux ventes et diminuée du prix de revient de ces ventes (on sait en effet que bénéfice brut s'écrit : Ventes — prix de revient des ventes), le passif s'est augmenté des charges de l'exercice.

Au point de vue purement comptable, le compte de Pertes et Profits est donc un contrôle efficace du bilan.

Si le solde du compte de Pertes et Profits n'était pas conforme au chiffre donné par le bilan, c'est qu'il aurait été omis une somme ou qu'un solde aurait été porté pour un montant erroné.

Si l'on se place au point de vue de la critique des bilans, le compte de Pertes et Profits joue encore un rôle très intéressant.

Il est rare qu'un bilan soit clair, lisible à première vue. Il ne donne, en somme, par postes, qu'un récapitulatif des soldes de l'inventaire. Il suffit que les postes groupent quelques articles de l'inventaire d'une certaine manière plutôt que d'une autre, pour donner au bilan un autre aspect, ou pour en obscurcir la lecture.

Le compte de Pertes et Profits ne donnera certainement pas tous les éléments nécessaires à la clarté du bilan, mais il en donne au moins trois qui facilitent l'étude de l'affaire envisagée :

1° Par le compte d'exploitation qui en est l'élément de base, nous connaissons le chiffre d'affaires ;

2° En outre, nous aurons une idée de l'importance des charges de la maison qui, même si nous n'en avons pas le détail, sera un élément de critique suffisant ;

3° Enfin, on pourra établir un recoupement utile pour le calcul des amortissements.

1° *Le chiffre d'affaires.*

Celui-ci a une importance primordiale dans une bonne critique financière. D'abord, il donne une idée chiffrée du standing de la maison. On le comparera

utilement à celui de maisons similaires et, si possible, au chiffre de la maison même dont on étudie la situation pendant les années précédentes.

De son rapprochement avec le montant des capitaux mis en œuvre, on tirera d'utiles indications sur l'indice d'activité de la maison. Une affaire dont les capitaux responsables s'élèveront à 1.000.000 de francs et qui ne ferait qu'un chiffre d'affaires de 1.500.000 francs serait dans un état de stagnation dont on pourrait s'alarmer.

On comparera de même, avec profit, le chiffre d'affaires et le stock. Celui-ci ne devra pas dépasser un certain montant établi en proportion du chiffre d'affaires. Ce montant variera avec le genre d'entreprise dont il s'agit, avec la date de clôture de l'exercice par rapport à la date d'ouverture de la campagne de ventes.

Pour apprécier la proportion du stock, eu égard au chiffre d'affaires, on s'en rapportera à la logique et aux exemples fournis par les maisons similaires.

Il est évident qu'une maison faisant commerce de denrées périssables attirerait l'attention si son stock représentait deux mois de ventes, par exemple.

Un stock trop important, par rapport au chiffre d'affaires, alourdit la trésorerie puisque les rentrées qui la rendront « liquide » ne pourront pas se faire avant longtemps. En outre, un stock trop lourd risque soit de se déprécier en qualité, soit de se déprécier en valeur, ce qui, finalement, se ramène à une inscription au débit de Pertes et Profits.

Enfin, la connaissance du chiffre d'affaires trouve une application intéressante dans un cas particulier : le banquier, escompteur d'une maison de commerce, s'il n'a pas auprès de cette cliente de concurrent, rapprochera le chiffre d'affaires du chiffre du mouvement créditeur du compte de sa cliente. Si ce chiffre reste au-dessous du chiffre d'affaires, il n'y a là rien de surprenant ; sa cliente a très bien pu faire un certain nombre d'opérations, directement par sa caisse, sans passer par le compte de banque. Si, au contraire, le mouvement du compte est supérieur au chiffre d'affaires, c'est que sa cliente a profité de son crédit d'escompte pour consentir des renouvellements de traites à sa clientèle à laquelle elle a fourni les fonds pour une première échéance, ou qu'elle a escompté des traites tirées sur des débiteurs imaginaires pour se procurer du crédit, etc.

Voilà donc, pour le banquier, une constatation qui apportera à la tenue de ses risques un élément de contrôle appréciable.

2° *Les charges.*

En outre, le compte de Pertes et Profits donnera une indication sur le montant des charges de la maison. Ce chiffre sera rapproché du chiffre d'affaires. Il sera comparé à celui d'affaires similaires, à celui d'exercices précédents. C'est en lui que l'on décèlera le gaspillage, même si l'on n'a pas en détail la ventilation des frais généraux.

C'est en lui que l'on pourra déceler également l'existence de réserves occultes, par imputation de certaines sommes à des charges imaginaires, ces réserves

étant mises à l'abri du fisc ou de la convoitise de certains actionnaires, qui eussent réclamé une répartition de dividendes plus substantiels.

Les réserves occultes peuvent aussi bien procéder d'une idée de fraude que d'excellentes intentions.

3° *Amortissements.*

Enfin, dans les cas où le bilan porte les immobilisations, une fois déduits les amortissements, le compte de Pertes et Profits donne l'indication qui manquait au bilan, savoir : le mode de calcul et la proportion des amortissements réalisés.

Cette indication donne une idée très juste de la manière dont est gérée l'affaire. Il y a des taux d'amortissements déterminés par la durée probable des immobilisations ; ces taux ne devront pas varier sensiblement et, dans les exercices bénéficiaires, les amortissements ne devront jamais être omis.

Si l'on n'a à sa disposition qu'un seul bilan, portant la valeur des immobilisations diminuée des amortissements effectués jusqu'alors, seul le compte de Pertes et Profits nous renseignera pour cet exercice sur la valeur de revient de ces immobilisations et sur la quantité amortie à l'époque considérée.

Une fois nanti du compte de Pertes et Profits, nous n'avons certes pas tous les éléments de critique du bilan, mais nous en avons éclairé singulièrement la lecture. Nous connaissons avec le bilan la situation de l'affaire en écritures, à une époque donnée. Mais, avec le compte de Pertes et Profits, nous connaissons cette affaire « en mouvements ».

Au travers du compte de Pertes et Profits, nous ne jugeons plus l'affaire selon ses biens et ses ressources, mais selon sa marche : chiffre d'affaires, comparé au stock, aux bénéfices. Nous jugeons, d'après ces éléments, l'homme ou les hommes qui sont à la tête de cette affaire.

Le bilan donne, si l'on peut dire, un certificat de richesse ; le compte de Pertes et Profits un certificat de sagesse.

Les deux éléments réunis inspirent confiance ; le premier sans le second ne suffira pas longtemps à la santé de l'affaire, alors qu'au contraire sans richesse, mais sagement gérée, cette affaire pourra vivre et sans doute prospérer.

Dire d'une société qu'elle « marche », sous prétexte qu'elle sert un dividende de « tant », c'est s'avancer beaucoup. On sait que bien des sociétés, sans parler de celles qui servent purement et simplement des dividendes fictifs, tiennent de leurs statuts le droit, voire l'obligation, de servir, sous forme d'intérêts fixes, un dividende, même en cas de déficit. On sait aussi que la jurisprudence consacre une telle pratique. Le dividende, s'il est souvent un indice de prospérité, ne saurait donc pas toujours être considéré comme tel. Il n'est un indice certain que s'il est justifié par le bilan, contrôlé lui-même par le compte de Pertes et Profits.

L'étude de ce compte est donc le recoupement nécessaire à l'étude sérieuse d'un bilan. Celui-ci donne en quelque sorte l'aspect de l'entreprise au point de vue statique, le compte de Pertes et Profits en reflète le dynamisme.

Savoir lire l'un et l'autre, ne jamais s'arrêter à la lecture de l'un sans l'autre, sont le fait non seulement du patron d'entreprise qui veut conduire sérieusement son affaire, mais encore du banquier et du commanditaire qui apportent un concours financier, de la foule des petits porteurs, encore bien mal éduquée à cet égard. L'ignorance de ces derniers et les imperfections de la loi constituent la force la plus sûre des exploiters dont la célébrité dans l'histoire économique tend à prendre malheureusement une trop grande place.

Vu : le Président de la Thèse,

J. HAMEL.

Vu : le Doyen,

EDGARD ALLIX.

Vu et permis d'imprimer :
Le Recteur de l'Académie de Paris,

S. CHARLÉTY.

BIBLIOGRAPHIE

I. — OUVRAGES GÉNÉRAUX

- ALLIX (E.). Traité de législation financière, 6^e édition, 1931.
- BÉDARRIDE. Droit commercial : Livre I^{er}, des Sociétés, 2^e édition, Paris 1872.
- DELANGLE. Traité des sociétés de commerce.
- HOUPIN. Traité général théorique et pratique des sociétés, 6^e édition, Paris 1927-1928.
- LACOUR. Précis de droit commercial, Paris 1929.
- LYON-CAEN, L. RENAULT, A. AMIAUD, Manuel de Droit commercial, 15^e édition, Paris 1928.
- MOLINIER. Droit commercial (Traité de), t. I^{er}. Paris 1846.
- PARDESSUS. Droit commercial (Cours de). Bruxelles 1822.
- THALLER et PERCEROU. Traité élémentaire de droit commercial, Paris 1925.
- THALLER et PIC. Traité général théorique et pratique de droit commercial, t. I^{er} : des Sociétés commerciales, Paris 1914.
- VAVASSEUR. Traité des sociétés civiles et commerciales, Paris 1894.

II. — OUVRAGES SPÉCIAUX

- AMIAUD. Réserves (Des comptes de) dans les sociétés par actions, Paris 1912.
- BATARDON. L'inventaire et le bilan (Etude juridique et comptable), Paris 1926.
- BAYART (Pierre). Les effets de l'inflation sur le bilan au point de vue fiscal, Lille 1924.
- BISSON (A). Le bénéfice réel d'après le bilan, Paris 1925.
- CHARPENTIER (J.) et HAMELIN (J.). Traité pratique des bilans. 2^e édition, Nancy-Paris-Strasbourg 1933.
- CHAVENEAU. Les bilans aux points de vue commercial, industriel et fiscal, Paris 1922.
- GUILHAUMON. Le contrôle fiscal et la comptabilité commerciale, Paris 1933.
- HAMEL (J.). La réévaluation des bilans, Paris 1929.

IMBRECQ. Traité pratique de l'impôt sur le B. I. C., Paris 1927.

LECOUTURIER. Manuel pratique des assemblées d'actionnaires, Paris 1913.

QUESNOT. Administration financière, Paris 1933.

RAFFEGEAU. Etablissement des bilans or, Paris 1926.

VILLARD (Henri). De la fraude dans les bilans, Paris 1932.

III. — THÈSES

BONNIN (Pierre). Le bénéfice net des entreprises industrielles et commerciales, Paris 1926.

MOREAU (Léon). Bilan des sociétés par actions, Paris 1906.

NOURRISSAT (Emile). Dividendes fictifs (des éléments constitutifs du délit de), Paris 1932.

POUPART et LAFARGE. La réévaluation des bilans, Paris 1932.

ZEVACO. Notion du bénéfice imposable, Paris 1932.

IV. — PÉRIODIQUES

DALLOZ. Jurisprudence générale.

DALLOZ. Répertoire alphabétique.

Journal Social.

SIREY. Recueil général des lois et arrêts.

Revue des Sociétés.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
Dédicace	5
Introduction	7
Division du sujet.....	15

PREMIÈRE PARTIE

LA GENÈSE COMPTABLE DES BÉNÉFICES

LIVRE I. — MÉTHODES DE DÉGAGEMENT DES PERTES ET PROFITS	17
CHAPITRE PREMIER. — <i>Méthode du compte marchandises.</i>	21
CHAPITRE II. — <i>Méthode du dédoublement pur et simple.</i>	31
CHAPITRE III. — <i>Méthode du dégagement quotidien du bénéfice brut</i>	39
LIVRE II. — PRINCIPE DE LA SPÉCIALISATION DES CHARGES PAR EXERCICE.....	45
CHAPITRE IV. — <i>Enoncé du principe</i>	45
CHAPITRE V. — <i>Applications du principe. Les amortissements</i>	53
<i>Section I.</i> — Dépenses d'installation ou d'établissement (amortissements)	53
<i>Section II.</i> — Dépenses d'exploitation	56
<i>Section III.</i> — Dépenses renouvelables (frais généraux)	58
CHAPITRE VI. — <i>Correctifs au principe de répartition des charges par exercices</i>	61
<i>Section I.</i> — Les réserves	62
<i>Section II.</i> — Le principe de fixité du capital ..	63
LIVRE III. — LES ÉLÉMENTS DU COMPTE DE PERTES ET PROFITS	66
CHAPITRE VII. — <i>Le compte d'Exploitation. Considérations générales</i>	69
CHAPITRE VIII. — <i>Exemples de comptes d'Exploitation.</i>	77
CHAPITRE IX. — <i>Le compte Pertes et Profits</i>	89
CHAPITRE X. — <i>Comment se résume la genèse des pertes et profits</i>	117

DEUXIÈME PARTIE

RÉPARTITION DES BÉNÉFICES	123
LIVRE I. — LE BÉNÉFICE DISTRIBUABLE	127
CHAPITRE XI. — <i>Bénéfice distribuable et bénéfice imposable</i>	127
<i>Section I.</i> — Caractères du bénéfice distribuable ..	127
<i>Section II.</i> — Limites du bénéfice distribuable ..	130
<i>Section III.</i> — Le bénéfice fiscal minimum	133
<i>Section IV.</i> — La réévaluation des bilans et le bénéfice imposable	138
<i>Section V.</i> — Le bénéfice social maximum. Les dividendes fictifs	149
<i>Section VI.</i> — La jurisprudence	155
<i>Section VII.</i> — A quel moment le bénéfice est-il distribuable ?	162
CHAPITRE XII. — <i>Dérogations à la notion de bénéfice distribuable</i>	167
<i>Section I.</i> — L'acompte	167
<i>Section II.</i> — Les intérêts fixes	173
LIVRE II. — RÉPARTITION DU BÉNÉFICE	195
CHAPITRE XIII. — <i>Répartition légale, statutaire et extra-statutaire</i>	195
CHAPITRE XIV. — <i>Caractère du report à nouveau</i>	205
<i>Section I.</i> — Intérêt de la question	205
<i>Section II.</i> — Report à nouveau et réserve	207
<i>Section III.</i> — Caractère réel du report à nouveau.	210
<i>Section IV.</i> — Conséquences.....	211
CHAPITRE XV. — <i>Modifications à la répartition statutaire des bénéfices</i>	213
<i>Section I.</i> — Modifications qui ne lèsent que les actionnaires	213
<i>Section II.</i> — Modifications qui lèsent les tiers intéressés	218
CONCLUSION. — <i>Le rôle du compte Pertes et Profits dans la critique financière</i>	223
BIBLIOGRAPHIE	233
TABLE DES MATIÈRES	235

IMPRIMERIE GEORGES LANG
11 bis, Rue Curial — Paris-19^e
